

REGION DE KAYES
ASSEMBLEE REGIONALE

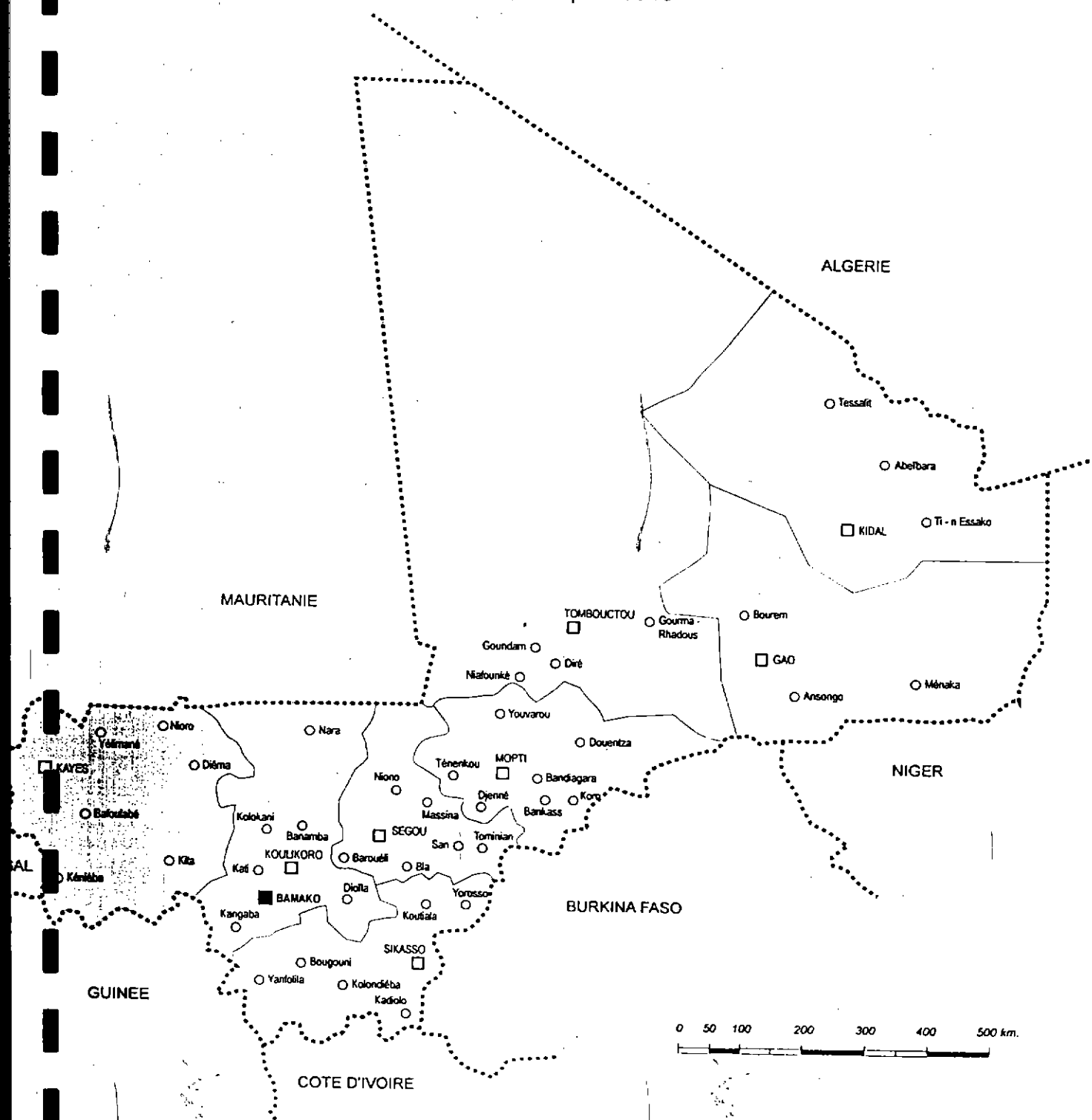
REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

DIAGNOSTIC SOCIO- ECONOMIQUE
DE LA REGION DE KAYES

Juin 2002

LA REGION DE KAYES AU MALI

Document provisoire



Capitale d'Etat
Capitale Régionale
Chef Lieu d'arrondissement

rés : Carte IGN du Mali, 1 / 2 000 000, 1993

Cartographie : Appui à la planification à la planification locale dans la région de Kayes. Lille 2001

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
PRÉFACE	7
INTRODUCTION	8
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	8
II. OBJECTIFS DU PDRK	9
III. CARACTÉRISTIQUES DU PDRK	9
IV. CADRE INSTITUTIONNEL	10
V. MÉTHODOLOGIE	10
VI. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE	11
PRÉSENTATION DE LA RÉGION	13
I. ORGANISATION ADMINISTRATIVE	13
II. CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET POTENTIALITÉS NATURELLES	14
A. CLIMATS ET ZONES ÉCOLOGIQUES	14
B. LE RELIEF	15
C. LES SOLS	15
D. LA VÉGÉTATION	15
III. ASPECTS HUMAINS	16
DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉGIONAL	17
I. TENDANCE DÉMOGRAPHIQUE	17
A. STRUCTURE DE LA POPULATION	17
B. RÉPARTITION SPATIALE	18
C. DYNAMIQUE DE LA POPULATION	18
II. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES	21
A. LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX DE LA RÉGION	21
B. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	22
III. SECTEURS DE PRODUCTION	28
A. LES SYSTÈMES DE PRODUCTION	28
B. ÉVOLUTION DES PRODUCTIONS ET DES INFRASTRUCTURES	33
C. INDUSTRIE ET PMI/PME	43
D. EXPLOITATION MINIÈRE	45
E. ARTISANAT	46
F. TOURISME	48
G. COMMERCE	50

IV. SECTEURS D'APPUI À LA PRODUCTION	51
A. HYDRAULIQUE RURALE ET AGRICOLE	51
B. ÉNERGIE	53
C. TRANSPORT	53
D. TÉLÉCOMMUNICATIONS	56
E. POSTE	58
V. SECTEURS SOCIAUX	59
A. SANTÉ	59
B. DÉVELOPPEMENT SOCIAL	64
C. ÉDUCATION ET FORMATION	66
D. JEUNESSE ET SPORTS	72
E. CULTURE	73
F. URBANISME ET HABITAT	75
G. ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	75
VI. LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	77
A. ÉTAT	77
B. COLLECTIVITÉS LOCALES	77
C. ONG ET PROJETS	78
D. ASSOCIATIONS	79
E. LES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT	80
LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA RÉGION DE KAYES	81
BIBLIOGRAPHIE	87

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACAUPED	Association pour la Coopération d'Actions Utiles aux Pays en Développement
ADR	Association pour le Développement Rural
AEK	Académie d'Enseignement de Kayes
AFVP	Association Française des Volontaires du Progrès
AIDEB	Association pour le Développement Intégré de Bafoulabé
AMADE	Association Malienne pour le Développement
AMPPF	Association Malienne pour la Promotion de la Planification Familiale
APDF	Association pour la Promotion et la Défense des droits des Femmes
APE	Association de Parents d'Élèves
ARK	Assemblée Régionale de Kayes
AVRL	Association pour la Valorisation des Ressources Locales
BAD	Banque Africaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CED	Centre d'Éducation pour le Développement
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CIDS	Collectifs Ingénieurs Développement Sahel
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CRRA	Centre Régional de la Recherche Agronomique
DNE	Direction Nationale de l'Élevage
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNSI	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
DRAER	Direction Régionale de l'Aménagement et de l'Équipement Rural
DRAMR	Direction Régionale de l'Appui au Monde Rural
DRCC	Direction Régionale du Commerce et de la Concurrence
DRCN	Direction Régionale de la Conservation de la Nature
DRD	Direction Régionale de la Douane
DRHE	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Énergie
DRJSAC	Direction Régionale de la Jeunesse, du Sport, des Arts et de la Culture
DRPS	Direction Régionale du Plan et de la Statistique

DRRC	Direction Régionale de la Réglementation et du Contrôle
DRRFFH	Direction Régionale des Ressources Forestières, Fauniques et Halieutiques
DRSP	Direction Régionale de la Santé Publique
D RTPCT	Direction Régionale des Travaux Publics, de la Cartographie et de la Topographie
EAC	Enquête Agricole de Conjoncture
EBC	Enquête Budget Consommation
EDF	Électricité de France
EDM	Énergie du Mali
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EMEP	Enquête Malienne d'Évaluation de la Pauvreté
FAO	Found Alimentation Organisation
FED	Fond Européen de Développement
GRDR	Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural dans le tiers monde
GREF	Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontière
HUICOMA	HUIIerie Cotonnière du Mali
IDH	Indice de Développement Humain
IMACO	Industrie Malienne de Ciment
IFM	Institut de Formation des Maîtres
MDRI	Mission de Décentralisation et des Réformes Institutionnelles
ODIK	Opération de Développement Intégré du Kaarta
ODHDL P	Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté
OMBEVI	Office Malien de BÉtail et de VIande
OMRI	Office Montreuillois des Relations Internationales
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONP	Office National des Postes
ORDIK	ORganisation pour le Développement Intégré de la Kolimbiné
PADRK	Programme d'Appui au Développement de la Région de Kayes
PDAM	Projet de Développement Avicole du Mali
PDRK	Programme de Développement de la Région de Kayes
PGRN	Projet de Gestion des Ressources Naturelles
PIRL	Projet inventaire des Ressources Ligneuses
PIRT	Projet Inventaire des Ressources Terrestres
PREMA	Projet de développement de la région de Manantali

PRODESO	Projet de Développement de l'élevage dans le Sahel Occidental
PRGH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAFRA	Semaine de l'Amitié et de la FRaternité
SDR	Schéma Directeur du Monde Rural
SEPAMA	Société d'Exploitation des Produits Arachidiens du Mali
SEMOS	Société d'Exploitation des Mines d'Or de Sadiola
SOCIMA	SOCIété de Ciment du MALi
TAPROMA	Tannerie PROvidence du MALi
TBS	Taux Brut de Scolarité
UGAD	Union générale des associations de développement
UNICEF	Fonds des Nations Unis pour l'Enfance
URCAK	Union Régionale des Coopératives Agricoles de Kayes

PRÉFACE

L'acuité des problèmes de développement socio-économique de la région de Kayes impose une démarche concertée pour assurer un réel décollage économique. L'enclavement intérieur et extérieur de la région et la persistance des aléas climatiques constituent un défi auquel la région est confrontée. Ces problèmes ont pour conséquence la migration des bras valides et le faible niveau des indicateurs du développement économique.

Suite à l'organisation de la Table Ronde sur le Développement de la Région de Kayes en 1997, de nouvelles activités se sont développées, entre autres :

- ✓ de grandes infrastructures de communication ont été réalisées ;
- ✓ la progression de la scolarisation a été spectaculaire ;
- ✓ d'une manière générale les efforts en matière de santé, d'hydraulique et la réorganisation de l'administration sont très importants et commencent à porter leurs fruits.

Ces améliorations ne doivent pas cependant cacher la nécessité de poursuivre les efforts engagés. En effet, la région continuera à supporter pendant longtemps de lourds handicaps : un taux de chômage et sous emploi élevé, un faible niveau de revenus des populations et une structure sociale de qualification très faible (taux d'alphabétisation des 15 ans et plus estimé à 13% en 2001). Le poids et la structure démographiques entraînent de lourdes charges de formation et des difficultés spécifiques d'insertion professionnelle.

Le Gouvernement du Mali a placé la lutte contre la pauvreté au centre des axes prioritaires du développement national.

En tenant compte de la politique de l'État et des besoins des populations, l'Assemblée Régionale a privilégié les objectifs de développement suivants :

- ✓ poursuivre le désenclavement intérieur et extérieur de la région ;
- ✓ diversifier le tissu économique en s'appuyant sur le développement des PMI/PME, de l'agriculture, de l'exploitation minière et du transport ;
- ✓ poursuivre les efforts qui ont été menés tant dans le domaine de la formation initiale que professionnelle, laquelle doit déboucher sur l'emploi ;
- ✓ poursuivre et accentuer la protection de l'environnement en vue d'améliorer le cadre de vie des populations ;
- ✓ l'accès des populations aux services socio-sanitaires et à l'eau potable complète le dispositif.

L'État dans l'exercice de ses compétences assurera la cohérence nécessaire des actions des différents partenaires en ce qui concerne le développement économique, la cohésion sociale et l'aménagement du territoire.

Le présent **Programme de Développement de la Région de Kayes** constitue un cadre de référence pour les investissements socio-économiques, un instrument de pilotage et de coordination qui fait office de porte d'entrée de l'ensemble des acteurs intervenant dans le développement régional. Par ailleurs, il ambitionne de poser les jalons d'un développement intégré durable de la région.

Le Président de l'Assemblée Régionale

Moriba KEITA
Administrateur Civil

INTRODUCTION

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis son accession à l'indépendance, l'État du Mali a fait de la planification une activité primordiale pour le pilotage de son développement économique et social. Le système de planification par objectifs adopté jusqu'en 1991 débouchait sur des actions et programmes à entreprendre pendant la période couverte par le plan (plans quinquennaux). Les distorsions suivantes sont apparues :

- ✓ le faible taux d'exécution ;
- ✓ le nombre important de projets hors plan ;
- ✓ les difficultés de localisation ayant entraîné une mauvaise répartition des infrastructures sur le territoire national et régional ;
- ✓ les aléas climatiques.

Le Mali a opté en 1981 pour un modèle de "développement intégré de base par la mise en oeuvre d'une planification décentralisée, participative et intégrée". Ce modèle de développement repose davantage sur les ressources locales, sur les compétences existantes et procède par la mise en oeuvre de petits projets (ou projets d'initiatives de base) à l'échelle des communautés en place. Un tel type de développement souvent qualifié « d'autocentré » est, à l'échelle du pays, beaucoup plus décentralisé.

Dans ces conditions, l'approche apparaît naturellement comme constitutive d'une démarche de planification. Pour sa mise en oeuvre, des structures participatives (comités de développement, conseils, secteurs de développement, etc.) furent créées.

Les programmes des initiatives de base, dont l'élaboration a été confiée aux régions, avaient pour objectif la mise en place des projets régionaux dûment harmonisés entre eux et réellement intégrés au plan national. Ces programmes n'ont pas donné les résultats escomptés.

Avec l'avènement de la démocratisation des institutions du pays en 1991 et la mise en oeuvre du processus de décentralisation, la Région de Kayes en tant que collectivité locale est chargée de promouvoir son développement économique, social et culturel. Elle doit réaliser les programmes de développement régionaux et organiser l'aménagement du territoire dans le respect de l'intégration nationale, de l'autonomie et des attributions des communes et des cercles.

La région de Kayes, à l'instar des autres régions, dispose d'un avant-projet de schéma régional d'aménagement et de développement, de diagnostics régionaux, de stratégies de développement, des programmes sectoriels de l'éducation et de la santé et d'un programme d'action environnemental qui sont en phase avec la politique nationale, qu'il convient d'intégrer.

La région de Kayes se singularise par la dynamique du tissu associatif, par l'implication particulière en tant que partenaire des migrants dans le développement de la région, entraînant à leur suite un ensemble de coopérations décentralisées, d'ONG et d'associations acteurs du développement régional.

Ainsi, de nombreux investissements ont été réalisés dans les domaines de l'hydraulique villageoise, de l'éducation et de la santé par les migrants soutenus par des associations villageoises en réponse aux déficits d'infrastructures, à l'enclavement et l'analphabétisme des populations de la région.

En vue d'établir une cohérence entre les activités des différents intervenants, le Gouvernement du Mali a organisé, les 27, 28 et 29 janvier 1997, une Table Ronde sur le Développement de la Région ayant pour objectif fondamental de « doter la région d'un cadre de référence et d'orientation engageant tous les intervenants ».

Le Présent programme souhaité par l'Assemblée Régionale s'inscrit dans ce cadre.

Le Programme de Développement de la Région de Kayes (PDRK) est un instrument de pilotage et de coordination qui fait office de porte d'entrée de l'ensemble des acteurs intervenant dans le développement régional (État, collectivités locales, opérateurs économiques, ONG, associations de développement, partenaires bilatéraux et multilatéraux, etc.).

II. OBJECTIFS DU PDRK

Le principal objectif du PDRK est d'offrir à la région un outil de pilotage, d'orientation, de mise en cohérence des actions des différents acteurs du développement local, en vue de réaliser avec efficacité un cadre de vie économique et social où il fait bon vivre.

Le PDRK prend en compte :

- ✓ l'aménagement du territoire régional ;
- ✓ l'identification des infrastructures appropriées en vue de promouvoir des économies locales dynamiques et bien intégrées dans les circuits d'échanges régionaux, nationaux et sous régionaux ;
- ✓ l'amélioration des conditions d'accès des populations aux services essentiels de base par la construction et l'entretien correct des infrastructures notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé et de la culture ;
- ✓ les solutions aux problèmes environnementaux et la gestion des ressources naturelles dans un souci de développement durable ;
- ✓ la réalisation de l'équilibre sub-régional sans oublier les aspects spécifiques de cet équilibre.

III. CARACTÉRISTIQUES DU PDRK

Dans le cadre institutionnel de la décentralisation, les collectivités territoriales ont pour missions la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional et local. Ainsi le programme de développement de la région intègre les missions de l'Assemblée Régionale dans les domaines relatifs à la satisfaction des besoins des populations afin de faire jouer la solidarité nationale et internationale avec la contribution décisive des acteurs locaux.

Durant tout le processus de l'élaboration du programme, les acteurs feront valoir le consensus qui demeurera un élément clef dans sa mise en œuvre.

Le programme de développement de la région dans ses orientations et ses objectifs reste ouvert à tous les partenaires intervenant ou non dans la région. Sa mise en œuvre se fera avec les acteurs concernés grâce au diagnostic établi.

Son appropriation par les populations et par d'autres intervenants découlera de l'approche participative qui a sous-tendu l'élaboration dudit programme.

IV. CADRE INSTITUTIONNEL

L'élaboration du PDRK est placée sous la responsabilité de l'Assemblée Régionale qui a créé à cet effet deux comités :

- ✓ **Le Comité de Pilotage.** Chargé de l'élaboration du programme, du suivi et de la sensibilisation des élus locaux et des autorités administratives pour leur participation effective à la réflexion et à l'organisation des ateliers locaux, le comité de pilotage comprend : le Haut Commissaire, le Président de l'Assemblée Régionale, les Présidents de commissions de l'Assemblée Régionale.
- ✓ **Le Comité Technique.** C'est la cheville ouvrière de l'élaboration du PDRK. Il est composé du Directeur Régional du Plan et de la Statistique et de son Adjoint, des Chefs des services régionaux des départements en charge du Développement Rural, de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'environnement, de l'Éducation, de la Santé, du Commerce et du Transport, de la coordination des ONG, d'un assistant technique de la Région Île-de-France, du Secrétaire Général de l'Assemblée Régionale.

V. MÉTHODOLOGIE

Le PDRK a vocation de :

1. dresser le bilan-diagnostic de la situation démographique et socio-économique de la région en dégagant les potentialités, les atouts et les contraintes de tous les secteurs de développement ;
2. définir les orientations et les objectifs à court, moyen et long termes ;
3. concevoir un programme d'actions régional.

Pour atteindre ces objectifs, une collecte d'informations quantitatives et qualitatives, pertinentes et fiables, est nécessaire.

Les données quantitatives sont collectées auprès des services techniques et des ménages. Les informations qualitatives sont enregistrées à travers les entretiens réalisés avec différents acteurs du développement local à savoir les élus, les opérateurs économiques, les associations des jeunes et des femmes, la société civile, les ONG, etc.

L'élaboration du PDRK s'est déroulée de la façon suivante :

1^{ère} étape : la collecte des données quantitatives

Elle a été effectuée sous deux formes :

- ✓ *Auprès des services techniques, ONG et autres établissements :* elle a concerné tous les domaines de la vie économique de la région aux plans économique, social, culturel, etc. Le comité technique, après avoir établi les domaines et les besoins en informations, a constitué quatre commissions de travail (Économie Rurale, Secteur Secondaire, Infrastructures et Équipements et Ressources Humaines). Chaque commission a fait appel aux structures compétentes et à des personnes ressources selon le domaine. Il faut signaler que certaines commissions ont rencontré des difficultés à cause du manque de statistiques fiables et complètes dans de nombreux domaines.
- ✓ *Auprès des collectivités locales :* un questionnaire destiné aux communes de la région a été élaboré, portant sur les besoins en infrastructures et les appuis souhaités, les moyens. Les enquêtes ont été supervisées par la Direction Régionale du Plan et de la Statistique.

2^{ème} étape : les ateliers locaux

Pour arriver à un PDRK prenant en compte les préoccupations de toutes les populations, des ateliers de deux jours se sont tenus dans tous les cercles de la région, regroupant les élus, les services techniques déconcentrés, la société civile, etc.

Les entretiens ont porté sur l'économie locale, l'accès aux services sociaux de base, les potentialités de la zone, les ressources fiscales, les ressources naturelles et l'environnement, les infrastructures de communication et de transports.

3^{ème} étape : exploitation, analyse et synthèse des résultats

Pendant plusieurs semaines le comité technique s'est attelé à l'exploitation et l'analyse des données. À l'issue de la synthèse deux documents ont été produits :

- ✓ un document intitulé « **diagnostic socio-économique de la région de Kayes** » qui passe en revue tous les secteurs économiques et sociaux en présentant les situations, les atouts et les contraintes de développement ;
- ✓ un document intitulé « **programme de développement de la région de Kayes** » qui, après avoir retenu l'image de la région, définit les orientations, les objectifs et les lignes d'actions à court et moyen termes.

4^{ème} étape : l'atelier régional de validation

Il a pour but de :

- ✓ valider le diagnostic et le Programme de Développement de la Région de Kayes ;
- ✓ clarifier le rôle et les responsabilités des différents acteurs dans la mise en œuvre du PDRK.

5^{ème} étape : le forum pour le développement de la région

Ses objectifs sont :

- ✓ le financement du Programme de Développement de la Région de Kayes ;
- ✓ la mise en place d'une plate-forme de concertation régionale.

VI. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

- Le diagnostic socio-économique ou situation de référence

La situation de base de la région établit les performances ou les faiblesses des secteurs économiques et sociaux ainsi que l'analyse des secteurs d'appui au développement. Le diagnostic apprécie la qualité des services publics, de la démocratie locale et de l'action des partenaires.

La situation découlant du diagnostic sera considérée comme situation de base ou de référence pendant les exercices d'évaluation du développement économique de la région, de la décentralisation et de la mise en œuvre du PDRK.

- Le Programme de Développement de la Région de Kayes

Sur la base de l'analyse conjoncturelle et structurelle du développement de la région, il dégage les orientations de la région et propose des objectifs, des stratégies et des actions à entreprendre pour la satisfaction des besoins des populations.

L'ambition est de faire de Kayes un carrefour de civilisation et un pôle minier, capable de relever les défis de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté. La région doit ainsi

contribuer à asseoir une économie nationale performante par la participation de plus en plus conséquente à la formation du Produit Intérieur Brut grâce à la valorisation des opportunités du secteur minier et du domaine agro-pastoral.

Aussi, une attention particulière sera portée au développement des ressources humaines en vue de soutenir le développement local. Les axes stratégiques du développement des ressources humaines seront battis sur la promotion d'un système de santé efficace, l'adéquation formation/emploi et des activités sportives, culturelles et de loisirs.

Dans le domaine de la sécurité, l'avenir de la région dépendra de la paix avec les États de l'OMVS avec lesquels elle gère les ressources hydroélectriques du fleuve Sénégal. L'accent doit être mis sur l'intégration sous-régionale et le développement des zones frontalières. La mise en œuvre d'une politique de bon voisinage et un désenclavement interne et externe de la région sont les axes prioritaires du programme.

La responsabilisation des collectivités et la solidarité régionale, nationale et internationale sont les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un développement durable. Un plan de communication et d'information sera mis en place pour développer la bonne gouvernance et l'ancrage démocratique dans la région. Il permettra de renforcer les capacités des collectivités décentralisées et de faire jouer à la population son rôle de bénéficiaire et de partenaire privilégié.

PRÉSENTATION DE LA RÉGION

La région de Kayes est située entre les 12^{ème} et 17^{ème} degrés de latitude Nord, à cheval sur le Haut Sénégal et ses affluents, et à l'extrême Ouest du Mali. Elle s'étend approximativement d'Est en Ouest et du Sud au Nord sur une distance d'environ 400 km. Elle couvre une superficie de 120 760 km², soit 9,7% de la superficie du territoire national.

Elle est limitée à l'Ouest par la République du Sénégal, au Sud par la République de Guinée, à l'Est par la région de Koulikoro et au Nord par la République Islamique de Mauritanie.

I. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La région comprend 7 cercles, 129 communes (dont 12 urbaines) renfermant 1 564 villages et quartiers officiels.

Tableau n°1 : découpage administratif de la région

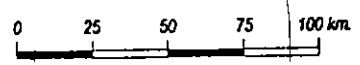
Cercles	Nombre de Villages	Superficie (km ²)	Communes urbaines	Communes rurales
Kayes	332	22 190	Kayes, Koniakary, Somankidy, Gouméra, Fégui	Bangassi, Comlinbiné, Diamou, Djelebo, falemé, Gory-Gopela, G. Keri Kafo, H. Dembaya, Karakoro, Kémené Tambo, khouloum, Sony, Koussané, L. Dembaya, Logo, M. Diombougou, Tafacirga, Marintoumania, Sadiola, Sahel, S. Diongoma, Ségala, Séro Diamanou
Bafoulabé	272	20 220		Bafoulabé, Bamafélé, Diakon, Diallan, Diokéli, Kontéla, Koundian, Mahina, Niambia, Oualia, Sidibela, Tomora, Gounfan
Diéma	143	12 440	Fatao	Béma, Dgt Camara, Diéma, Dianguirde, Diéoura, Guidébiné, Dioumara Koussata, Gomitradougou, Grouméra, Lakamané, Lambidou, Madiga Sacko, Sansankidé, Fassoudébé
Kéniéba	201	14 000		Bayé, Dabia, Dialafara, Faléa, Dombia, Faraba, Guénégoré, Kassama, Kéniéba, Krounikoto, Sagalo, Sitakely
Kita	325	35 250	Kita, Kourouninkoto	Bendougouba, Benkadi Founia, Bougaribaya, Djidian, Gadougou 1, Gadougou 2, Kassaro, Kita Nord, Boudefo, Kita Ouest, Badia, Kobri, Koulou, Madina, Kotouba, Makano, Namala Guimba, Niantanso, Saboula, Souransan Tomoto, Senko, Sebekoro, Guemoukouraba, Djougoun, Didenko, Sefeto Nord, Sefeto Ouest, Sirakoro, Tambaga, Toukoto, Kokofata
Nioro	201	11 060	Nioro du Sahel, Trougoumbé, Youri	Baniéré Koré, Diabigué, Gogui, Diarra, Diaye Coura, Gavinané, Guétéma, Gadiaba Kadiel, Koréra Koré, Nioro T. Rangabé, Sandaré, Simbi, Yérére
Yélimané	91	5 700	Toya	Diafounou Tambacara, Diafounou Diongaga, Fanga, Gory, Guidimé, Kremis, Kirané Kaniaga, Konsiga, Larékaffo, Soumpou, Tringa

Sources : - MDRI, loi 96-059 portant création des Communes ;
- DRPS

LE NOUVEAU DECOUPAGE ADMINISTRATIF.

Document provisoire

MAURITANIE



Gaouere Commune urbaine
Gaouere Commune rurale
— Limite de cercle
— Limite communale

II. CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET POTENTIALITÉS NATURELLES

A. Climats et zones écologiques

La situation en latitude entre le 12^{ème} et le 17^{ème} degré et la continentalité agissent sur les éléments du climat. La région couvre ainsi une zone sahélienne au Nord et une zone préguinéenne au Sud. Entre ces deux zones se trouve la zone soudanienne. Les caractéristiques des saisons, de la pluviométrie et des zones écologiques varient d'une zone climatique à l'autre. Le Projet Inventaire des Ressources Terrestres (PIRT) a dégagé les principales caractéristiques de chacune de ces zones.

1. La zone sahélienne

La zone sahélienne occupe l'extrême Nord de la région (jusqu'à la frontière mauritanienne), limitée au Sud par l'isohyète 550 mm et au Nord par l'isohyète 150 mm. Elle se scinde en deux zones : le sahélien Sud, encore appelé sahélien pluvieux, situé entre les isohyètes 350 et 550 mm et le sahélien Nord situé entre les isohyètes 150 et 350 mm.

Elle se définit par un climat de type aride ayant neuf mois secs, une température moyenne élevée, un écart thermique élevé entre le mois le plus chaud (mai, 40°C) et le mois le plus froid (décembre, 22°C) et un écart thermique élevé entre le jour et la nuit.

2. La zone soudanienne

Elle se caractérise par un climat de type semi-aride et s'inscrit du Nord au Sud entre les isohyètes 550 et 1 150 mm. Elle se scinde :

- ✓ en une zone soudanienne sèche limitée par les isohyètes 550 et 750 mm, caractérisée par une saison sèche longue et un écart thermique élevé entre le mois le moins chaud (décembre, 24°C) et le mois le plus chaud (mai, 32°C) ;
- ✓ et en une zone soudanienne humide comprise entre les isohyètes 750 et 1 150 mm, caractérisée par un écart thermique moyen entre le mois le plus chaud (32°C en avril/mai) et le mois le plus frais (24°C en décembre).

3. La zone préguinéenne

Elle occupe l'extrême Sud de la région, faisant frontière avec la Guinée.

Tableau n°2 : données sur les caractéristiques du climat de la région

Zone Climatique	Superficie approximative (km²)	Limites		Station synoptique
		Nord	Sud	
Humide ou Guinéen Nord	17 719	Kassama à Sirakoro	Frontière Guinéenne	Kéniéba
Soudanien humide ou Soudanien Sud	46 195	Diamou à Kolokani	Kassama à Sirakoro	Kita
Semi- Aride ou Soudanien Nord	39 395	Yélimané à Simbi	Diamou à Kolokani	Kayes
Aride ou Sahélien pluvieux	16 453	Frontière Mauritanie	Yélimané à Simbi	Nioro

Source : PIRT, 16 juillet 1984

Elle s'étend entre les isohyètes 1 150 et 1 400 mm et se caractérise par un écart thermique moyen entre le mois le plus chaud (mars/avril) et le mois le plus frais (décembre).

B. Le relief

On distingue trois zones géographiques :

- ✓ Au Nord et à la frontière méridionale de la Mauritanie un plateau allongé d'Ouest en Est de faible altitude. Ce plateau est frangé d'une série de collines et s'étend de Yélimané jusqu'à Ballé (2^{ème} région) au Nord-Ouest de la région. Il forme des massifs montagneux plus importants au Sud dans le Guidimé, le Kaarta et le Sangah.
- ✓ Au Centre de la région s'ordonnent des massifs montagneux autour d'une savane herbeuse dont la vie est marquée par le fleuve Sénégal et ses affluents.
- ✓ Au Sud, ce sont les prolongements du massif guinéen (le Fouta Diallon) qui donnent en remontant vers le Nord l'aspect d'un haut plateau s'inclinant progressivement en pentes douces.

Le relief de la région de Kayes est dominé par les falaises de la Tambaoura qui couvrent une bonne partie des cercles de Kayes et de Kéniéba.

C. Les sols

En retenant comme principales caractéristiques la texture et la profondeur, quatre types de sol sont en général utilisés pour l'agriculture dans la région de Kayes :

- ✓ Les sols limoneux d'origine alluvionnaire situés en bordure du fleuve Sénégal, dans les grandes plaines et autour des marigots. Ces sols sont fertiles, profonds et frais. Ils sont exploités en partie en double culture le long des bourrelets de berges réservés surtout au maraîchage.
- ✓ Les vertisols, situés dans les grandes dépressions (mares de Doro, Goumbaye, etc.), sont fertiles mais difficiles à travailler. Ces bas-fonds sont aptes à la riziculture.
- ✓ Les sols ferrugineux sont assez lessivés et sont généralement localisés en zone de cultures sèches.
- ✓ Les sols sableux occupent la majeure partie du Kaarta (cercles de Nioro et de Diéma) et Séféto (Kita). Les sols du Kaarta sont dans l'ensemble pauvres.

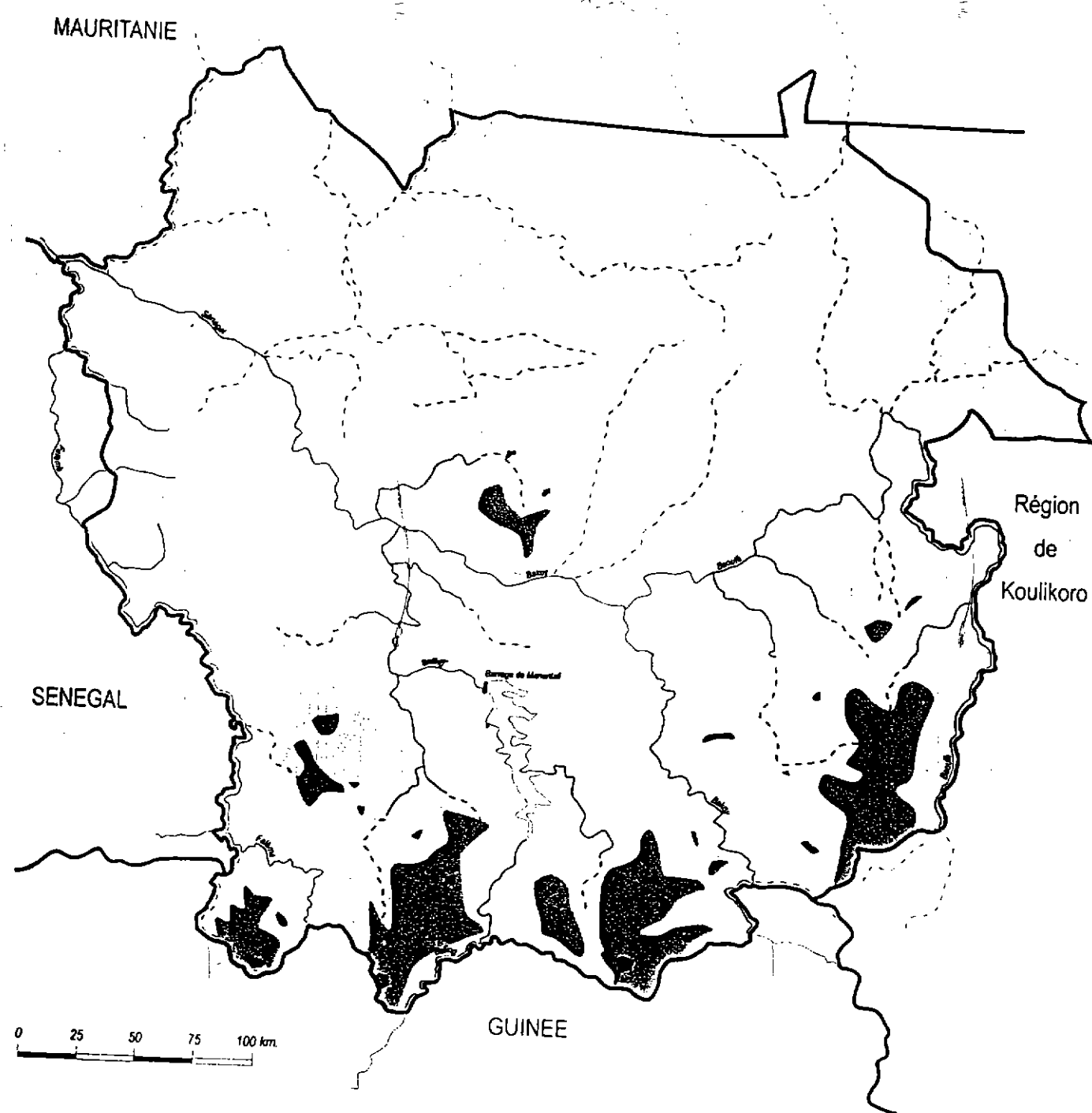
D. La végétation

La région de Kayes juxtapose les zones sahélienne et soudanienne dont l'alignement Sénégal-Bakoy-Baoulé constitue la frontière. On distingue deux types de formation végétale :

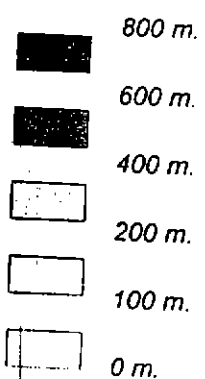
- ✓ la zone sahélienne (ou septentrionale) : couvrant la majeure partie de la région, elle est le domaine de la steppe, formation épineuse à prédominance d'acacias, de balanites, de zizyphus (cercles de Diéma, Nioro, Yélimané et Kayes) ;
- ✓ la zone soudanienne (ou méridionale) : dans la zone Sud de la région (déjà dans la partie Sud du cercle de Kayes), de nombreuses combrétacées apparaissent. Au fur et à mesure qu'on va vers le Sud, la savane boisée remplace la savane herbeuse. Dans les zones du haut Bafing et du Bakoy, la savane boisée constitue la formation végétale principale. Des espèces de la forêt ombrophile apparaissent à la faveur du microclimat qui règne et des galeries forestières bordent les cours d'eau principaux. On trouve là des reliques de végétation préguinéenne dominées par les grands arbres tels que : le *Parkia biglobosa*, le *Vitellaria paradoxa*, le *khaya sénégalsensis*, le *Cola cadifolia*, le *Seiba thonningi*, le *Pterocarpas erenaceus* et bien d'autres légumineux.

LE RELIEF ET L'HYDROGRAPHIE

Document provisoire



Altitude en mètres :



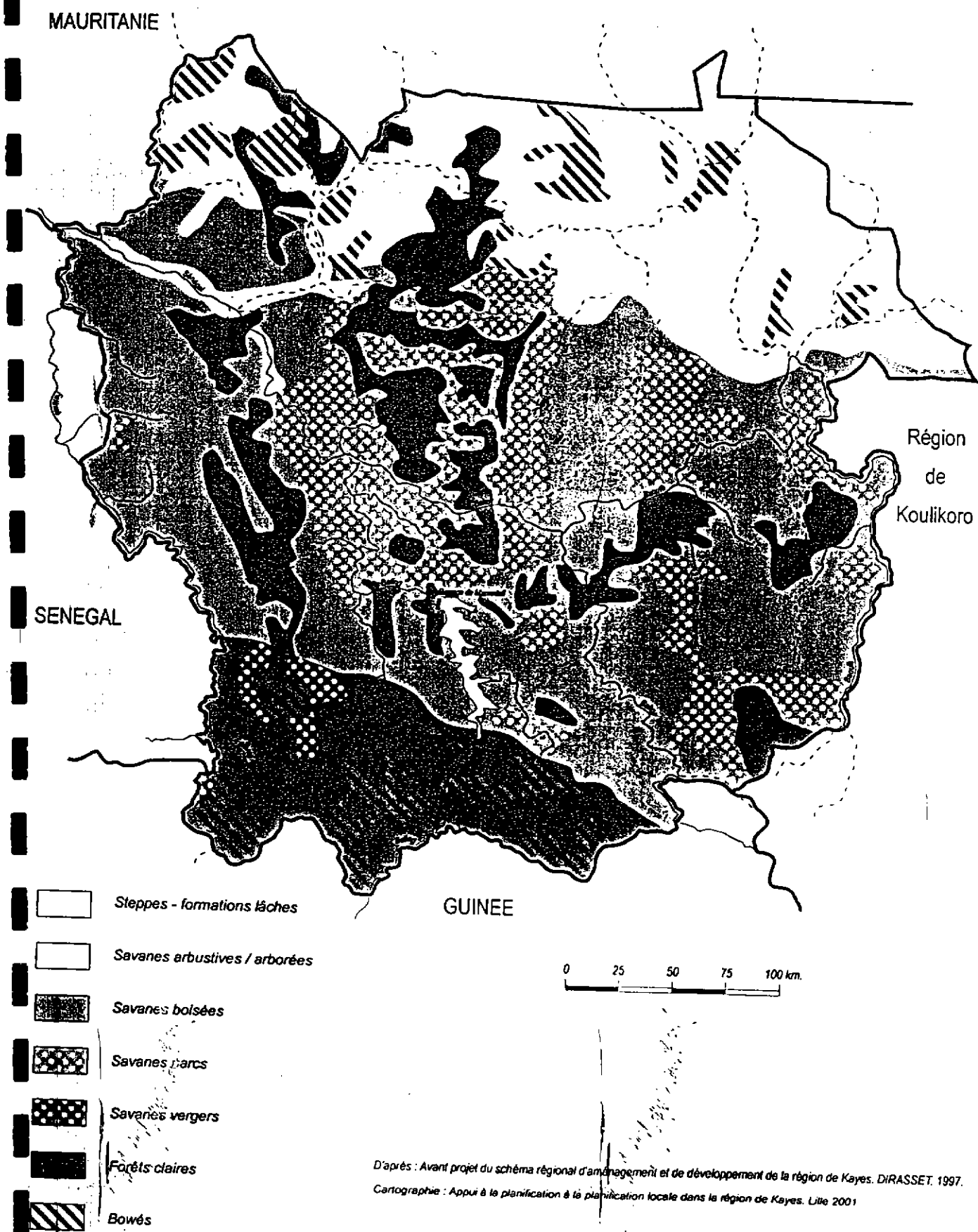
Cours d'eau :

écoulement permanent
écoulement saisonnier

D'après : Avant projet du schéma régional d'aménagement et de développement de la région de Kayes. DIRASSET, 1997.
Cartographie : Appui à la planification à la planification locale dans la région de Kayes. Lille 2001

LA VEGETATION

Document provisoire



D'après : Avant projet du schéma régional d'aménagement et de développement de la région de Kayes. DIRASSET. 1997.
Cartographie : Appui à la planification à la planification locale dans la région de Kayes. Lile 2001

III. ASPECTS HUMAINS

Selon les recensements de la population et de l'habitat (RGPH), la population totale résidente de la région de Kayes est passée de 872 750 habitants en 1976 à 1 374 316 habitants en 1998 (soit 14% de la population du Mali). En 1987, elle était de 1 067 007 habitants. Le taux d'accroissement inter-censitaire est estimé en 1998 à 2,3% (1987-1998) contre 1,96% en 1987 (1976-1987). En 2000, la population est estimée à 1 438 261 habitants dont 735 360 femmes.

Ces résultats placent la région de Kayes au cinquième rang après les régions de Sikasso, Ségou, Mopti et Koulikoro en matière de population.

Les principales caractéristiques démographiques sont :

- Une population jeune et majoritairement féminine

La population de la région de Kayes est caractérisée par sa jeunesse (46,7% ont moins de 15 ans) et par la prédominance des femmes (51,13% des femmes contre 48,87%).

- Une population mal répartie

La population de la région de Kayes est mal répartie entre les cercles et entre les zones écologiques. Le tableau ci-dessous donne la répartition de la population par cercle et la densité au km² en 2000.

Tableau n°3 : répartition de la population résidente en 1988 et 2000 et densité par cercle

Cercles	Population résidente en 1998	Population résidente en 2000	Pourcentage (%)	Densité (hab/km ²)
Kayes	327 554	342 808	23,83	15,45
Bafoulabé	167 435	175 227	12,18	8,71
Diéma	141 390	147 957	10,29	11,89
Kita	302 288	316 374	22,00	8,97
Kéniéba	143 252	149 925	10,42	10,71
Nioro	170 679	178 616	12,42	16,15
Yélimané	121 716	127 354	8,86	21,3
Total	1 374 316	1 438 261	100	11,91

Source : DRPS, 2001

- Une diversité ethnique

Les différentes ethnies se localisent à travers les sept cercles de la manière suivante :

- ✓ Au Nord (cercles de Nioro, Diéma et Yélimané) les populations sont à prédominance Soninké, qui cohabitent avec les Peulhs, les Bambaras et quelques Maures.
- ✓ Au centre (cercles de Kayes et de Bafoulabé) prédominent les Khassonkés, qui vivent avec quelques Bambaras, Peulhs, Maures et Soninkés, et les Malinkés à l'Est (cercle de Bafoulabé).
- ✓ Au Sud (cercles de Kita et de Kéniéba) l'ethnie dominante est le Malinké ou Mandingue qui vit avec les Bambaras, les Peulhs et les Soninkés.

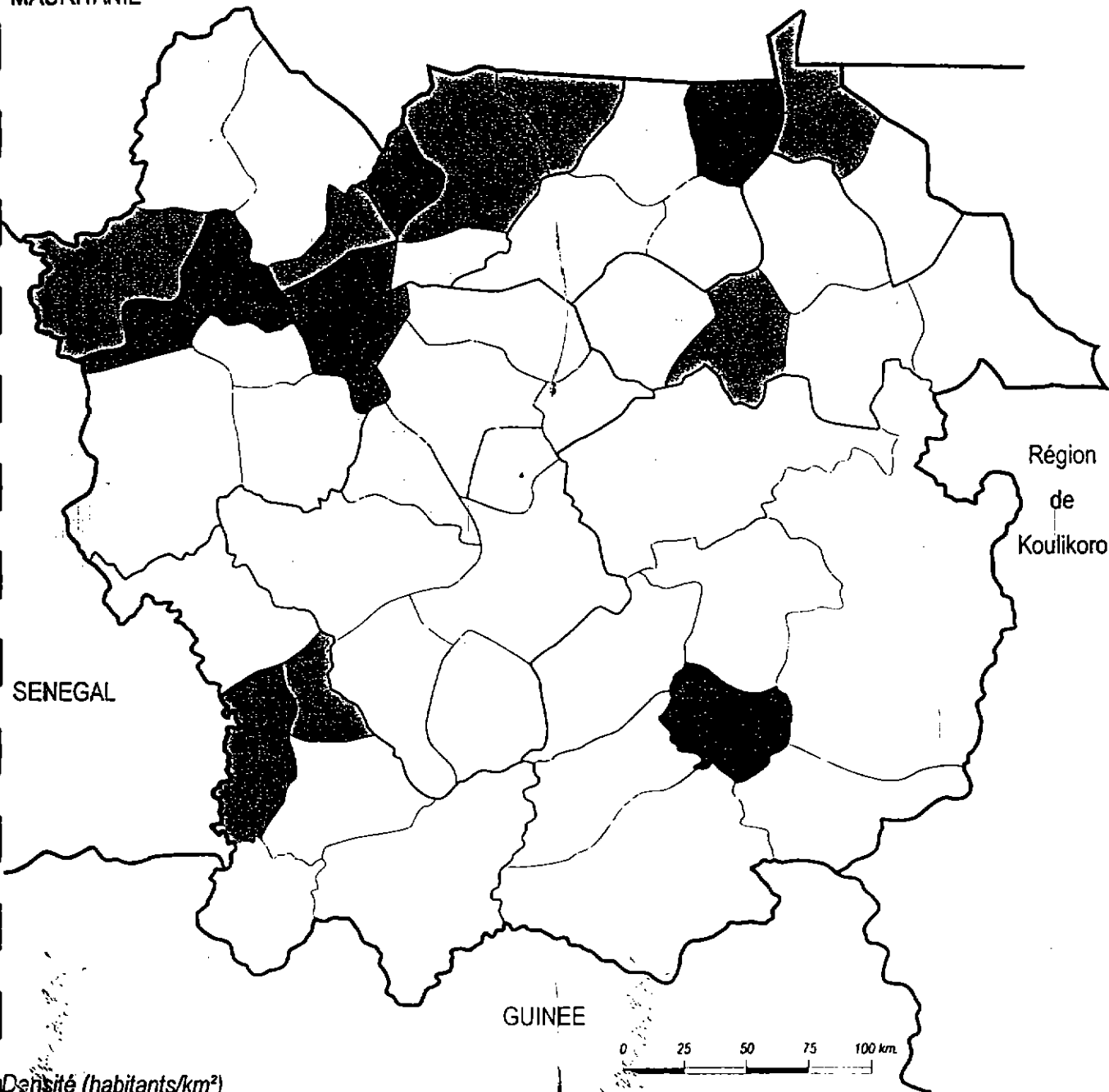
- Une population majoritairement musulmane

L'Islam est la religion dominante qui cohabite avec le christianisme et l'animisme.

DENSITES DE POPULATION

Document provisoire

MAURITANIE



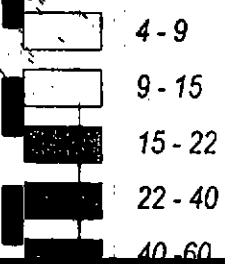
Région
de
Koulikoro

SENEGAL

GUINEE

0 25 50 75 100 km

Densité (habitants/km²)



Sources : Schéma régional d'aménagement et de développement

Cartographie : Apui à la planification & la planification locale dans la région de Kénes, Lille 2001

DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

I. TENDANCE DÉMOGRAPHIQUE

La population de la région est caractérisée par un déséquilibre de la composition par sexe et par âge, une inégale répartition géographique, une forte mobilité des hommes et une croissance démographique soutenue.

A. Structure de la population

1. Structure par sexe

La répartition de la population de la région de Kayes par sexe en 1998 donne un rapport de masculinité de 96 hommes pour 100 femmes. Cependant de légères différences sont notées entre les groupes d'âges :

- ✓ le rapport de masculinité du groupe d'âges de moins de 15 ans est de 106 hommes pour 100 femmes ; ce taux s'effrite de façon accélérée dans le temps pour atteindre 85 hommes pour 100 femmes entre 15 et 54 ans ;
- ✓ la population âgée de 55 ans et plus est marquée par une prédominance des femmes (100 femmes pour 96 hommes) ;
- ✓ le sexe ratio est de 1 057 femmes pour 1 000 hommes.

La variation du rapport tient à divers facteurs :

- ✓ la mortalité infanto-juvenile qui affecte plus les garçons que les filles et le départ des adolescents (apprentissage de métiers et exode) vers les centres urbains ;
- ✓ l'émigration masculine relativement intense à partir de Yélimané ;
- ✓ le retour des migrants et des retraités qui retrouvent les rescapées de dures années de sécheresses et de labeur ;
- ✓ le retour à la situation majoritaire des femmes à 70 ans rejoint une réalité universelle sur la longévité plus importante du sexe féminin.

Les cercles de la région ne présentent pas de différences remarquables dans la structure par sexe de leur population. Cependant la structure par sexe est plus prononcée dans le cercle de Yélimané (88 hommes pour 100 femmes) que dans les autres cercles.

2. Structure par âges

La population est extrêmement jeune : 59,31% a moins de 20 ans et 34,57% a entre 20 et 59 ans. Les personnes âgées (60 ans et plus) représentent 6,12% de la population de la région. Les femmes en âge de procréer (15-49 ans) représentent 39,92% des femmes et 19,76% de la population totale.

Tableau n°4 : répartition de la population par grands groupes d'âges et par sexe, 1998

Âge	Masculin	Féminin	Total		Rapport de masculinité
			Effectif	%	
0-14	332 344	312 268	644 612	46,90	106
15-54	285 962	334 498	620 460	45,15	85
55 et plus	53 372	55 872	109 244	7,95	96
Total	671 678	702 638	1 374 316	100	96

Source : DNSI/RGPH 1998 — Principaux résultats

En raison de la migration et de la jeunesse de la population, la région accuse un déficit en personnes actives. Le taux de dépendance est estimé à 1,2 personnes par actif.

B. Répartition spatiale

1. Répartition géographique

La densité est estimée à 11,91 habitants au km². La répartition de la population présente des disparités d'un cercle à l'autre. Les zones les plus peuplées totalisent 55,40% de la population sur 54% du territoire régional avec des densités variant entre 11,8 et 21,3 habitants au km². Les cercles les plus peuplés sont ceux de Yélimané (21,3 hab/km²), Nioro (16,15 hab/km²), Kayes (15,45 hab/km²) et Diéma (11,89 hab/km²). Les Cercles de Kita et de Bafoulabé sont les moins peuplés avec respectivement 8,97 et 8,71 hab/km².

2. Répartition selon le milieu de résidence

La population de la région de Kayes est essentiellement rurale, malgré la création de 9 nouvelles communes urbaines. Les résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 1998 estimaient la population urbaine à 251 903 habitants contre 1 122 413 habitants en milieu rural, soit un taux d'urbanisation de 18,3%. Cette moyenne cache des disparités entre les différents cercles de la région.

La population rurale a été recensée dans 1 536 villages à travers la région, dont 15 villages de plus de 5 000 habitants. Les villes de plus de 10 000 habitants sont au nombre de trois et totalisent 125 300 habitants.

C. Dynamique de la population

La dynamique de la population repose sur les deux déterminants que sont les mouvements naturels de la population (naissance et décès) et la migration. Ces deux phénomènes sont intensément vécus dans la région de Kayes.

1. Les mouvements naturels

Les mouvements naturels sont constitués des naissances et des décès.

a) Les naissances

Selon les Enquêtes Démographiques et de Santé effectuées au Mali en 1987 et 1996, l'indice synthétique de fécondité des femmes de 15-49 ans vivant dans la région de Kayes est resté constant (6,9 enfants par femme). Il reste le plus élevé du Mali et la descendance moyenne des femmes de 40-49 ans est estimée à 7,4 enfants au niveau de la région contre 7,6 enfants au niveau national.

Les déterminants de ces naissances sont :

- ✓ *La précocité des mariages* : dans la plupart des sociétés africaines, le mariage, bien qu'il ne soit pas le cadre exécutif des rapports sexuels, constitue le cadre privilégié de la procréation. À 20-24 ans, seules 12,4% des femmes sont célibataires. La région de Kayes se caractérise par un âge médian d'entrée en union particulièrement jeune (15,5 ans contre 16 ans pour l'ensemble du pays) et qui n'a pratiquement pas subi de modifications d'une génération à l'autre.
- ✓ *L'âge médian à la première maternité* : pour l'ensemble des femmes âgées de 20 à 49 ans, l'âge médian à la naissance du premier enfant s'établit à 18,8 ans et ne présente que peu de variations par rapport au milieu de résidence. On remarque que l'âge médian varie seulement d'une année entre le minimum observé en milieu rural (18,6) et le maximum à Bamako (19,6). La région de Kayes avec 18,5 ans a un âge médian à la première naissance légèrement plus faible que la moyenne nationale. Il est resté constant entre 1987 et 1996.
- ✓ *La faible utilisation des méthodes contraceptives modernes par les femmes* : l'utilisation des méthodes contraceptives est passée de 3,7% en 1987 à 4,9% en 1996 dans la région de Kayes. Chez les femmes, les différences de prévalence contraceptive sont très importantes lorsqu'on considère le milieu de résidence : en milieu rural, seulement 3% des femmes en union utilisent une méthode contre 16% en milieu urbain. La demande potentielle totale en planification familiale est estimée à 25% en 1996 selon EDS II.

b) Les décès

Les statistiques récentes sur la mortalité générale font défaut au niveau de la région. L'Enquête Démographique et de Santé de 1996 montre que la situation sanitaire est précaire :

- ✓ *Mortalité des enfants* : la mortalité infanto-juvenile reste élevée dans la région de Kayes : 259 décès pour mille naissances vivantes contre 25,2% au niveau national pour la période des 10 ans précédant l'enquête. Durant la période 91-92, sur 1000 naissances vivantes 135 sont décédées avant d'atteindre un an et sur 1000 enfants atteignant leur premier anniversaire 143 sont décédés avant cinq ans.
- ✓ *Mortalité maternelle* : au Mali, l'estimation du taux de mortalité maternelle pour la période 1989-1996 est de 577 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, selon EDS II. Par ailleurs, on note une mortalité des adultes assez prononcée (0,4%), dont les causes sont entre autres le paludisme, les accouchements, les maladies diarrhéiques, les maladies du PEV et les MST/Sida.

Malgré cette mortalité forte chez les enfants et les adultes de la région, le potentiel d'accroissement naturel reste important et supérieur à celui du niveau national établi à 2,2%.

2. La migration

La région de Kayes connaît un fait migratoire ancien et soutenu tendant à devenir culturel. Elle voit son développement tributaire de ses relations avec la diaspora malienne. La France abrite plus de 50 000 migrants maliens qui sont pour la plupart issus de la région de Kayes et les fonds issus de la migration avoisinent 400 millions FF par an.

Selon les résultats de l'Enquête malienne de Migration et Urbanisme, le solde migratoire net est de moins 3,13%. Ce type de mouvement touche tous les sexes et tous les âges pour la transhumance, la migration interne et la migration internationale.

Les migrants transitent par les pays limitrophes pour poursuivre leur chemin vers l'Afrique Orientale, Centrale et Équatoriale ou vers l'Europe. À but essentiellement économique, la migration revêt un caractère quasi définitif et certains migrants ne reviennent qu'après de longues années. On peut ajouter à ce premier type l'exode rural caractérisé par des déplacements internes définitifs ou temporaires provoquant un déséquilibre économique et social entre villes et campagnes. En effet après les récoltes les bras valides sans distinction de sexe affluent de la campagne vers les villes pour y effectuer des travaux temporaires avant la saison des pluies.

La transhumance est un mouvement spécifique aux éleveurs qui se déplacent pour la recherche de pâturage et d'eau. La distance et la durée sont fonction de l'intensité de la pluviométrie.

3. Évolution de la population

Le taux d'accroissement inter-censitaire est passé de 1,96% en 1987 à 2,3% en 1998 et place la région de Kayes parmi les taux les plus élevés après Koulikoro et Sikasso. Le niveau atteint par ce taux s'explique par le développement des initiatives dans les secteurs des PMI/PME, l'impact des programmes de santé et l'amélioration substantielle du solde migratoire en raison de l'arrivée massive de bras valides sur les chantiers dans la région (routes, sociétés minières).

Ce taux de 2,3% est susceptible d'entraîner un dédoublement de la population de la région en 30 ans.

Aussi, la population passera de 1 374 316 habitants en 1998 à 1 725 212 habitants en 2008, dont 350 500 en milieu urbain (soit 20,3%) contre 1 370 212 habitants en milieu rural.

Tableau n°5 : évolution de la population résidente de 1998 à 2008 et taux d'accroissement inter-censitaire (TAIC) (périodes 1976-1987 et 1987-1998) par cercle

Cercles	Population résidente en 1998	Population résidente en 2000	Population résidente en 2008	TAIC 1976-1987	TAIC 1987-1998
Kayes	327 554	342 808	411 118	1,92	2,4
Bafoulabé	167 435	175 227	210 131	2,95	1,9
Diéma	141 390	147 957	177 524	2,77	2,2
Kita	302 288	316 374	379 547	2,27	2,2
Kénédougou	143 252	149 925	179 767	0,95	2,9
Nioro	170 679	178 616	214 271	1,25	2,1
Yélimané	121 716	127 354	152 854	1,91	2,6
Total	1 374 316	1 438 261	1 725 212	1,91	2,3

Source : DRPS, 2001

La population de la région est très jeune : les enfants âgés de moins de 15 ans représentent 46,7% de la population totale. Si dans l'immédiat cette forte proportion des jeunes représente une charge sur le plan économique, elle constitue un garant pour l'avenir, les enfants étant appelés à prendre la relève des adultes.

II. ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

A. Les problèmes environnementaux de la région

Dans la région de Kayes, jusqu'à une époque récente les conséquences de l'action de l'homme sur l'environnement étaient limitées aussi bien dans l'espace qu'en intensité ; toutefois cette tendance est en train d'être inversée.

Les principaux problèmes identifiés sont :

1. La dégradation des terres agricoles et la désertification

Autrefois, les systèmes de production agricole étaient orientés vers la minimisation des risques plutôt que vers la maximisation de la production. Ils étaient axés sur les cultures vivrières associant plusieurs spéculations. La pratique d'une agriculture itinérante avec de longues jachères permettait de maintenir la fertilité à un niveau constant.

Aujourd'hui, cet équilibre est perturbé par les années de sécheresse, l'augmentation de la population, le développement des cultures de rente (arachide, coton), l'insécurité foncière et l'introduction de nouvelles technologies inadaptées, etc.

Les conséquences les plus notoires sont :

- ✓ l'extension considérable des zones mises en culture ;
- ✓ l'aggravation des conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- ✓ l'apparition d'auréoles désertiques autour des centres urbains et même des villages ;
- ✓ l'érosion des sols et la perte de la fertilité qu'elle entraîne ;

L'évolution démographique et climatique a eu pour effet une pression sur les terres agricoles se traduisant par :

- ✓ l'extension des superficies emblavées au détriment des forêts ;
- ✓ l'exploitation des terres marginales : pentes, sols pauvres, etc.
- ✓ Une réduction de la durée de la jachère qui passe de 5-6 ans à 1-2 ans.

2. La mauvaise exploitation forestière

Le domaine forestier de la région couvre 10 044 000 ha dont l'essentiel est occupé par des formations ligneuses. Ce domaine connaît une forte dégradation due entre autres :

- ✓ aux défrichements anarchiques et à une surexploitation des ressources ligneuses (pour des besoins domestiques). À cela il faut ajouter la coupe abusive des ligneux en rapport avec les activités d'orpaillage et d'exploitation minière ;
- ✓ aux feux de brousse et au braconnage des grands animaux (dans les réserves du Baoulé, du Bafing et de la Falémé) ;
- ✓ à la compétition entre la faune et le bétail en termes d'habitat et d'utilisation des ressources suite à la transhumance prolongée dans les réserves du Bafing et de la Boucle du Baoulé ;
- ✓ à l'exploitation abusive des peuplements de ban, de palmiers à huile et de rôniers dans la réserve de la Falémé pour la production de vins traditionnels.

3. La dégradation des parcours pastoraux

L'exploitation de ressources pastorales par le cheptel repose sur l'élevage transhumant extensif qui s'adapte aux milieux arides, semi-arides et sub-humides du Mali.

Les grands effectifs du cheptel entraînent le surpâturage et la disparition progressive des pâturages suite au piétinement qui contribue à la destruction de la végétation et du sol.

La dégradation de ces pâturages se traduit par la surexploitation de l'herbe qui ne se reconstitue plus, le piétinement excessif des sols qui sont tassés ou mis en mouvement par le vent et la pluie, la destruction des pâturages ligneux aériens après la mutilation des arbres fourragers et le passage des feux de brousse.

Cette situation est aggravée par l'affluence massive du cheptel étranger des pays voisins (Sénégal et Mauritanie).

4. L'exploitation minière

L'exploitation traditionnelle de l'or, à travers l'orpaillage, dégrade fortement les sols : les "placers" ne sont pas comblés après exploitation et les terres deviennent incultes.

L'impact de l'exploitation industrielle des sites aurifères est méconnu.

B. Gestion des ressources naturelles

1. Situation des terres arables de la région

Les terres arables sont constituées par :

- ✓ les parcelles actuellement cultivées ;
- ✓ les jachères ;
- ✓ les terres incultes mais susceptibles d'être occupées par l'agriculture.

Tableau n°6 : situation des terres arables par cercle

Cercles	Zone inondable	Vallée étroite	Bas-fond inondable	Glacis limoneux	Sol sableux	Sol sablo-limoneux	Total (ha)
Kayes	7 300	37 500	19 800	303 300			367 900
Bafoulabé		4 200	8 800	671 900			684 900
Kita			36 500	701 300			737 800
Kéniéba		140	13 800	152 200			166 140
Nioro		30 700	3 300	75 200	201 900	105 600	416 700
Diéma			26 300	285 500	373 100		684 900
Yélimané			11 800	11 800			23 600
Totaux	7 300	72 540	120 300	2 201 200	575 000	105 600	3 081 940

Source : PIRT, 1984

La superficie des terres arables de la région s'élève à 3 081 940 ha, soit environ 26% de la superficie de la région.

2. Situation des forêts classées et réserves de faune

Tableau n°7 : superficie des aires protégées

Cercles	Forêts classées		Réserves de faune et parcs	
	Forêt	Superficie (ha)	Réserve	Superficie (ha)
Bafoulabé	Dioubéba	20 200		
	Fangala	28 200		
	Total	48 400		
Kayes	Falémé	7 200		
	Papara	627		
	Bagouko	17 970		
	Dag-Dag	7 336		
	Dinguira	11 004		
	Total	41 137		
Kita	Bangassi	25 310	Badinko	137 772
	Gangara	24 800	Fina	108 668
	Galé	21 910	Talikourou	13 900
	Tinienko	13 360	Parc Baoulé	187 762
	Sébékoro	8 103	Réserve du chimpanzé	67 200
	Kobiri	5 250	Parc de Wongo	53 499
	Trokoro/Kassaro	5 825	Parc de Kouroufin	55 770
	Kayaba	783		
	Siguifiri	8 000		
	Nafadji	43 000		
	Total	156 341	Total	624 571
Kéniéba			Réserve du chimpanzé	
			Parc de Wongo	
			Parc de Kouroufin	
Nioro	Nioro	1 510		
	Loracbane	7 950		
	Total	9 460		
Totaux		255 338		624 571

Source : DRCN, 2001

3. Système de gestion des forêts par domaine

a) Domaines de l'État

➤ Domaine forestier classé

La région de Kayes compte 19 forêts classées (255 338 ha), quatre réserves de faunes (327 540 ha) et 3 parcs nationaux (297 031 ha).

Tous ces domaines ont fait l'objet de classement, mais les plans d'aménagement ont été élaborés seulement pour quatre forêts à Kita (Badinko, Fina, Falikourou, Baoulé), les réserves de faunes de Bafing Makana (chimpanzé, Wongo et Kouroufin) et le parc national de la boucle du Baoulé. Les plans d'aménagement définissent les conditions de gestion de ces différents domaines.

L'application des plans d'aménagement est seulement en cours d'exécution dans les quatre forêts de Kita. Les autres domaines sont gérés de la même manière que le domaine protégé de l'État faute de moyens financiers.

➤ Domaine forestier protégé

Des textes réglementaires fixent les conditions de gestion des ressources forestières en République du Mali. Dans la pratique, l'application de ces textes est confrontée à beaucoup de difficultés à cause de la faiblesse des moyens du service forestier (en personnel, moyens financiers, etc.) et du comportement des populations riveraines face aux réalités socio-économiques.

La gestion des forêts s'effectue de deux manières :

- L'exploitation des forêts

Les textes réglementaires confèrent des droits aux riverains, portant sur la cueillette, le pâturage, la circulation dans les domaines. Cependant, le défrichement, l'exploitation du bois et la pratique de la chasse dans le domaine forestier exigent des titres d'exploitation. Malgré ces dispositions, l'exploitation des ressources forestières demeure incontrôlée et bien souvent frauduleuse dans la région.

Le projet BIT a introduit la forme d'exploitation contrôlée dans les forêts classées de Kayaba, de Tinienko, Nafadji et Trokoro (cercle de Kita).

- Contrôle forestier

Le contrôle forestier qui vise l'application correcte des textes régissant l'exploitation des forêts souffre de beaucoup d'insuffisances depuis quelques temps. La forme répressive a pris le pas sur la forme éducative. Les moyens des services forestiers ne permettent que le contrôle d'une infime partie du domaine.

Conscient de cette situation, l'État a opté pour une politique de gestion participative des forêts.

b) Domaine des collectivités

Dans la région de Kayes, aucun domaine forestier n'a été pour le moment affecté aux collectivités.

c) Domaines privés

En première région, aucun domaine forestier n'a été pour le moment affecté aux privés.

4. Pâturages

a) Pourcentage des pâturages

Les pâturages constitués par les terres non cultivées, les jachères et les forêts, sont estimés à environ 11 000 000 ha, soit 91% de la superficie de la région. Ils se répartissent suivant les deux zones climatiques qui couvrent la région.

C'est ainsi que les pâturages qui abondent dans la zone soudanienne au Sud sont constitués de grandes herbes où dominent les graminées et quelques légumineuses. Cette zone, qui recoupe les cercles de Kita, Kayes, Kénieba et Diéma, connaît aussi l'existence de zones de savanes boisées.

Les pâturages sahéliens du Nord sont très importants en saison des pluies et en fin d'hivernage. Ils sont inexploités durant la saison sèche par manque de points d'eau. Il en est ainsi des pâturages de la frontière mauritanienne et des rives du Karakoro (qui tarit vite).

b) Pourcentage des pâturages aménagés

La superficie des pâturages aménagés au niveau de la région est insignifiante. Cependant, dans le cadre de l'aménagement des pâturages sahéliens, il a été réalisé huit puits pastoraux, quatre barrages de retenue d'eau et cent trente forages par le PRODESO ; l'ODIK a réalisé 150 km de pistes de transhumance et 20 puits pastoraux.

c) Système de gestion des pâturages

Pour les besoins de l'analyse, les pâturages peuvent faire l'objet d'une classification sur la base du critère de leur localisation (brousse, village ou campement). Cette position spatiale définit en effet certaines règles relatives notamment au droit d'accès.

- ✓ *Les pâturages relevant de l'espace brousse* : les pâturages de brousse concernent les pâturages herbacés et les pâturages aériens.
 - *Les pâturages herbacés* : ces pâturages sont en libre accès pour tous les utilisateurs de l'espace rural. Cette tradition est fondée sur « la considération que de tels espaces ont été mis à la disposition par Dieu pour tous ».
 - *Les pâturages aériens* : ils sont eux aussi librement utilisés par les usagers de l'espace rural. Mais la politique forestière de l'État a limité le droit d'élagage des arbres à des fins d'alimentation du bétail. En dépit de cette interdiction, il est fréquent que les éleveurs de passage les utilisent.
- ✓ *Les pâturages relevant de l'espace villageois* : ce sont les champs récoltés et les jachères.

La loi N°01-004 du 27 février 2001 portant Charte Pastorale en République du Mali autorise les pasteurs à exploiter les ressources pastorales pour l'alimentation de leurs animaux. Cependant, elle stipule que « cette exploitation doit se faire dans le respect des droits reconnus aux différents utilisateurs de l'espace et conformément à la législation relative à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles » (chapitre 3, article 10).

5. Diversité biologique (faune, flore, agro-biodiversité, poissons et abeilles)

a) La faune

Dans la région de Kayes, la faune est très variée, allant du gibier à poil au gibier à plume. Les principales espèces animales présentes sont les suivantes :

- *Loxodonta africana* (éléphant)
- *Taurotragus derbianus* (élan de Derby)
- *Syncerus caffer nanus* (buffle nain)
- *Hippopotamus amphibius* (hippopotame)
- *Cobus defassa* (cobe Deffassa)
- *Alcelaphus buselaphus* (bubale)
- *Redunca-redunca* (cobe redunca)
- *Gazella rufifrons* (gazelle à front roux)
- *Tragelaphus scriptus* (guib harnaché)
- *Sylvicapra grimmia* (céphalophe de Grimm)
- *Ourebia ourebi* (ourebi)
- *Pantroglodites* (chimpanzé)
- *Papio cynocephalus anulus* (cynocéphale)
- *Orycteropus afer* (oryctérope)
- *Hystrix cristata* (porc-épic)

- _ Lepus capensis (lièvre)
- _ Canisaureus (chacal)
- _ Panthéra pardus (panthère-léopard)
- _ Varanus niloticus (crocodile du Nil)
- _ Python sebae (python de Seba)
- _ Varanus exanthematicus (varan de la savane)

Oiseaux :

- _ Numidea meleagris (pintade)
- _ Francolinus bicalcaratus (francolin)
- _ Eupodotis sénégaleensis (canne petière)
- _ Plectropterus gambensis (gie de Gambi)

Suite à la sécheresse prolongée, à la destruction des habitats, au manque de nourriture, à la transhumance dans les parcs et dans les réserves de faune (concurrence avec les animaux domestiques) et au braconnage, beaucoup d'espèces citées ci-dessus sont en voie de disparition. Il s'agit surtout des grands mammifères. Les plus concernés sont les suivants :

- _ Loxodonto africana (éléphant)
- _ Trautrotrogus derbianus (élan de Derby)
- _ Panthera pardus (léopard)
- _ Pantroglodites (chimpanzé)

Aussi, avec l'utilisation des pesticides dans les traitements des champs de coton, le sort des abeilles est fortement menacé dans les cercles de Kita et de Bafoulabé.

Par contre, les animaux tels que les phacochères et les singes sont très abondants dans la région.

b) La flore

La flore de la région de Kayes au niveau des quatre zones agro-climatiques est riche et variée. Les quelques espèces les plus représentatives sont :

- _ Acacia senegal
- _ Acacia séyal
- _ Acacia nilotica
- _ Ziziphus ssp
- _ Balanites aegyptiaca
- _ Guiera senegalensis
- _ Sterculia sétigera
- _ Adansonia digitata
- _ Bonbax costatum
- _ Bauhinia ssp
- _ Pterocarpus lucens
- _ Cordyla melanoxylon
- _ Sclerocarya birrea
- _ Tamarindus indica
- _ Acacia albida
- _ Khaya senegalensis

- *Hyphaene thebaïca*
- *Prosopis africana*
- *Combretum ssp*
- *Detarium microcarpum*
- *Raphia sudanica*
- *Oxytenanthera abyssinica*
- *Terminalia ssp*
- *Diospiros mespiliformis*
- *Isobertia doka*
- *Daniela oliveri*
- *Butyrospermum paradoxum*
- *Parkia biglobosa*
- *Teclea sudanica* (quinquéliba de Kita — spécifique audit cercle).

Eu égard. aux contraintes (sécheresse et pressions anthropiques), certaines espèces sont menacées de disparition dans la région, parmi lesquelles :

- *Dalbergia melanoxylon*
- *Bombax costatum*
- *Ceiba pentandra*
- *Pterocarpus erinaceus*
- *Khaya sénégaleensis*
- *Prosopis africana*
- *Acacia albida*
- *Anogeissus leicarpus*
- *Raphia sudanica*
- *Cordyla pinnata*

Du côté des herbacés, c'est surtout l'*Andropogon Gayanus* qui est fortement menacée de disparition à cause du surpâturage et de la sécheresse.

III. SECTEURS DE PRODUCTION

A. Les systèmes de production

On distingue du Nord au Sud de la région 4 systèmes de production :

- ✓ le système sylvo-pastoral ;
- ✓ le système agro-pastoral à dominance agricole ;
- ✓ le système de production à base de sorgho et d'arachide ;
- ✓ le système de production à base de maïs et d'arboriculture fruitière.

1. Le système de production sylvo-pastoral

La zone sylvo-pastorale reçoit moins de 600 mm de pluie par an et couvre :

- ✓ l'ensemble du cercle de Nioro, excepté le Sud des ex-arrondissements de Sandaré et de Simbi ;
- ✓ le cercle de Yélimané, excepté l'ex-arrondissement de Maréna-Tringa ;
- ✓ une partie du cercle de Kayes : les ex-arrondissements de Aourou et de Koussané ;
- ✓ une partie du cercle de Diéma : l'ex-arrondissement de Béma.

a) Systèmes de culture

Deux types de cultures sont pratiquées habituellement dans la zone sylvo-pastorale : il s'agit des cultures pluviales sur terres exondées et des cultures de décrue dans les mares et vallées des cours d'eau temporaires dans les cercles de Kayes et de Yélimané.

➤ Les cultures pluviales sur terres exondées

Les principales spéculations sont : le sorgho, le maïs, l'arachide et le niébé.

- ✓ La culture du sorgho se pratique dans les « champs de brousse », en association avec le niébé. Les variétés utilisées sont locales et les semis se font au mois de juillet en poquet, en culture manuelle, ou bien dans la raie de labour en culture attelée. Les apports de fumure organique de qualité et d'engrais minéraux sont rares.
- ✓ La culture de maïs dans les « champs de case » bénéficie de l'apport de fumure organique par parage des animaux ; elle est souvent associée au niébé.
- ✓ La culture de l'arachide se pratique dans les « champs de brousse » et sur les sols sableux ; le semis a lieu après celui du sorgho et du maïs et se fait en poquet quand la culture est manuelle et dans la raie de labour, quand la culture est attelée.

➤ Les cultures de décrue

L'agriculture de décrue est favorisée par les mares et les débordements des cours d'eau temporaires ; la période d'activité s'étend de septembre à mars.

Les principales cultures sont le maïs, le sorgho et le niébé. D'autres spéculations (pastèque, courge, calabasse) sont associées aux cultures de décrue. Les semis se font par poquet.

b) Systèmes d'élevage

Le système pastoral dominant est l'élevage transhumant des bovins et des petits ruminants. Le disponible fourrager étant faible, la transhumance a lieu en saison sèche après les récoltes dans la zone agro-pastorale à dominance agricole et même dans la zone agricole à base de sorgho et d'arachide. En hivernage les troupeaux retournent par la suite en République Islamique de Mauritanie à la recherche des cures salées.

c) Les systèmes de productions forestières, fauniques et halieutiques

La seule ressource qui fait l'objet d'une exploitation est le gommier (acacia Sénégal). Son exploitation commence en octobre, dès l'arrêt des pluies, et est pratiquée par les transhumants.

La faune est assez pauvre et la pêche est presque inexistante.

2. Système de production agro-pastoral à dominante agricole

La zone se situe entre les isohyètes 600 à 1000 mm de pluie par an ; elle couvre :

- ✓ une partie du cercle de Kéniéba : Nord de l'ex-arrondissement de Dialafara ;
- ✓ une partie du cercle de Kita : Sud des ex-arrondissements de Séféto, de Djidian Nord et de Sébékoro Centre ;
- ✓ une partie du cercle de Bafoulabé : les ex-arrondissements de Mahina Nord, de Oualia Nord, de Bafoulabé central, de Diallan, de Oussoubidiangna et de Goundara ;
- ✓ tout le cercle de Kayes excepté l'ex-arrondissement de Aourou et le Nord de l'ex-arrondissement de Koussané ;
- ✓ tout le cercle de Diéma excepté l'ex-arrondissement de Béma ;
- ✓ une partie du cercle de Nioro : Sud des ex-arrondissements de Sandaré et de Simbi ;
- ✓ et une partie du cercle de Yélimané : ex-arrondissement de Maréna-Tringa.

Cette zone connaît l'affluence des transhumants dans leur mouvement saisonnier à la fin et en début d'hivernage.

a) Les systèmes de culture

Trois types de cultures sont rencontrés dans cette zone :

- ✓ cultures pluviales sur terres exondées ;
- ✓ cultures de décrue dans les mares et les vallées des cours d'eau temporaires ;
- ✓ cultures de contre-saison dans les périmètres irrigués.

➤ Les cultures pluviales sur terres exondées

Les cultures pluviales se rencontrent dans toute la zone agro-pastorale à dominante agricole. Les principales spéculations sont le mil, le sorgho, le maïs, l'arachide et le niébé. Les variétés utilisées sont locales et les semis se font comme dans la zone sylvo-pastorale avec l'utilisation du semoir de façon marginale.

➤ Les cultures de décrue

Les cultures de décrue se rencontrent dans la zone de culture recevant moins de 800 mm de pluies par an. Il s'agit des zones soumises à la remontée capillaire en bordure des cours d'eau et des mares ; elles se rencontrent dans les cercles de Kayes et de

➤ Les périmètres irrigués

Ils sont essentiellement localisés dans les cercles de Kayes et de Bafoulabé le long du fleuve Sénégal et de son affluent la Falémé.

L'exploitation est faite par des producteurs organisés en coopératives qui disposent de parcelles en usufruit. Les principales spéculations sont l'oignon, la tomate, le gombo, l'aubergine, le niébé, le piment, la banane et de façon marginale l'arachide et le maïs.

Tableau n°8 : statistique des périmètres individuels et collectifs le long du fleuve Sénégal dans les Cercles de Bafoulabé et de Kayes

Cercles	Périmètres collectifs		Périmètres individuels		Total	
	Nbre	Superficie (m²)	Nbre	Superficie (m²)	Nbre	Superficie (m²)
Bafoulabé	2	16 400	17	87 541	19	103 941
Kayes	24	3 515 735	142	1 225 915	166	4 741 650
Totaux	26	3 532 135	159	1 313 456	185	4 845 591

Source : DRAER, 2001

b) Systèmes d'élevage

On y rencontre deux types d'élevage : sédentaire et transhumant.

➤ Élevage sédentaire

Les troupeaux exploitent essentiellement les pâturages du terroir ou ceux des villages voisins. L'utilisation des résidus de récolte est une pratique courante dans l'alimentation du cheptel. L'abreuvement se fait aux points d'eau de surface en hivernage et aux puits, puisards et forages qui sont en nombre insuffisants et difficiles à entretenir.

➤ Élevage transhumant

Une grande partie du cheptel descend progressivement vers le Sud dès la fin des récoltes ; sa progression peut atteindre le cercle de Kéniéba. En hivernage, les transhumants remontent vers le terroir d'origine et vont jusqu'en Mauritanie.

c) Les systèmes de productions forestières, fauniques et halieutiques

Les espèces ligneuses sont abondantes ; on rencontre plusieurs forêts classées et réserves de faunes.

Les plantes fourragères sont fortement mutilées par les éleveurs transhumants ; on assiste aussi à une exploitation abusive des peuplements de rôniers et de bambous.

La pêche se pratique dans le fleuve Sénégal et dans le lac Magui.

3. Système de production à base de sorgho et d'arachide

La zone se situe entre les isohyètes 1000 et 1200 mm de pluie par an ; elle couvre :

- ✓ une partie du cercle de Kéniéba : notamment les ex-arrondissements de Dialafara (Sud), de Kéniéba central (extrême Nord) et de Kassama ;
- ✓ une partie du cercle de Bafoulabé, notamment les ex-arrondissements de Mahina (Sud) et de Bamafélé (Nord) ;
- ✓ une partie du cercle de Kita : les ex-arrondissements de Toukoto, de Sirakoro, de Djidian (Sud), de Kita central, de Sébékoro (Sud) et de Sagabari (Nord).

C'est une zone de concentration des transhumants en saison sèche dont l'arrivée précoce avant la fin des récoltes et le retour tardif après le début de l'hivernage occasionnent des conflits pour dégâts aux champs.

a) Systèmes de culture

Les principales cultures sont le sorgho, l'arachide, le mil, le riz de bas-fonds et le coton qui a fait son introduction avec la création de la CMDT à Kita.

Le maraîchage et l'arboriculture fruitière sont développés dans les villages.

Les semences sont locales malgré l'introduction par le PNVA, la CMDT et la Recherche de nouvelles variétés bien adaptées à la zone.

L'approvisionnement en semence de coton se fait exclusivement par la CMDT. Dans la zone CMDT, les travaux de campagne démarrent par la culture du coton suivie de celle des mil/sorgho et de l'arachide.

En culture traditionnelle stricte, la rotation est biennale et de type céréales-arachide. Les semis commencent en mai-juin.

Excepté le coton, les cultures traditionnelles bénéficient rarement de fertilisants organiques et minéraux. De façon générale les travaux d'entretien sont manuels.

b) Systèmes d'élevage

Les autochtones pratiquent l'élevage sédentaire. Les bovins sont de race N'Dama tandis que les ovins-caprins sont de race du Sud.

Pendant l'hivernage les animaux sont gardés : les bovins par des bergers salariés et les ovins-caprins par les enfants du village. La zone reçoit également des troupeaux transhumants.

c) Les systèmes de productions forestières fauniques et halieutiques

La zone dispose de ressources forestières considérables. Les ressources cynégétiques sont abondantes, notamment les petits gibiers, car les gros gibiers manquent de plus en plus d'habitat.

La pêche est une activité pratiquée dans le lac de retenue du barrage de Manantali, ailleurs elle est peu développée.

4. Systèmes de production à base de maïs et d'arboriculture fruitière

La zone est située entre les isohyètes 1200 et 1400 mm de pluie par an. Elle couvre :

- ✓ une partie du cercle de Kéniéba : les ex-arrondissements central de Kéniéba (Sud), de Dombia, de Faléa et de Faraba ;
- ✓ une partie du cercle de Bafoulabé : les ex-arrondissements de Koundian (Sud) et de Bamafélé (Sud) ;
- ✓ une partie du cercle de Kita : les ex-arrondissements de Kokofata (Sud) et Sagabari (Sud).

a) Systèmes de culture

Les systèmes de culture ressemblent à ceux de la zone agricole à base de sorgho et d'arachide. L'arboriculture fruitière est une pratique traditionnelle et porte sur les agrumes, les manguiers et les kolatiers. Il existe deux types de vergers : les vergers de concessions pour l'autoconsommation et les vergers de brousse pour la commercialisation qui est limitée par l'enclavement des zones de production.

Les techniques d'élevage des plants en pépinière, de greffage et de plantation sont maîtrisées par la population.

b) Systèmes d'élevage

Ils sont consacrés aux espèces animales trypanotolérantes sous gestion sédentaire ; cette zone ne reçoit pas les troupeaux transhumants.

Les principales races rencontrées sont le N'Dama et le Méré en bovin, les ovins et les caprins Djallonké et la volaille de type autochtone.

Les bovins et la volaille appartiennent aux femmes tandis que les petits ruminants appartiennent aux hommes.

Les bovins sont gardés pendant l'hivernage alors que les ovins-caprins sont laissés en divagation.

c) Les systèmes de productions forestières, fauniques et halieutiques

Les ressources forestières et cynégétiques sont abondantes. La pêche est peu développée.

B. Évolution des productions et des infrastructures

1. Évolution de la production agricole

Le sorgho et le maïs sont les deux principales cultures céréalières de la région. Le mil rentre en troisième lieu dans l'alimentation de la population. Le riz et le fonio sont secondaires. Cependant, ils sont bien consommés dans le Sud de la région. L'arachide et le coton constituent les deux principales cultures industrielles, même si la première spéculation est beaucoup consommée sous forme d'aliment.

Tableau n°9 : évolution des superficies et des productions par culture céréalière de la région (données des secteurs traditionnel et moderne : campagnes 95/96-97-98-99-00)

Campagnes		Cultures					Total Céréales
		Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	
1999/00	Sup.(ha)	76 443	154 541	3 345	48 336	6 242	288 907
	Rdt.(kgs)	913	937	789	1 043	854	
	Prod.(t)	69 801	144 759	2 638	50 132	5 333	272 663
1998/99	Sup.(ha)	39 534	157 647	572	16 478	3 874	218 105
	Rdt.(kgs)	856	948	1 038	1 198	1 150	
	Prod.(t)	31 601	134 738	594	19 233	3 158	189 324
1997/98	Sup.(ha)	35 216	123 565	804	18 109	2 882	180 576
	Rdt.(kgs)	807	892	1 312	1 038	457	885
	Prod.(t)	284 345	110 274	1 055	18 799	1 369	159 931
1996/97	Sup.(ha)	38 471	117 177	1 813	19 661	2 439	179 555
	Rdt.(kgs)	877	884	1 919	1 079	768	913
	Prod.(t)	33 755	10 631	3 480	21 233	1 870	163 969
1995/96	Sup.(ha)	29 423	206 896	5 315	31 701	2 987	276 322
	Rdt.(kgs)	767	790	723	949	499	802
	Prod.(t)	22 594	163 561	3 846	30 099	1 493	221 593
Moyenne inter- annuelle	Sup.(ha)	34 370	149 213	2 644	23 157	2 769	212 153
	Rdt.(kgs)	822	843	1 056	1 009	569	857
	Prod.(t)	28 261	125 822	2 794	23 377	1 577	181 831
Taux de croissance(%)		+20,5	-48	-264	-60	-15	-0,39
Production (%)		15,5	69	1,5	13	1	100

Sources : DNSI/CPS/EAC, 2001

Pour les céréales sèches (mil, sorgho, maïs et fonio) on note une évolution significative des emblavures, par contre une régression est constatée pour les cultures du riz suite au déficit hydrique cumulé des campagnes et le manque d'intrants. De 1995 à 2000 on note une augmentation sensible de la production excepté le riz dont les conditions de culture sont devenues difficiles suite aux raisons évoquées ci-dessus.

Tableau n°10 : évolution des superficies et des productions par culture de rente de la région (données des secteurs traditionnel et moderne : campagnes 95/96-97-98-99-00)

Campagnes		Cultures		Total
		Arachide	Coton	
1999/00	Sup.(ha)	88 452	40 062	128 514
	Rdt.(kgs)	757	970	
	Prod.(t)	66 988	38 860	
1998/99	Sup.(ha)	50 193	41 800	91 993
	Rdt.(kgs)	1 236	966	
	Prod.(t)	61 034	40 388	
1997/98	Sup.(ha)	51 549	21 056	72 605
	Rdt.(kgs)	1 344	1 284	-
	Prod.(t)	69 293	27 037	-
1996/97	Sup.(ha)	41 857	12 680	54 537
	Rdt.(kgs)	1 233	927	-
	Prod.(t)	51 646	11 685	-
1995/96	Sup.(ha)	54 277	13 897	68 174
	Rdt.(kgs)	1 228	834	-
	Prod.(t)	66 705	11 597	-
Moyenne inter-annuelle	Sup.(ha)	49 227	15 877	65 104
	Rdt.(kgs)		1 056	-
	Prod.(t)	62 548	16 773	-
Taux de croissance (%)		+3,7	+57	-
Production (%)		7 921		100

Sources : DNSI/CPS/EAC, 2001

En cinq ans, on note une évolution significative des emblavures surtout pour le coton. Cependant la production a connu une évolution en dents de scie consécutive aux aléas climatiques et aux ennemis de cultures surtout. Au cours de ces cinq campagnes, avec l'arrivée de la CMDT, la culture du coton a connu un grand essor dans la région de Kayes. Ce qui explique les affectations de taux de croissance indiquée dans le tableau.

2. Les aménagement existants

Ils ont été réalisés par certains partenaires au développement comme le PGRN, l'OMRI-Yélimané, l'ORDIK, Leur Propre Barrage (LPB-Kita), l'ODIK, le PRODESO, le PREMA, etc. dans leurs zones respectives d'intervention.

Tableau n°11 : les aménagements de bas-fonds (source : DRAER, 2001)

Cercles	Sites aménagés	Superficie (ha)	Année de réalisation	Source de financement
Bafoulabé	Gounfan	7	1997	PGRN
	Djimikourou	12	1997	PGRN
	Oualia	40	1997	PGRN
	Ningui	8	2000	PREMA
	Konkorma	3	2000	PREMA
	Diokely	6	2000	PREMA
	Kamankolé		1974	ETAT
Kita	Bandiougoula	5		
	Komi- komi	2		
	Doumba	17		
	Faraba	7		
	Dambana	10		
	Mambiri	30		
	Dounia	4		
	Yélémalé	8		
	Founia-Moribougou	40		
	Kofalan	7		
	Founia Brigo	8		
	Toumoumba	8		
	Koféba	6		
Yélimané	Bouyouya	10		
	Bena	22	1998	PGRN
	Diakadourou	3	1997	PGRN
	Kardide	16	1997	PGRN
Kayes	Dialaka	106	1999	OMRI
	Diakalel	7	1997	PGRN
	Tafassirga	6	1997	PGRN
	Dag-Dag	8	1997	PGRN
	Tissigansoye	13	1998	PGRN
	Kofilabé		1998	PGRN
	Dogofily	10	1998	PGRN
	Banankabougou	4	1998	PGRN
	Sélibaby	8	1998	PGRN
	Kossoumalé1	12	1997	PGRN
	Kossoumalé2	10	1997	PGRN
	Tintiba	7	1999	PGRN
	Kouroukoulou	15	1997	ORDIK
	Marena Gadiaga	15	1999	PGRN
	Madina	13	1999	PGRN
	Kalao	150	1995	PRODESO
	Djounjo	80	1995	PRODESO
	Mello	14	1995	PRODESO
	Diadioumbéra	18	1995	PRODESO
	Dourou	30	1998	PGRN
	Dinguira Logo	8	1998	PGRN
Kéniéba	Faraba	28	2000	État/MDR
Diéma	Bakamabougou	15		
	Kainera	20		
	Fatao	130		

À signaler que certains sites de petits barrages ont fait l'objet d'un dossier APD (Avant Projet Détaillé) pour lesquels des recherches de financement sont en cours pour leur réalisation. Ce sont :

Tableau n°12 : situation des barrages à aménager

Cercles	Sites à aménager	Coût estimatif	Année d'étude	Source de financement	Observations
Bafoulabé	Drametou	21 869 360	1993	BAD-DNGR	À actualiser
Kayes	Somakidi	24 485 600	1993	BAD-DNGR	À actualiser
	Kakadian	9 203 000	1994	BAD-DNGR	À actualiser
	Kobokotosou	9 433 000	1994	BAD-DNGR	À actualiser
	Djirola	8 535 500	1994	BAB-DNGR	À actualiser
	Sinsincourou	22 753 000	1998	PGRN	
	Sébétou	15 370 000	1998	PGRN	
	Tinkin	19 214 000	1998	PGRN	
	Sambaga	12 862 500	1998	PGRN	
	Niodougou	21 619 000	1998	PGRN	
	Bangassi	15 049 000	1999	PGRN	
	Diallané	11 214 000	1999	PGRN	
	Sékora	14 802 500	1999	PGRN	
	Sintiane	9 147 000	1999	PGRN	
	Iimalo	13 780 000	1999	PGRN	
	Waiguilou	8 131 000	1999	PGRN	
Kita	Moudingtakhou	19 605 000	1997	GCP/FAO	À actualiser
	Djounkoulou	25 203 620	1997	GCP/FAO	À actualiser
	Atié	18 781 347	1996	GCP/FAO	À actualiser
Yélimané	Dioukoufing	22 265 785	1994	BAD-DNGR	À actualiser
	Gakouroukoto	27 365 270	1994	BAD-DNGR	À actualiser
Kéniéba	Wotongolo	36 924 454	1998	OMRI	À actualiser
	Hongoly	79 037 870	1996	Ass. Kirané	
	Dombia	29 741 776	1994	BAD-DNGR	À actualiser

Source : DRAER, 2001

N.B : Les devis estimatifs ne tiennent pas compte des frais de surveillance et de supervision.

3. Évolution de la production de l'élevage

Les différentes productions animales sont loin de couvrir les besoins des populations de la région. Le niveau de consommation est de 12,40 kg de viande par hab/an et de 8,92 kg de lait par hab/an (EBC88/98).

Des efforts sont entrepris en vue de permettre une amélioration de nos différentes productions grâce à des actions comme :

- ✓ l'amélioration de l'alimentation (introduction et intensification des cultures fourragères, enrichissement de la paille à l'urée) ;
- ✓ l'amélioration génétique de nos races (insémination artificielle, introduction de la race maure dans l'élevage péri-urbain) ;
- ✓ la maîtrise des épizooties ;
- ✓ et l'organisation des professionnels investis dans les différentes filières de l'élevage.

- Effectif du cheptel

L'estimation du cheptel est effectuée à partir des résultats du recensement général de 1991 (OMBEVI, DNE, DNSI) auxquels les taux de croît brut sont appliqués :

- _ Bovins : 3%
- _ Ovins/Caprins : 11%
- _ Asins/Équins : 3-4%

Cette estimation donne comme résultats en 2000 :

- _ Bovins : 999 729 têtes
- _ Ovins : 641 991 têtes
- _ Caprins : 766 544 têtes
- _ Équins : 31 273 têtes
- _ Asins : 80 633 têtes
- _ Camelins : 1 596 têtes
- _ Volailles : 1 981 768 têtes

- Production de viande

La production de viande est déterminée à partir des chiffres d'abattages à travers la région. Cette situation ne tient pas compte des abattages familiaux, des abattages lors des cérémonies (baptêmes, mariages, fêtes, etc.), des abattages clandestins et des tontines.

La production de viande contrôlée en 2000 se chiffre à 3 510 tonnes contre 2 609 tonnes en 1996, soit une augmentation de 35%.

Le nombre d'abattages contrôlés en 2000 est de :

- _ Bovins : 20 878 têtes
- _ Ovins : 15 073 têtes
- _ Caprins : 32 698 têtes
- _ Camelins : 8 têtes

- Production de lait

La production laitière réelle est difficile à quantifier et ne couvre pas actuellement les besoins des populations quand on sait qu'environ 750 millions de produits laitiers ont été importés par la région en 1998. La production laitière assez importante en hivernage est confrontée à un certain nombre de problèmes qui sont :

- ✓ le faible potentiel génétique de nos races ;
- ✓ le coût élevé de l'aliment bétail ;
- ✓ la mauvaise organisation des producteurs ;
- ✓ l'absence d'unité de transformation de lait.

Dans le cadre de l'amélioration génétique, nous constatons l'introduction de plus en plus de races exotiques et de l'insémination artificielle dans l'élevage péri-urbain.

▪ Production de cuirs et de peaux

La production de cuirs et de peaux est estimée sur la base des abattages contrôlés. Les cuirs et les peaux sont utilisés localement dans l'artisanat et constituent des sources de revenus pour la région.

Cette filière est beaucoup influencée par :

- ✓ la faible qualification des bouchers et apprentis dans les techniques d'habillage ;
- ✓ l'insuffisance dans le conditionnement ;
- ✓ le marquage à feu sur les meilleures parties du cuir.

Des opérateurs nationaux et ghanéens s'approvisionnent à travers toute la région.

Tableau n°13 : production de cuirs et de peaux dans la région de Kayes

Campagnes	1999/2000		1998/1999		1997/1998		1996/1997	
Espèces	Bovins	O/Caprins	Bovins	O/Caprins	Bovins	O/Caprins	Bovins	O/Caprins
Produits	Cuirs	Peaux	Cuirs	Peaux	Cuirs	Peaux	Cuirs	Peaux
Quantités	37 255	40 844	19 075	32 597	17 437	29 542	16 100	24 358

Sources : DRE, DRAMR, DRRC-SDR, 2001

La production de cuirs et de peaux a évolué progressivement de 1996 à 2000 (de 16 100 à 37 255 pour les cuirs et de 24 358 à 40 844 pour les peaux).

4. L'aviculture

La consommation d'œufs entre de plus en plus dans les habitudes alimentaires de la région. L'aviculture moderne est très peu pratiquée, même si elle constitue la meilleure source d'approvisionnement en œufs de qualité avec des races améliorées.

La production d'œufs est insuffisante, à tel point que l'on rencontre sur le marché de Kayes des produits venant du Sénégal et de Bamako.

L'aviculture traditionnelle est la plus pratiquée, mais reste tributaire des aléas comme la mauvaise alimentation, l'hygiène de l'habitat et les conditions sanitaires.

Beaucoup d'efforts sont entrepris actuellement par les structures d'encadrement (PDAM, PRODESO-DRAMR) en vue d'une amélioration de cette filière.

5. Évolution de la production apicole

Tableau n°14 : production de miel, campagnes 1998/99 et 2000

Cercles	1998/99			2000		
	Nombre de ruches		Production (kgs)	Nombre de ruches		Production (kgs)
	Traditionnelles	Améliorées		Traditionnelles	Améliorées	
Kéniéba		650	5 804	7 420	74	2 700
Bafoulabé	321	476	1 558	87	20	214
Kita	0	779	1 100	0	1 840	4 180
Total	321	1 905	8 462	7 514	1 934	7 094

Sources : DRAMR, DRCN, 2001

Il convient de signaler que des inquiétudes demeurent quant au développement de l'apiculture, en raison de l'utilisation de pesticides due à l'introduction de la culture du coton (CMDT) dans les zones de miel.

6. Évolution de la production des forêts

La région de Kayes compte 26 aires protégées dont 3 parcs nationaux, 4 réserves de faune et 19 forêts classées.

Le domaine protégé est toujours soumis à une dégradation sur l'ensemble de la région. Avec le projet BIT de Kita, certaines forêts ont été aménagées avec comme mesure d'accompagnement la création de marchés ruraux de bois.

Tableau n°15 : productions forestières

Campagnes	Productions							
	Bois de chauffe (stères)	Charbon de bois (quintaux)	Bois d'œuvre (pieds)	Bois de service (pieds)	Autres produits			
					Capta	Nervure	Fibre	Gomme
2000	21 195	3 642,5	1 068	54 688	8 110	31 800	3 700	1 660
1999	17 555	2 031	667	29 315	283		80	760
1998	21 481	2 274,25	440	15 500	4 359	24 880	580	2 806
1997	27 377	1 483,7	615	9 854	7 976	20 780	2 000	3 524
1996	22 709	1 141,25	714	13 183	11 045	28 330	4 115	2 785
Moyenne inter-campagnes	23 855,6	1 633	590	12 846	7 793	24 663	2 231,6	3 038
Taux de Croissance	-5,7	+49	-62	+14,5	-153	-13,8	-600	+0,7

Sources : D.R.R.F.F.H.-DRAER, DRCN, 2001

À part la production de charbon de bois et le bois de service, les autres productions évoluent négativement. Cependant pour le bois de chauffe, la plus grande production a été obtenue en 1997 avec 27 377 stères. Cette régression de la production s'explique par la dégradation des ressources forestières.

Quant à la production de la gomme arabique, elle évolue en dents de scies malgré les efforts déployés par les services techniques et le projet gommier (actuellement ONG).

7. Évolution de la production de la pêche

▪ Production de la pêche traditionnelle

La pêche est une des activités des populations riveraines des différents cours d'eau de la région (Bafing, Bakoye, Sénégal, Falémé, lac Magui). Une bonne partie de la prise provient du barrage (lac de retenue) de Manantali.

Sur le lac de retenue, les productions potentielles sont plus stables d'une année à l'autre, même si des fluctuations peuvent intervenir en fonction de l'hydraucité et de l'évolution des peuplements piscicoles. La production potentielle du lac est estimée à près de 3 000 t/an, sur la base d'un rendement approximatif de 65 kg/ha/an. Le niveau d'exploitation du lac en 1998 est de 130 tonnes.

Par ailleurs, les revenus des pêcheurs ont été profondément affectés au cours de la dernière décennie, en raison notamment de la diminution du niveau des captures imputables à la sécheresse. D'autres facteurs ont contribué à diminuer les rendements économiques. Il s'agit des facteurs démographiques (augmentation des pêcheurs), technico-économiques (diversification accrue des engins et multiplication de l'effort de pêche) et commerciaux (diminution de la quantité de poisson commercialisable et mauvaise valorisation des produits). En dehors de Manantali, les quantités de poissons collectées dans les cours d'eau

- Production piscicole

Il n'y a aucune action pour le développement de la pisciculture dans la région. Diverses tentatives d'aménagement et d'empoissonnement des mares (Magui, Doro, etc.) ont été envisagées après les années de sécheresse afin de résorber le déficit de production halieutique. Malgré ces efforts déployés, la pisciculture reste sans résultat dans la région.

8. Contraintes

Les principales contraintes qui se posent au secteur sont :

- L'exploitation incontrôlée et la réduction des ressources naturelles

La condition sahélienne qu'est la sienne fait de Kayes une région extrêmement vulnérable. Les ressources ligneuses et herbacées s'y raréfient sous les effets combinés de l'homme et de la nature, ce qui à son tour favorise l'avancée du désert.

Les systèmes de production rurale de la région sont en majorité de type traditionnel et extensif avec comme conséquences :

- ✓ la dégradation des terres agricoles ;
- ✓ la mauvaise exploitation forestière ;
- ✓ la dégradation des parcours pastoraux ;
- ✓ la dégradation de l'environnement.

- L'insuffisance et l'inadaptation des moyens de production

Dans la région de Kayes, les zones à fort potentiel (Kéniéba, Bafoulabé, Kita et Sud de Kayes) sont sous-équipées. Celles à faible potentiel agricole (Nioro, Diéma, Yélimané) sont assez bien équipées.

- L'insuffisance d'infrastructures de maîtrise d'eau de surface

La configuration géographique du sol et des berges des cours d'eau rend difficile l'utilisation des moyens d'exhaure du fait d'une hauteur manométrique très élevée (13 à 15 m au minimum). D'autres contraintes, et non des moindres, peuvent expliquer en partie cette insuffisance, à savoir :

- ✓ le coût élevé des aménagements, dépassant nettement la capacité financière des ruraux ;
- ✓ les difficultés d'acquisition des pièces de rechange de motopompe sur les marchés locaux et l'absence de main-d'œuvre qualifiée pour leur maintenance ;
- ✓ le coût élevé et l'insuffisance des intrants à cause de l'enclavement de la région ;
- ✓ le manque d'unités industrielles de transformation et de conditionnement, etc.

- L'activité acridienne est une menace permanente pour les cultures de la région.

- L'insuffisance d'organisation et d'implication des populations au processus de prise de décisions sur le développement de leurs localités.

- Les contraintes foncières : accès difficile à la propriété foncière, conflits fonciers entre nomades et sédentaires, juxtaposition du droit moderne et du droit coutumier.

- L'insuffisance des marchés hebdomadaires.

- L'insuffisante intégration des femmes dans le processus de développement.
- L'exode rural touche presque tous les cercles de la région. Il se manifeste par un départ massif à l'étranger, aussi bien qu'à l'intérieur du pays, privant le système agricole de ses bras valides.
- L'insuffisance de formation et d'organisation du monde rural.

Le mauvais fonctionnement des centres d'alphabétisation n'a pas permis la formation de plusieurs néo-alphabètes pour une redynamisation des organisations de producteurs. Cette insuffisance est beaucoup plus importante au niveau de la population féminine.

- Le faible niveau de la production et de la productivité animale.

Le développement de l'élevage dans la région est confronté :

- ✓ aux problèmes zoo-sanitaire et alimentaire ;
- ✓ au caractère contemplatif du cheptel (domaine privilégié de l'épargne en milieu rural) ;
- ✓ à la mauvaise organisation du circuit bétail viande et aux problèmes de déstockage des animaux.

9. Potentialités

La région de Kayes dispose d'énormes richesses naturelles pour le développement du secteur primaire :

- Le climat (sahélien, soudanien et préguinéen) est propice au développement de l'élevage au Nord et de l'agriculture au Sud.
- Il existe de nombreux cours d'eau au riche potentiel hydroélectrique, de fertiles vallées et de vastes plaines aménageables (fleuves Sénégal, Bafing, Bakoye, Falémé, Térékolé, le lac Magui, les mares et oueds aménageables comme Gumbo, Doro, Tinkaré, etc.).
- Les potentialités en terres arables sont estimées à 3 081 940 ha (PIRL) dont seulement 16% environ sont exploitées en culture pluviale annuellement.
- Les superficies aménageables sont estimées à environ 65 000 ha dont seulement 650 ha sont aménagées avec maîtrise totale de l'eau. Par ailleurs, les potentialités en terres irrigables, selon la « Revue du Secteur Agricole au Mali » (1987), sont estimées à 45 000 ha dans la vallée du Sénégal, 25 000 ha dans les vallées Térékolé et 20 000 ha de bas-fond au Sud de l'isohyète 1000-1100 mm.
- Le cheptel, avec 999 729 têtes de bovins, 641 991 têtes d'ovins, 766 544 têtes de caprins et 31 273 d'équins permet à la région de Kayes d'être une zone d'élevage par excellence, susceptible de contribuer au ravitaillement non seulement de la capitale Bamako mais aussi des pays voisins comme le Sénégal, la Gambie et la Guinée.
- Les formations ligneuses et herbacées sont importantes et couvrent une superficie d'environ 10 044 000 ha. Le domaine forestier renferme des espèces végétales très recherchées (rônier, karité, néré, bambou, gommier, bois d'ébène, tambacoumba, etc.).
- En ce qui concerne la gomme arabique, l'exploitation contrôlée du seul cercle de Kayes permet de dégager environ 4 tonnes/an.
- Les forêts classées, au nombre de 19, couvrent une superficie totale d'environ 255 000 ha.
- Les réserves de faune, au nombre de 4, couvrent une superficie totale de 327 540 ha avec des spécimens de gibiers comme les biches, phacochères et outardes.
- Les parcs nationaux, au nombre de 3, couvrent une superficie de 297 031 ha.
- Des réserves de bois estimées à environ 16 millions de m³ pour une productivité moyenne annuelle estimée à 0,81 m³/ha.
- La présence de structures d'encadrement à travers :
 - ✓ L'État : CRRA, CMDT, PRODESO, DRAMR, DRAER, DRRC, DRCN.
 - ✓ Les organisations paysannes sous forme de syndicats, de coopératives, de groupements d'intérêts économiques : URCAK, Entente de Badumbé, UGAD, Syndicat des paysans de Kita, Djamadjigui, etc.

C. Industrie et PMI/PME

Le tissu industriel de la région de Kayes se caractérise par sa faiblesse et sa mauvaise répartition. On compte trois types d'industries dans la région :

- ✓ les industries d'extraction des minerais (cimenterie de Diamou, les sociétés d'exploitation de l'or) ;
- ✓ les industries alimentaires constituées essentiellement des boulangeries et des pâtisseries ;
- ✓ et les industries de transformation des produits du secteur primaire.

À celles-ci s'ajoutent les PME/PMI qu'on rencontre dans certaines branches d'activités.

1. Situation du secteur

Un inventaire des unités industrielles et des PME/PMI donne la situation suivante :

- ✓ l'agro-industrie comprend l'HUIlerie COTonnière du MALI (HUICOMA), l'usine d'égrainage du coton de Kita, la TANNERIE PROvidence du MALI (TAPROMA) en arrêt ;
- ✓ les industries alimentaires : elles comprennent les boulangeries (au nombre de 8 dont 6 à Kayes, une à Kita et une non fonctionnelle à Nioro du Sahel) et les pâtisseries (au nombre de 3 toutes implantées à Kayes) ;
- ✓ les entreprises de BTP ;
- ✓ les entreprises de bois ;
- ✓ les services (garages, hôtels, gargotes, stations d'essence, etc.).

La plupart des PME/PMI sont implantées dans les cercles de Kayes et de Kita, de même que les industries de transformation.

Les services sont bien répartis sur l'ensemble du territoire de la région.

Le domaine industriel connaît des difficultés énormes, étant donné qu'il ne bénéficie d'aucun soutien financier des pouvoirs publics.

▪ Les industries et leurs capacités de production :

- ✓ *Industrie Malienne de Ciment (IMACO.SA)* : issue du rachat de la société de ciment du Mali (SOCIMA.SA), elle est située à Diamou au bord du fleuve Sénégal, à 45 km de Kayes. IMACO.SA produit du ciment (50 000 tonnes/an), du marbre (30 000 m³/an), de la chaux vive (30 000 t/an), de la poudre de marbre (1000 t/an) et des granulés de marbre 500 t/an). L'usine est en réhabilitation depuis 1998.
- ✓ *Usine HUIlerie COTonnière du MALI (HUICOMA)* : issue du rachat de la Société d'Exploitation des Produits Arachidières du Mali (SEPAMA), l'HUICOMA de Kita a les capacités de production suivantes : graines en presserie (150 t/jour), trituration arachide (150 t/jour), production de pelles et tourteaux (60 t/jour). L'HUICOMA produit essentiellement de l'huile brute alimentaire et des tourteaux.
- ✓ *Usine d'égrainage de coton* : le cercle de Kita est devenu depuis le 12 janvier 1995 la 6^{ème} région cotonnière du Mali avec une capacité installée de 25 000 à 35 000 t/an de coton graine.
- ✓ *Tannerie Providence du Mali (TAPROMA) Kayes* : elle n'a jamais atteint sa capacité de 3 900 tonnes/an (136 000 peaux de bovins et 40 000 d'ovins/caprins) pour diverses raisons dont l'insuffisance de l'approvisionnement

À côté des unités industrielles, il existe des minoteries, un abattoir et de petites unités de production de patte d'arachide, une société de production de tôles et une de matelas.

2. Contraintes

Les contraintes se situent à plusieurs niveaux dont :

- ✓ les difficultés d'accès au crédit ;
- ✓ l'absence d'une structure régionale de promotion des investissements ;
- ✓ la faiblesse de la surface financière des promoteurs ;
- ✓ le coût élevé des facteurs de production ;
- ✓ le potentiel encore limité de la fourniture locale d'énergie électrique ;
- ✓ les difficultés d'approvisionnement en intrants de production.

D. Exploitation minière

La région de Kayes dispose d'importantes ressources minières.

1. Les potentialités minières

- Les gisements de fer : les indices et gisements reconnus
 - ✓ *Le fer de Balé et Kouragué* : les réserves sont estimées à 146 millions de tonnes dont 72 millions de minerais massifs (plus de 45% de fer) et 74 millions de tonnes de minerais mixtes (35-45% de fer) ; la teneur est de 66% de fer.
 - ✓ *Le fer de Djidian-Kéniéba* : les réserves sont estimées à 75 millions de tonnes de minerais avec des teneurs de 58,8 à 66,5% de fer.
- Les gisements de bauxites

Les prospections menées pendant la période pré-indépendance ont conduit à la découverte entre autres de deux districts :

- ✓ *le district de la Falémé* comprenant les gisements de bauxite de Dombia-Sintéfouga (30 millions de tonnes à 40% d'alumine et 5% de silice) et les gisements de Sitadina-Faléa (120 millions de tonnes à 46,8% d'alumine et 4% de silice) ;
- ✓ *le district de l'inter fleuve Bafing-Bakoye* représenté par le gisement Baléa (Sirakoro) avec des réserves estimées 380 millions de tonnes (40% d'alumine et 5% de silice).

- Les gisements d'or

L'or est exploité depuis le moyen âge dans tout le Sud-Ouest du Mali. Il a fait la renommée des empires du Ghana et du Mali et a contribué à soutenir l'économie française pendant la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui des dragues sont en activité sur les cours d'eau de la Falémé et les sociétés minières se multiplient parallèlement à l'orpaillage traditionnel. Aussi, la région compte les gisements d'or de Loulo, de Sadiola, de Dag Dag (commune rurale de Gory Gopéla, cercle de Kayes), de Yatéla etc.

Il faut ajouter à ces minerais le ciment de Diamou, les marbres de Silenkégny et de Gangantery (cercle de Bafoulabé), les gisements d'ardoise et de dolérite (cercles de Nioro, Yélimané et Diéma), les carrières de dalles (cercles de Yélimané et Nioro) et d'appréciables indices d'uranium, de cuivre, de diamants et d'étain.

2. Production minière dans la région de Kayes

La production minière se développe avec l'exploitation des mines d'or de Sadiola (SEMOS.SA) et de Yatéla (YATELA.SA). La production d'or est passée de 16 t en 1998 à 19 tonnes en 2000. Elle connaîtra une progression avec l'ouverture de la mine de Yatéla, qui dispose d'une réserve d'or estimée à 50 tonnes exploitables en 16 ans. L'exploitation artisanale de l'or se poursuit à Kéniéba. La mine d'or de Loulo n'est pas encore opérationnelle dans le cercle de Kéniéba, sa réserve est estimée à 34 tonnes d'or. Les autres minerais ne sont pas encore exploités.

3. Contraintes

Il s'agit de :

- ✓ l'insuffisance de l'énergie électrique

- ✓ la trop grande centralisation de la politique de la politique minière dépouillant la région des ressources financières pour son développement.

E. Artisanat

La région garde une longue tradition dans le domaine de l'artisanat. Son faible niveau de structuration et l'insuffisance des appuis à sa promotion réduisent sa contribution à l'économie régionale. Il occupe une frange importante de la population de la région soit comme activité principale, soit comme activité secondaire. Des statistiques manquent sur la contribution du secteur à l'économie de la région.

1. Situation du secteur

En 2000, le recensement des artisans par la coordination régionale donne 3 354 artisans dont 40,97% de femmes. Ce chiffre ne reflète pas la réalité du terrain car de nombreux artisans ne sont pas affiliés à ladite coordination. Les associations des menuisiers et des tailleurs représentent respectivement 4,6% et 4,8% des artisans.

Bien que les statistiques manquent au niveau de la coordination, l'artisanat de production reste le plus dominant des corps de métiers : il s'agit de la menuiserie, de la maçonnerie, de la couture, de la teinture, de la bijouterie, du tissage, de la forge, de la maroquinerie, de la poterie, de la vannerie, de la coiffure, de la confection de nattes et d'articles en général.

La répartition géographique fait ressortir une forte concentration dans le cercle de Kayes (près de 22,45%). Les femmes présentes dans le secteur sont majoritaires dans le domaine de la teinture.

2. Contraintes

L'activité artisanale rencontre des difficultés diverses qui entravent son développement malgré les atouts du secteur. Il s'agit :

- ✓ de la faible capacité d'organisation des artisans se traduisant par l'insuffisance d'inscription à la chambre des métiers ;
- ✓ des difficultés d'accès au crédit ;
- ✓ des difficultés d'approvisionnement en matières premières ;
- ✓ des problèmes d'écoulement des produits de l'artisanat en raison de la faiblesse des marchés locaux et de l'enclavement de la région ;
- ✓ du manque de formation et de perfectionnement des artisans ;
- ✓ des difficultés d'accès aux marchés publics ;
- ✓ de l'absence d'espace réservé aux activités artisanales dans les cercles ; les artisans de Kayes et de Kita sont dotés d'une telle place pour l'exercice des activités artisanales.

F. Tourisme

La région de Kayes demeure encore en marge des activités touristiques à cause de l'absence de routes praticables et de l'insuffisance des infrastructures hôtelières. Cependant, elle regorge de sites touristiques intéressants.

Historiquement, la première région a été le berceau des empires du Ghana et du Mali, puis le théâtre des opérations militaires d'El Hadj Oumar, de Samory et des premiers colonisateurs français. Il reste des vestiges témoins de ce passé, en particulier des tatas, des

1. Situation du secteur

L'essor de l'activité touristique peut s'appuyer sur des ressources et potentialités importantes ; il s'agit des parcs nationaux et des réserves de faunes, du patrimoine historique architectural traditionnel et colonial, des traditions et des modes de vie de nos populations. Une analyse de la situation fait ressortir en 1999 : 158 chambres réparties entre 9 hôtels et 11 campements administratifs.

Tableau n°16 : les infrastructures d'accueil et des sites touristiques

Cercles et villes	Infrastructures d'accueil	Nombre de chambres
Kayes	Hôtel Khasso	14
	Hôtel Logo	5
	Hôtel Rails	20
	Bar Tambaoura	5
	Bar Sarayoro	6
	Bar Guinguin	3
	Bar Casino	5
	Bar Le 2002	3
	Bar La montagne bleue	2
	Centre d'accueil	8
	Relais du Centenaire	50
	Maison des Associations	10
Mahina/Bafoulabé	Campement administratif	9
	Campement "le loisir"	9
	Bar le Bafing	7
	Bar le woyowayonko	5
	Bar Montana	2
Manantali	Dancing club	4
Kéniéba	Campement administratif	14
Kita	Campement administratif « Kibarou »	18
	Hôtel Relais Touristique	16
	Hôtel le Chat Rouge	15
	Bar Dieudonné	5
	Bar Lolo	10
	Appia	6
	La Créole	11
	Le Boulawayo	3
	L'Auberge	3
Nioro	Campement I	4
	Campement administratif	4
Diéma	Campement administratif	8
Yélimané	Campement administratif	10
	Maison de l'Amitié	8

Source : AFVP, « Potentialités de développement touristique en première région », 1999

Tableau n°17 : les sites touristiques

Cercles	Sites touristiques
Bafoulabé	<p>L'école des otages à Babaroto, les marbreries de Sélinkégny, les forts de Badoumbé et de Dioubéba, la tombe de Sombo, le néguétali à Gounfan, le Tata d'El Hadj Omar à Diallan, la colline « Sira guéden » à Khountéla, les rapides de Kallé et les chutes de Billy sur le Bakoye, le Bafing, la rencontre des eaux noires du Bafing et des eaux blanches du Bakoye, la tombe de Mali Sadio (commune de Bafoulabé), le Belénou à Bafoulabé, le Tondi-tondo (source intarissable) à Kalé (commune de Mahina), les caïmans sacrés de Drabo, le cimetière colonial de Bafoulabé, la tombe de Sanga Moussa à Oussoubidiagna (commune de Tomora), la tombe de Sambou Coumba à Tambaféto (commune de Solinta), Gouloukou sur le Kétiou à Gangantan, Djikoye (commune de Kontéla)</p> <p>Le lac artificiel de Manantali, le Tata et la mosquée d'El Hadj Omar à Koundia, la source aux poissons sacrés de Bantanko, les puits et mosquées sacrés de Diakaba, le marigot sacré à Kama, les baobabs sacrés de Kolondy, les chutes de Massakouto, le tombeau du saint Salim Souaré</p>
Kita	<p>La terre fragile de Foummadjima, la grotte de Nounkalla, le Gounganda de Hangavoura (marigot intarissable (commune de Niantasso))</p> <p>Le Gakourou-Kourou, le vestibule de Djinkono, la tombe de Sanfinian Mady Kangama à Sanfinian, la pierre prévoyante sacrée de Sanfinian, la chute de Touraya à Sanfinian (commune de Gadougou I)</p> <p>La colline de Boudofo, le malidoun (marre sacrée), le Sélahata, la forêt classée de Tinienko (commune de Boudofo)</p> <p>Le Hanhandida de Tambaga, l'essaim d'abeilles de Tambakada, la rivière sacrée de Balikontoli, le point d'eau de salikandjan (commune de Tambaga)</p> <p>La tombe de Diangoba, la colline isolée de Madina- Malinké (commune de Saboula)</p> <p>Les six petites cases à Goundamia, Niani à Gounadamia, le tombeau de Niouma Bougary à Matira, Alouta Baléa, les grottes de Kabarata Baléa, le Tata à Baléa (commune de Koulou)</p> <p>Le sanctuaire des chimpanzés Bafing Makana, les grottes de Kékéré-Kourou ou Konlo-Kourou, les chutes de Kokoda, la rivière Mougoulou (commune de Kokofata)</p> <p>Le Boro-boro à Madina, Goumbougoumbou (Bomboté) Mikaré à Bambaran, Yirabali à Léko (commune de Madina)</p> <p>La colline de Mossobani, la grotte de Mogoyabougou, le fort de Koudou (commune de Kassaro)</p> <p>Les tombeaux de Balibalin et de Kama (commune de Dialafara)</p> <p>Le tombeau de Baba Wagué, la colline de M' Bolobilakankoundo, Radio Mamoudou de Mambacara (commune de Toukoto)</p> <p>La colline sacrée de Kitakourou, les collines de Mariasenikourou et de Kourounikoumala, le fort de Kita, l'école régimentaire, l'arbre de repos du fondateur de Kita, le cimetière français, la statue de Marie (commune de Kita)</p> <p>Les ruines des trois Tatas (commune de Senko)</p> <p>Le Tata de Goumanko, les grottes et rivières souterraines des collines de Kata, le Tata de Dounfania, le Kourou-Bouloudah à Baguita, le Gangaran-Kourour à Camaké bodinka (commune de Gadougou II), la « pierre qui parle » de Kourinikoumala, la grotte de gninino (commune de Kobiri), le Tata d'El Hadj</p>

Diéma	Diongoï ou Dipa ou Kidée (commune de Dioumbara)
Nioro	Tombe de Damanguilé, mosquée d'El Hadj Omar, Tata d'El hadj Omar, colline sacré de Makana, arbre parlant de Haoudia (commune de Guétarna) Écritures saintes de Diarra, jujubier millénaire de Diarra (commune de Diarra) Colline sacré de Yérére, marre sacrée de Hindoufabou (commune de Simby) Fosse commune d'El hadj Omar (commune de Nioro)
Yélimané	La fosse commune de Yélimané, les Écritures d'Archinard, la mare de Toya, la mare de Khasa, la mare de Goumbogo, la case d'El Hadj Omar à Fanga (commune de Fanga)
Kéniéba	Les mines d'or (tout autour de la ville), les petits lacs de Koundy et Diamissy, la montagne de Kouroukégné à Linguékoto, les grottes de Dialafara, la pierre sacrée de Faraba, la mosquée de Sagalo, la Falémé, le tunnel de Toumboun (commune de Guénougou), la montagne Teninsougou à Binda (commune de Kroukoto), le Tambaoura
Kayes	Le fort de Médine, les chutes de Félou, de Gouina et de Paparah, les bâtiments coloniaux, le tumulus des jumeaux d'El Hadj Omar, le Tata d'El Hadj Omar (commune de Koniakary)(commune de Koniakary), le lac Magui, le quai colonial d'Ambidédi (commune de Kéméné Tambo), le lieu des premiers Anglais à Toubaboukané

Sources : - AFVP, « Potentialités de développement touristique en première région », 1999
- ARK, ateliers de cercle, 2001

2. Contraintes

Les contraintes du secteur sont entre autres :

- ✓ l'enclavement de la région ;
- ✓ l'absence de plan d'aménagement touristique régional ;
- ✓ la faiblesse des investissements publics ;
- ✓ le manque de professionnalisme des promoteurs d'hôtels ;
- ✓ l'insuffisante valorisation des sites touristiques et de la culture locale ;
- ✓ la dégradation continue du patrimoine bâti ;
- ✓ la dégradation de l'environnement : insalubrité du cadre de vie ;
- ✓ le manque de coordination entre les intervenants ;
- ✓ le manque d'organisme de promotion du tourisme dans la région.

G. Commerce

La diversité et l'importance des produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'exploitation forestière et de l'artisanat expliquent le caractère informel du commerce de la région.

1. Situation du secteur

En 1996/97, la région comptait 526 opérateurs économiques (550 en l'an 2000), dont 6,08% sont des commerçants import-export. Par ailleurs, 2,8% s'occupent de la filière bétail, une des bases de l'économie de la région. Le secteur organisé du commerce représente 28,1% ; le reste est constitué de l'informel et surtout des détaillants. Kayes et Kita représentent les deux pôles importants du commerce de la région.

Cette activité se développe tant au niveau des centres urbains qu'au niveau du monde rural et occupe un groupe important des jeunes et des femmes. Toutefois le commerce reste de type traditionnel et se caractérise par un déficit chronique de sa balance. Selon la Direction Régionale de la Douane, entre 1999 et 2000 les importations sont passées de 12 281 millions de F CFA à 25 505 millions, soit une progression de 108%, et les exportations de 105 956 millions de F CFA à 98 531 millions pendant la même période, soit une diminution de 7,01%. L'essentiel des exportations (soit 99%) est constitué par l'or.

2. Contraintes

Les contraintes du secteur sont multiples :

- ✓ la faiblesse des moyens du service de commerce et de la concurrence qui ne permet pas un contrôle de qualité des produits commercialisés dans la région ;
- ✓ le désordre du secteur informel qui se traduit par une occupation anarchique de l'espace au niveau des centres urbains ;
- ✓ l'affaiblissement du commerce légal par une concurrence déloyale et frauduleuse ;
- ✓ l'enclavement de la région ;
- ✓ l'absence d'infrastructures de conservation ;
- ✓ l'insuffisance de financement du secteur ;
- ✓ le faible niveau de recouvrement des taxes.

IV. SECTEURS D'APPUI À LA PRODUCTION

A. Hydraulique rurale et agricole

1. Situation du secteur

a) Hydraulique rurale

Le réseau des infrastructures d'eau est en deçà des besoins des populations, malgré les potentialités existantes et les investissements consentis de 1989 à nos jours par l'État, les migrants et les partenaires au développement.

En effet, le nombre de forages dans les villages et les centres ruraux a augmenté de 1061 points d'eau en 1989 à 2211 en 2000, soit une progression de 108,4%. Dans le même sens le nombre des localités desservies est passé de 540 villages en 1989 à 1125 villages en 2000. En plus des forages équipés, on dénombre en 2000 dans la région 37 adductions dans les centres urbains et semi-urbains non gérées par EDM.SA. Malgré ces avancées il reste dans la région 425 villages qui sont sans point d'eau moderne.

Tableau n°18 : situation des points d'eau modernes

Cercle	Nombre de communes	Nombre de localités (villages + villes)	Nombre de forages équipés	Nombre d'adductions d'eau	Nombre de centres urbains équipés par EDM.SA	Nombre de villages sans point d'eau
Bafoulabé	13	280	499	3		42
Diéma	15	143	193	5		68
Kayes	28	332	390	7	1	120
Kéniéba	12	203	222	1		57
Kita	33	316	483	1	1	69
Nioro	16	190	268	9	1	45
Yélimané	12	91	156	11		24
Total	129	1555	2211	37	3	425

Sources : DRPS, DRHE, 2001

Dans le cadre de l'approvisionnement en eau, le taux de couverture en matière d'eau potable (puits modernes, forages équipés et adductions d'eau) varie de 58% (cercle de Kayes) à 81% (cercle de Kéniéba) pour une moyenne régionale de 60%. Cette situation cache des disparités entre différentes circonscriptions administratives. L'analyse des données fait ressortir les indicateurs suivants pour l'année 2000 :

- ✓ environ 28% des villages de la région ne disposent pas d'eau potable ;
- ✓ 1 forage pour 650 habitants pour une norme nationale de 1 point d'eau pour 400 habitants ;
- ✓ une densité d'un forage par 54 km² ;
- ✓ un taux de desserte moyen de 60% pour les zones non couverte par EDM.SA ;
- ✓ un taux de desserte de 70% pour les centres urbains couverts par EDM.SA.

Dans certaines zones les populations s'alimentent directement avec l'eau du fleuve ou

b) Hydraulique agricole

La région de Kayes dispose d'importants cours d'eau dont les principaux sont :

- ✓ le fleuve Sénégal avec 665 km de parcours dans la région et un régime de 11,5 milliards de m³ par an à la station de Kayes ;
- ✓ le Bafing avec 450 km de parcours dans la région et un débit de 8 milliards de m³ par an ;
- ✓ le Bakoye avec un régime semi-permanent à la station de Oualia et un débit de 5,8 milliards de m³ par an ; son parcours au Mali est de 461 Km (pour une longueur totale de 561 km) ;
- ✓ la Falémé avec un volume d'eau de 2,15 milliards de m³ par an ;
- ✓ et la Colimbiné (débit de 218 millions de m³ par an).

La région dispose également de nombreuses retenues d'eau naturelles : mares et lacs. La disponibilité des ressources en eau constitue le premier facteur de la production agricole et, en conséquence, de la disponibilité alimentaire. Face aux effets de la sécheresse, il est nécessaire de mettre en place une stratégie de maîtrise de l'eau permettant l'utilisation du potentiel agricole.

La technique la plus adoptable pour la mobilisation des ressources en eaux de surface et maîtrisable par les populations semble être la retenue des eaux de ruissellement par les petits barrages. Ces retenues d'eaux permettent avec une faible pluviométrie de faire des stocks d'eau pendant une longue période de l'année. Cette stratégie permettra la mise en valeur du potentiel de 39 000 ha de terres irrigables et de 20 000 ha de terre de décrue.

2. Contraintes

Les principales contraintes sont :

- ✓ la dépendance de l'agriculture traditionnelle aux aléas climatiques ;
- ✓ les coûts élevés des équipements ;
- ✓ l'existence de contraintes physiques : ensablement, hauteur manométrique des berges, présence de rochers dans les lits des rivières ;
- ✓ les faibles moyens dont disposent les structures techniques chargées de l'encadrement et de l'entretien des ouvrages ;
- ✓ le manque d'information sur les bassins versants pour la réalisation des retenues d'eau ;
- ✓ l'absence de coordination entre les intervenants.

B. Énergie

Les principales sources d'énergie demeurent le bois et le charbon de bois. La production d'électricité en énergie dans la région est assurée par des groupes électrogènes dans les chefs-lieux de cercles. L'Énergie du Mali (EDM.SA) ne couvre que les villes de Kayes, de Kita et de Nioro du Sahel à travers la centrale hydroélectrique de Félou et les centrales thermiques de Paparah (Kayes), de Kita et de Nioro. Le projet d'électrification rurale financée par Électricité de France fonctionne depuis 1999 dans les centres semi-urbains de Yélimané, Tambacara, Lakanguémou et Ambidédi Koré. Il est concerné les éclairages public et domestique. Malgré ces efforts, la couverture de la région en énergie électrique est restée faible.

1. Situation du secteur

Tableau n°19 : situation des abonnés

Années Exploitations	1998	1999	2000
Kayes	3 368	3 403	3 500
Kita	811	871	990
Nioro	-	-	-
Total	4 179	4 277	4 490

Source : EDM.SA, exploitations de Kayes, de Kita et Nioro, 2000

Présentement, la plupart des villages de la région ne dispose pas d'électricité en dehors des villes de Kayes, Kita, Nioro, Manantali et des cités minières de Sadiola et de Yatéla. Ces trois localités représentent moins de 6% des ménages de la région. Le nombre des abonnés d'EDM.SA a passé de 4 179 en 1998 à 4 450 en 2000, soit une augmentation de 6,5%.

La région de Kayes disposera de l'électricité de Manantali en avril 2002. Le cercle de Diéma va bénéficier du projet électricité rurale financé par EDF.

On note la présence d'énergie renouvelable dans des centres de santé communautaires et des mosquées dans la plupart des cercles de la région.

2. Contraintes

Elles sont entre autres :

- ✓ l'étendue de la région et la dispersion des villages ;
- ✓ le faible pouvoir d'achat des populations ;
- ✓ le caractère rural et la faible urbanisation de la région ;
- ✓ le coût élevé des investissements.

C. Transport

Le développement de la région demeure entravé par le manque d'infrastructures de transport et par la vétusté du parc automobile. En raison de l'étendue de la région et du potentiel de production agricole, les besoins en matière de transport sont de plus en plus croissants.

La région connaît plusieurs modes de transports : le transport routier, le transport ferroviaire, le transport fluvial et le transport aérien.

1. Le transport routier

Ce mode de transport est le plus utilisé dans la région et assure l'essentiel des déplacements des personnes et des biens. Il sert de liaisons entre les zones de production et celles de consommation.

a) Le réseau routier

Il est caractérisé par l'insuffisance des routes secondaires et le mauvais état des pistes rurales et des ouvrages d'art.

Le réseau routier compte 7 280 km de routes réparties comme suit :

- ✓ 944 km de routes nationales, soit 13% du réseau, dont 200 km en bon état ;
- ✓ 1957 km de routes régionales, soit 27% du réseau, entièrement dégradées ;
- ✓ 4209 km de routes non classées, soit 58% du réseau ;
- ✓ 170 km de routes locales, soit 2% du réseau.

Il est à noter que la région ne compte que 57 km de route bitumée dont 45 km reliant la cimenterie de Diamou à sa carrière. Toutefois cette voie est entièrement dégradée.

Les principales liaisons routières de la région de Kayes sont consignées dans ce tableau :

Tableau n°20 : principaux axes routiers

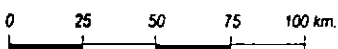
Désignation	Tronçons	Kilométrage (km)
Route Nationale 01	Diboli-kayes-Nioro-Gogui	418
Route Nationale 02	Bafoulabé-Kéniéba-front. Guinée	184
Route Nationale 03	Nioro-Diéma-Didiéni-Nara	-
Route Régionale 01	Kayes-Sadiola-Dialafara-Djibouria	187
Route Régionale 02	Kayes-Aourou-front. Mauritanie	136
Route Régionale 03	Kayes-Sero-Yelimané	141
Route Régionale 04	Kayes-Diamou-Bafoulabé	130
Route Régionale 05	Djalaka-Yélimané-Kirané-Nioro	202
Route Régionale 06	Nioro-Ballé-Nara	250
Route Régionale 07	Bafoulabé-Oussoubidiana-Sandaré	135
Route Régionale 08	Sandaré-Lakamane-Diangounté-Camara	158
Route Régionale 09	Kéniéba-Kokofata-Tambaga-kita	180
Route Régionale 10	Kita-Sirakoro-front. Guinée	76
Route Régionale 11	Kita-Toukoto-Séfeto	160
Route Régionale 12	Kita-Djidian-Kourouninkoto-Diangounté	264
Route Régionale 13	Kita-Kati	165
Route Régionale 14	Kita - Sagabary - Baléya - frontière guinéenne	200
Route locale 01	Lakamané-Nioro	85
Route locale 02	Diangounté-Nioro	85
Route locale 03	Yélimané-Soumpou-Sandaré	74
Route locale 04	Ambidédi-Dramané-Gouthioubé	70
Route locale 05	Nioro-Troungbé-Koréra Koré-Dioumara	180
Route locale 06	Badoumbé-Diallan-Lakamané	130
Route locale 07	Béma-Troungoumbé-Gogui	90
Voiries urbaines	Kayes	15

Source : D RTPCT, 2001

Les routes structurantes à caractères national et régional ne forment plus un réseau de transport fiable à cause de leur mauvais état. Il n'existe aucune route revêtue en première

Document provisoire

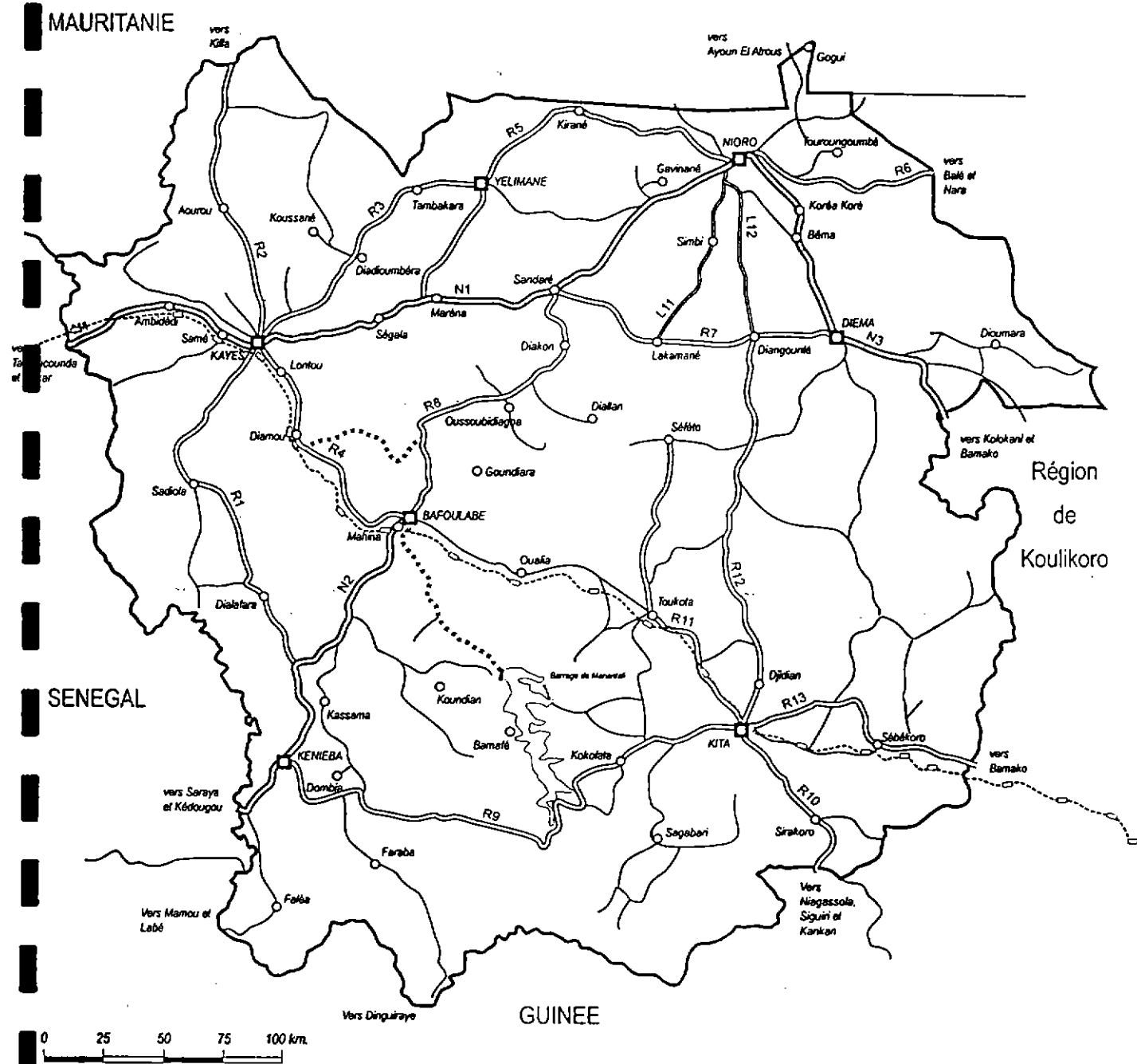
Document provisoire



- ☐ Zones assez accessibles et bénéficiant d'une forte densité de pistes inter villageoises.
 - ☐ Zones assez accessibles, proches d'un axe de circulation majeur.

LE RESEAU ROUTIER

Document provisoire



Réseau classé :

- Routes Nationales
- Routes Régionales
- Routes Locales

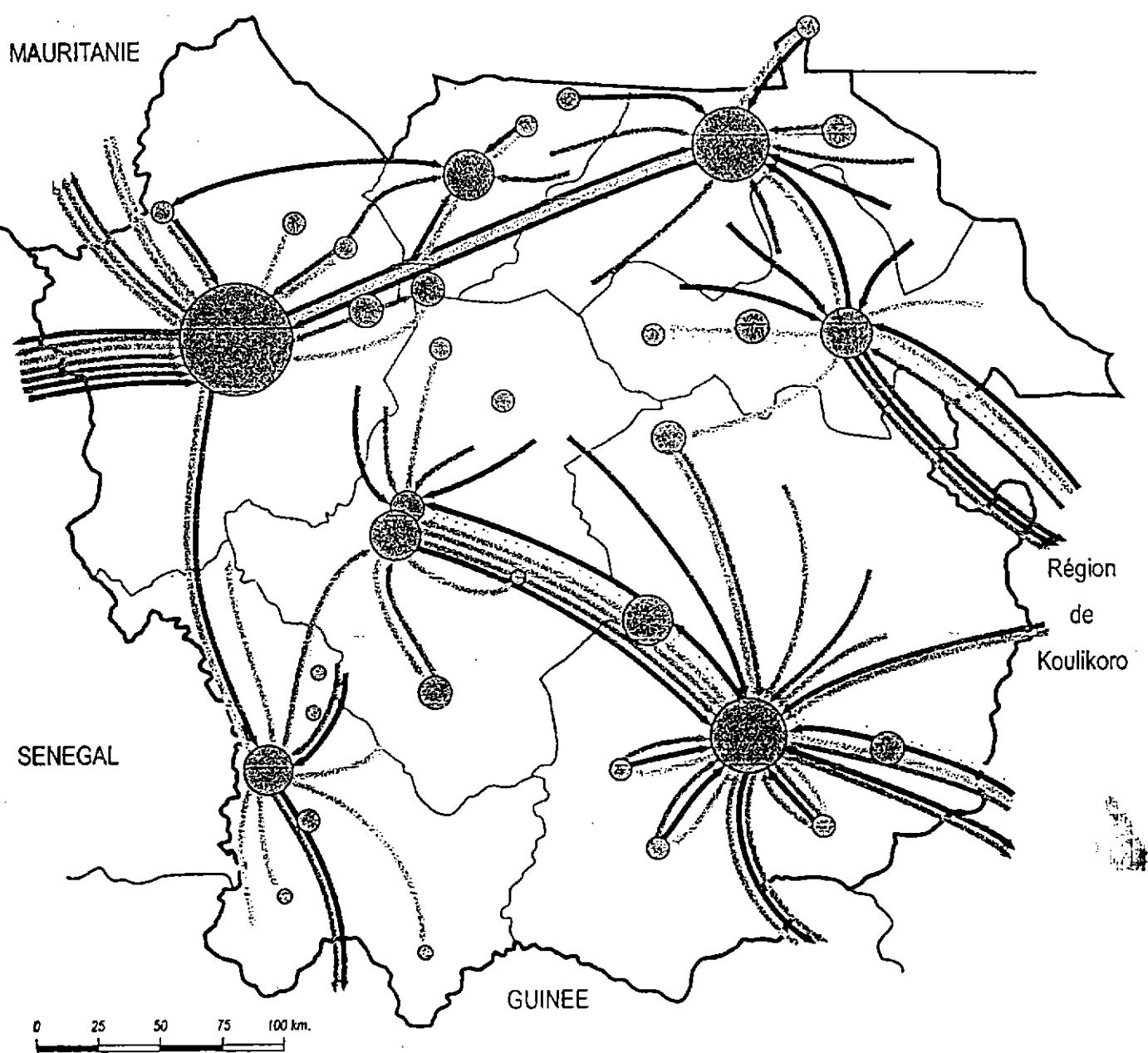
Réseau non classé :

- Pistes
- Routes et pistes d'exploitation

Chemin de fer :

- rail Dakar - Bamako
- gares




LES FLUX DE MARCHANDISES.



Marchandises :

- bétail →
- produits vivriers →
- marachers →
- arachide →
- huiles végétales →
- riz →
- poisson →

Centres d'échanges :

-  Kayes : centre d'envergure internationale
-  Centres d'envergure nationale
-  Centres régionaux

- ✓ Kayes-Sandaré-Diéma ;
- ✓ Kayes-Diboli ;
- ✓ Kita-Kati ;
- ✓ et Nioro-Gogui.

b) Le parc automobile

Tableau n°21 : situation du trafic voyageurs et marchandises

Trafic voyageurs	Nbre de véhicules		Trafic marchandises	Nbre de véhicules	
	1999	2000		1999	2000
Taxis de 4/5 places	33	45	Camions de 10 tonnes	57	122
Taxis de 9/10 places	1	4	Camions de 11 à 20 t	20	54
Camionnettes bâchées 15/16 places	17	34	Camions de 21 t et plus	0	1
Minibus de plus de 18 places	7	16	Citernes de 10 m ³	0	1
Cars de 21 places assises et plus	6	11	Citernes de 11 à 20 m ³	0	0
Véhicules particuliers	125	305	Citernes de 21 m ³ et plus	0	12
			Semi-remorques	7	32
			Tracteurs routiers	2	25
Total	189	415	Total	86	247

Source : DRT, 2001

Il est varié et se compose de 662 véhicules en 2000, dont 46% de véhicules particuliers. Les véhicules de transport les plus utilisés sont les camionnettes bâchées et les taxis. Au niveau des zones rurales, les charrettes et les camions sont fréquemment utilisés à travers les pistes rurales en mauvais état.

À l'intérieur de la région, les conditions de transport des voyageurs sont difficiles en raison de l'enclavement de la région, de l'irrégularité du trafic et des surcharges. On note plusieurs contraintes dans le secteur du transport. Il s'agit de :

- ✓ l'insuffisance et le mauvais état des pistes ;
- ✓ la faiblesse et la vétusté du parc ;
- ✓ la cherté des prix des transports ;
- ✓ l'insuffisance notoire des moyens d'entretien du réseau.

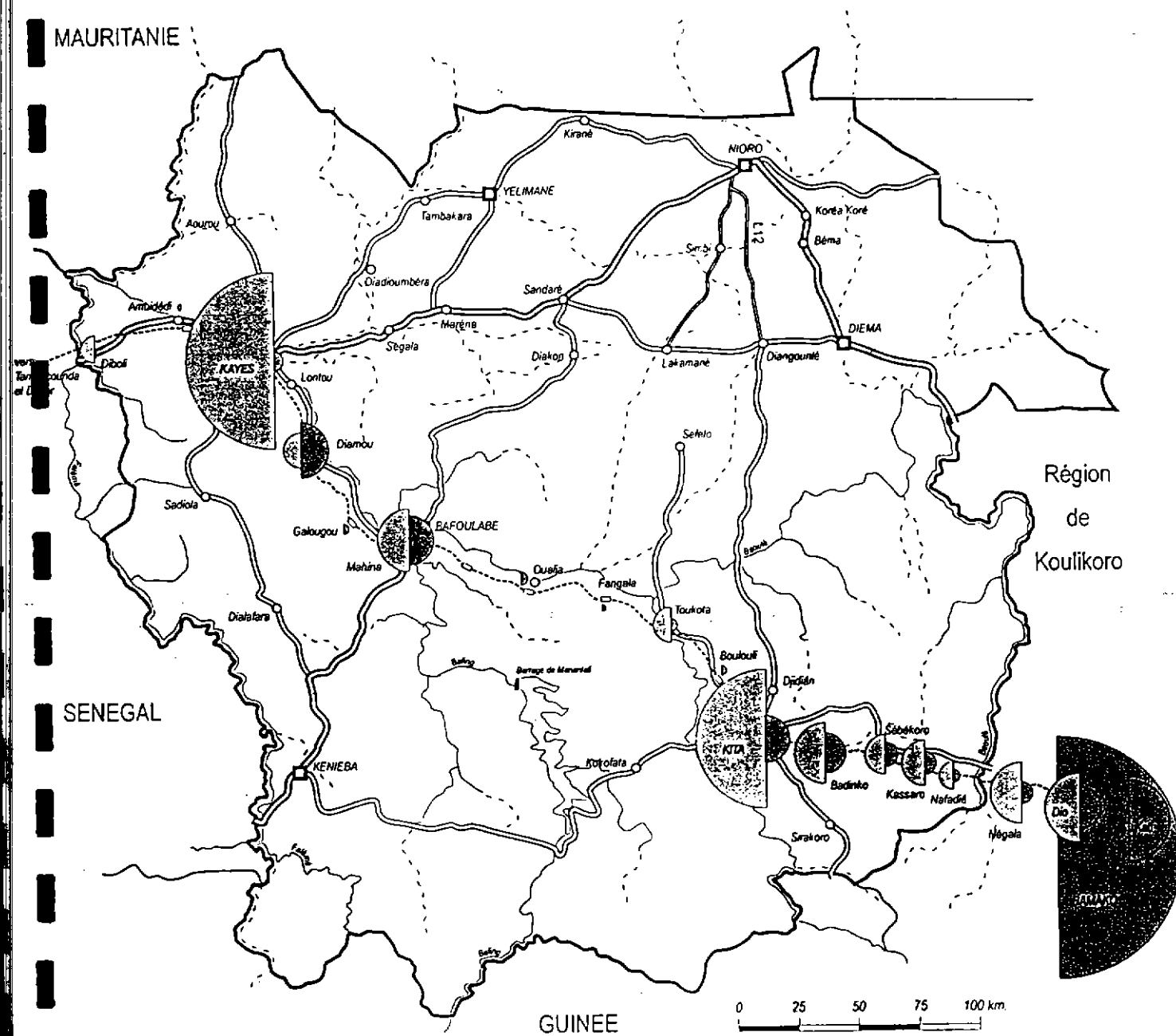
2. Le transport ferroviaire

Le chemin de fer constitue l'épine dorsale du système de communication de la région. La voie ferrée Dakar-Niger longue de 1380 km traverse la région de Kayes sur 410 km et dessert les principales gares de Diboli à Nafadjicoura. Actuellement, l'état de la voie est médiocre. L'écartement de la voie est d'un mètre et la charge maximale à l'essieu est de 17 tonnes. La vitesse moyenne des trains voyageurs est de 40 km/heure et celle des trains marchandises de 25 km/heure. Le niveau du transport actuel est estimé à 900 000 passagers et 500 000 tonnes de marchandises par an.

Toutefois la qualité du service rendu n'est pas satisfaisante en raison de la vétusté du matériel roulant et de la dégradation de la voie ferrée. À cet effet un programme de réhabilitation d'un montant de 19 510 millions est en cours de négociation avec les différents partenaires (France et Canada). Des financements ont déjà été obtenus, qui ont permis le démarrage de certains travaux. L'exploitation ferroviaire est en cours de privatisation.

FLUX DE VOYAGEURS PAR VOIE FERREE

Document provisoire



Nombre moyen mensuel de voyageurs :

Bamako : 20 700 voyageurs

1000 voyageurs



voyageurs montants

3. Le transport fluvial

Le transport fluvial occupe une place importante dans les transports de la région de Kayes, surtout avec la construction du barrage de Manantali qui a permis d'augmenter sensiblement la période de navigabilité du fleuve Sénégal. La région détient 80 km de voie navigable avec des petits arrêts/abris peu équipés. Le trafic annuel reste faible : 18 000 tonnes de marchandises. Une des composantes du programme OMVS concerne l'aménagement d'une voie navigable entre Saint-Louis et Kayes.

La situation actuelle de la navigation est liée à plusieurs facteurs : l'absence de chenal navigable en toute saison, l'inexistence d'infrastructures portuaires, l'absence de petits bateaux de transports.

4. Le transport aérien

Le niveau du service actuel est peu satisfaisant. Les aérodromes sont au nombre de neuf (9) : Kayes, Yélimané, Kéniéba, Nioro, Bafoulabé, Kita, Bangassi, Dabia et Sadiola. Les pistes de Bafoulabé et de Kita ne sont pas utilisables. Les pistes de Sadiola et de Dabia ne reçoivent que des petits avions privés.

Le fret aérien est très peu développé et concerne principalement l'exportation de l'or. Dans le cadre du programme de la CAN 2002, la ville de Kayes a bénéficié d'un aéroport international avec des équipements modernes.

En plus de la faiblesse du trafic, les contraintes sont relatives à l'exiguïté des aérodromes, au coût élevé du transport aérien, aux problèmes d'insécurité liés à la divagation des animaux et à l'absence d'éclairage des tronçons routiers reliant les aéroports aux centres-villes.

D. Télécommunications

1. Téléphone

Le réseau d'infrastructures des télécommunications est nettement insuffisant. La région compte 4 centraux téléphoniques d'une capacité totale de 3 737 lignes, soit une ligne pour 387 habitants.

Tableau n°22 : situation des équipements de communication

Localités	Capacité installée	Date de mise en service	Observations
Kayes	2500	Juscos : 1984 ZTE : 2000	Le premier central est obsolète et le matériel n'est plus fabriqué
Kita	190	1978	
Kéniéba	90	1997	
Total	2 780		

Source : SOTELMA, 2000

Au 31 décembre 2000, le parc de lignes téléphoniques raccordées était évalué à 2 973. La téléphonie rurale est assurée par plus de 30 stations qui desservent les cercles de Kayes, Nioro, Diéma, Yélimané, Kita et Bafoulabé.

La couverture téléphonique est encore faible. La répartition des infrastructures et des lignes est inégale dans les cercles de Nioro, Diéma, Yélimané et Kayes : le cercle

se traduisant par des encombrements et des perturbations constantes du réseau auxquels il faut ajouter la vétusté de l'équipement installé.

Le développement de la télécommunication dans la région se heurte aux contraintes suivantes que sont : les distances assez importantes entre les localités entraînant des coûts d'investissement assez conséquents et la faiblesse du revenu des ménages ne facilitant pas l'accès au téléphone.

En ce qui concerne les perspectives :

- ✓ l'organisation de la CAN 2002 offre l'opportunité de réaliser une station DOMSAT pour améliorer la communication entre Kayes et Bamako et son extension future ;
- ✓ l'exécution du projet fibre optique avec la réalisation de la ligne haute tension de l'énergie Manantali du programme de l'OMVS. La première phase verra le jour avec la mise en service de la liaison Bamako-Diboli au cours de l'année 2002.

2. Radio et télévision

a) Télévision

Cinq chefs-lieux de cercle (Kayes, Nioro, Kita, Kéniéba et Bafoulabé) reçoivent la télévision. Le rayon de couverture, limité à 100 km, restreint l'accès des populations.

Les autres chefs-lieux de cercle ont reçu avec le programme de la CAN 2002 des stations télévisuelles.

b) Radio

On dénombre au niveau de la région 18 stations radio qui sont essentiellement installées au niveau des chefs-lieux de cercle. Mais ces stations n'ont pas un rayon de couverture de plus de 100 km. Par conséquent, une bonne partie de la région ne capte pas la radio. Le tableau suivant donne la répartition par cercle.

Tableau n°23 : situation des radios dans la région de Kayes

Cercle	Dénomination	Localisation
Kayes	ORTM	Ville de Kayes
	Radio rurale	
	Radio Sahel	
	Radio FM-Horizon	
Kita	Radio Nostalgie	Kita
	Radio Kouroukan	
	Radio Kayira	
	Radio Djiguiya	
Nioro	Radio Kisilakan	Nioro
	Radio Jamana	
Bafoulabé	Radio Jam Sahel	Mahina Mahina Manantali Oualia
	Radio Mali Sadio	
	Radio Giumbaya	
	Radio Bafing	
Yelimané	Radio Kafo	Yélimané
	Radio rurale	
Diéma	Radio Jamana	Diéma

E. Poste

En 2000, les activités postales sont menées à travers 12 bureaux repartis comme suit :

- ✓ Kayes : 3 bureaux ;
- ✓ Bafoulabé : 3 bureaux ;
- ✓ Diéma : 1 bureau ;
- ✓ Kéniéba : 1 bureau ;
- ✓ Kita : 2 bureaux ;
- ✓ Nioro : 1 bureau ;
- ✓ Yélimané : 1 bureau.

Le trafic postal est relatif aux lettres, aux colis postaux, aux paquets et objets chargés et à l'installation des boîtes postales. Les comptes épargnes et comptes courants disparaissent de plus en plus des produits de la poste. Ils sont transférés au niveau des banques, dont la Banque de Habitat.

Le trafic postal connaît une baisse régulière de ses activités, en raison du développement de la téléphonie rurale et des voies parallèles de transmission. La poste veut révolutionner ses missions en ouvrant un bureau de la Banque de Habitat du Mali à Kayes et un bureau de Western Union. Tout comme le trafic postal, le trafic financier connaît le même sort en raison des difficultés de trésorerie que rencontre la société. Ainsi au niveau du bureau de poste du chef-lieu de région, la situation comparée de 1998 et 2000 se présente comme suit :

Tableau n°24 : évolution des opérations financières de la poste de Kayes

Désignations	1998	1999	2000
Mandats Émis			
Mandats locaux	57 669 031	149 372 091	198 143 426
Mandats Capteao	1 512 959	23 506 826	3 343 758
Mandats Extérieurs	2 792 586	6 644 926	8 461 513
Total	61 974 576	179 523 843	209 948 697
Mandats Payés			
Mandats locaux	9 776 129	40 952 611	22 575 011
Mandats Capteao	4 590 628	7 635 747	6 117 214
Mandats Extérieurs	99 492 185	254 059 492	8 461 513
Total	113 858 942	302 647 850	270 103 427

Source : ONP, 2001

L'analyse du tableau fait ressortir une évolution des opérations financières de 1998 à 2000. Ainsi, les mandats émis ont augmenté de 239% et les mandats payés de 137% pour la même période.

Les activités postales rencontrent les contraintes suivantes :

- ✓ l'enclavement de la région et le caractère rural des établissements humains ;
- ✓ la lenteur de la poste dans l'acheminement des objets confiés ;
- ✓ l'insuffisance des nouvelles technologies postales ;

V. SECTEURS SOCIAUX

A. Santé

La situation sanitaire de la population du Mali reflète le niveau de développement socio-économique du pays, qui est loin d'être satisfaisant. La part des dépenses de santé représente 6,7% du budget ordinaire et 10,8% du budget spécial d'investissement en 1999.

Selon les résultats provisoires de l'Enquête Malienne d'Évaluation de la Pauvreté 2001 (premier passage), 43,7% de la population n'est pas satisfait des prestations des services de santé dans la région. Aussi, 47,7% des ménages mettent plus de 60 minutes de parcours pour atteindre le service de santé le plus proche. Ces indicateurs montrent à suffisance les conditions sanitaires difficiles auxquelles les populations sont confrontées. Le taux de couverture sanitaire est estimé à 43% en 2000 contre 25% en 1997.

1. Situation

a) Infrastructures et équipements

Tableau n°25 : répartition des infrastructures en 2000 dans la région de Kayes

Cercles Désignation	Kayes	Bafoulabé	Diéma	Kéniéba	Kita	Nioro	Yéliman é	Total région
Hôpitaux	1							1
Centres de Santé de Cercle	1	1	1	1	1	1	1	7
Centres de Santé Communautaires	17	8	5	4	8	8	4	55
Centre de Santé d'Arrondissement Revitalisés	8	3	2	1	3	3	2	22
Centre de Santé d'Arrondissement	2	6	3	5	5	4	2	27
Cabinets privés	2	1	0	1	0	0	0	4
Cliniques médicales	1	0	0	0	1	0	1	3
Autres structures (dispensaires et cases de santé etc.)	6	5	7	3	3	6	7	37

Source : DRSP, 2001

La région dispose d'un hôpital régional et de 7 centres de santé de référence dont un dans chacun des cercles de la région. En plus de l'hôpital régional, la ville de Kayes abrite plusieurs structures sanitaires (des cliniques, le centre de santé interentreprises, le dispensaire du chemin de fer, le dispensaire militaire, etc.).

Plusieurs villages dans la région disposent de dispensaires et de centres de santé qui sont en voie de réorganisation pour devenir des centres de santé communautaires conformément à la politique sanitaire en vigueur.

Les ratios infrastructures/population se présentent comme suit en 2000 :

- ✓ 1 hôpital pour 1 438 261 habitants ;
- ✓ 1 centre de santé de cercle (deuxième échelon) pour 205 466 habitants ;
- ✓ 1 CSCOM/CSAR pour 18 679 habitants ;

- ✓ 1 centre de santé du premier échelon pour 13 829 habitants.

La répartition des différentes infrastructures laisse apparaître un réel déséquilibre entre les cercles de la région. Ainsi, le cercle de Kayes est nettement plus couvert en CSCOM/CSAR que les autres cercles.

Concernant l'équipement, seul l'hôpital régional reste moyennement pourvu. Les centres de santé de cercle disposent d'un équipement incomplet et vétuste qui a besoin d'être renouvelé. Par ailleurs, la qualité des services des structures reste insuffisante. Les centres de santé et les dispensaires souffrent d'un cruel manque d'équipement.

Des centres de santé des ex-arrondissements (CSA) ont été renforcés (bâtiment, médicament et matériel) et dotés d'Associations de Santé Communautaire (ASACO) pour être plus fonctionnels.

b) Le personnel

Tableau n°26 : répartition du personnel socio-sanitaire en 2000 dans la région de Kayes

Cercles Désignation	Kayes	Bafou- labé	Dié- ma	Kénié- ba	Kita	Nio- ro	Yélima- né	Hôpital Kayes	DRSP	Total région	DRDS- ES
Médecins résidents	14	4	5	4	7	3	5	12	5	59	0
Administrateurs sociaux	1	1	1	0	0	1	0	0	0	4	5
Techniciens supérieurs/IDE	11	7	6	6	15	10	7	18	1	83	0
Pharmaciens publics	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3	0
Infirmiers (IPC)	15	7	8	6	14	10	8	18		86	0
Sages-femmes	4	2	1	1	4	2	1	4	1	20	0
Matrones	32	16	7	11	11	10	13	5		105	0
Assistants sociaux	3	2	1	1	3	2	1	0	0	12	6

Source : DRSP, 2001

En 2000, les établissements de la région totalisaient un personnel soignant de 357 agents (y compris les matrones). Le tableau ci-dessus montre une forte concentration du personnel dans les cercles de Kayes, Kita et Nioro. Les médecins au nombre de 59 évoluent en grande partie dans le cercle de Kayes et à l'hôpital régional, soit respectivement 23,73% et 20,34%. Les techniciens supérieurs et les infirmiers sont principalement en service dans les cercles de Kayes, Kita, Nioro et à l'hôpital régional dans les proportions suivantes :

- ✓ *techniciens supérieurs* : Kayes (13,41%), Kita (18,29%), Nioro (12,20%) et hôpital régional (21,95%) ;
- ✓ *infirmiers du premier cycle* : Kayes (17,44%), Kita (16,28%), Nioro (11,62%) et hôpital régional (20,93%).

Ces deux catégories de personnel sont assez présentes en milieu rural où elles sont souvent chefs de poste. Il faut également noter la présence de matrones dans tous les cercles de la région.

L'analyse du tableau ci-dessus fait ressortir les ratios suivants :

- ✓ 1 médecin pour 24 377 habitants ;
- ✓ 1 sage-femme pour 16 874 femmes en âge de procréer ;
- ✓ 1 infirmier pour 8 561 habitants.

Ces ratios satisfaisants connaissent des disparités énormes entre les cercles de la région. Ainsi, les cercles de Kayes et de Kita, avec respectivement 14 et 7 médecins et 26 et 29 infirmiers et techniciens, ont des ratios très satisfaisants et les autres cercles connaissent un déficit de personnel soignant.

c) La morbidité

Tableau n°27 : nombre de cas et de décès liés aux pathologies par tranches d'âges, année 2000

Affections	Cas					Décès				
	< 1 an	1-4 ans	5-15 ans	> 15 ans	Total	< 1 an	1-4 ans	5-15 ans	> 15 ans	Total
Affection de la bouche/dents	432	926	1 196	2 297	4 851	0	0	0	0	0
Affections oculaires	516	748	824	1 929	3 817	0	0	0	0	0
Autres pathologies médicales	3 856	5 706	8 837	32 118	50 517	17	5	4	41	67
Diarrhée avec déshydratation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diarrhée sans déshydratation	2 478	4 009	1 781	3 320	11 588	3	4	0	1	8
Fièvre paludisme	5 967	15 611	18 589	33 226	73 393	47	96	78	121	342
IRA (angine, otite, trac)	1 737	2 718	2 300	3 439	10 194	0	0	0	0	0
Malnutrition protéino-calorique	303	934	132	57	1 426	6	6	0	0	12
Méningite céréb.	14	21	50	59	144	2	1	8	7	18
Plaies, brûlures, traumatismes	750	2 513	4 498	7 773	15 534	0	0	2	13	15
Poliomyélite	0	1	2	0	3	0	0	0	0	0
Rougeole	12	50	32	21	115	0	1	0	0	1
Schistosomiase urinaire	26	390	2 044	1 734	4 194	0	0	0	0	0
Syphilis endémique	20	99	216	574	909	0	0	0	0	0
Tétanos	10	0	1	3	14	5	0	0	1	6
Toux < 15 jours, IRA Basses (Pn)	4 009	6 697	5 815	7 847	24 368	6	6	0	11	23
Toux > 15 jours (tuberculose)	173	346	197	600	1 316	0	0	0	2	2
Trachome	14	31	176	209	430	0	0	0	0	0
Troubles liés à la grossesse	0	0	60	3 557	3 617	0	0	0	2	2
Troubles liés à l'accouchement	0	0	26	1 019	1 045	0	0	0	4	4
Ulcération génitale	4	9	64	854	931	0	0	0	0	0
Urétrite aiguë	51	202	566	2 625	3 444	0	0	0	0	0
Total	20 372	41 011	47 406	103 062	211 851	86	119	92	203	500

Source: DRSP, 2001

En 2000, dans l'ensemble de la région l'état général de la population est assez satisfaisant. Les principales maladies de la région sont par ordre d'importance :

- ✓ le paludisme, qui constitue au niveau de tous les cercles la principale cause de consultation (35% des cas) ;
- ✓ les infections respiratoires aiguës (16,31% des cas) ;
- ✓ les plaies, traumatismes et brûlures (7,33% des cas) ;
- ✓ les maladies diarrhéiques (5,47% des cas) ;
- ✓ les MST/SIDA sont plus fréquentes dans les centres urbains et les zones de migration.

Cette morbidité est la conséquence des conditions climatiques défavorables et de la situation dégradée du cadre de vie des populations (habitats insalubres, assainissement/hygiène médiocre).

Aussi, par rapport à la mortalité dans la région, le paludisme constitue la principale cause de décès (68,4%), suivi des infections respiratoires aiguës (0,05%) et de la méningite cérébro-spinale (0,04%).

d) Santé maternelle et infantile

Au Mali, la mortalité maternelle est estimée à 577 décès pour 100 000 naissances vivantes selon EDSII.

Les facteurs de décès maternel dans la région sont :

- ✓ la fréquence des accouchements non assistés : en 1999 et 2000, les accouchements assistés représentaient 19% des naissances attendues ;
- ✓ la non-généralisation des consultations prénatales : en 1999 et 2000, les consultations prénatales ont été estimées à 31% au niveau de toutes les structures de la région ;
- ✓ les grossesses précoces et rapprochées ;
- ✓ le nombre élevé de grossesses par femme.

Le taux de mortalité infanto-juvénile de la région est l'un des plus forts du Mali (259 décès pour mille naissances vivantes en 1996). Cette forte mortalité trouve ses raisons dans :

- ✓ le faible niveau de couverture vaccinale des enfants au PEV (60% pour B.C.G. et 38% pour DTCP3, 44% pour le vaccin anti-rougeole en 2000) ;
- ✓ le fort taux de malnutrition des enfants (en 1996, 33,3% souffraient de retard de croissance et 38% d'insuffisance pondérale) ;
- ✓ les nombreuses naissances à domicile (estimée à 81% en 1999 et 2000) avec des mères non vaccinées contre le tétanos ;
- ✓ la mauvaise qualité des eaux de boisson provenant de sources non protégées et qui provoquent des diarrhées fréquentes ;
- ✓ la recrudescence des maladies infectieuses et parasitaires.

e) Les programmes et autres acteurs

Outre les programmes nationaux (PRODESS, PEV, les programmes de lutte contre le paludisme, le SIDA, la tuberculose), la région bénéficie de l'appui de partenaires parmi lesquels : UNICEF, Plan International, l'ACAUPED, l'USAID, le FED, Global 2000, l'AMADE, la SEMOS, etc.

À toutes ces actions s'ajoute la participation des populations à travers les associations de santé communautaire qui ont vulgarisé l'initiative de Bamako. On note aussi l'apport très

appréciable des émigrés et de la coopération décentralisée dans la mise en place des infrastructures et des équipements.

2. Les contraintes

Les contraintes du secteur de la santé sont diverses et variées. Il s'agit de :

- ✓ l'inaccessibilité des infrastructures sanitaires à cause de leur éloignement et de l'enclavement de la région ;
- ✓ l'insuffisance et la vétusté de l'équipement qui réduisent la qualité des soins ;
- ✓ l'insuffisance et la mauvaise répartition du personnel de santé ;
- ✓ la non-fonctionnalité de certains comités de gestion ;
- ✓ le manque d'entretien des infrastructures sanitaires ;
- ✓ l'insuffisance des moyennes logistiques et le mauvais état de l'existant.

B. Développement social

Les autorités de la Troisième République ont fait de la lutte contre la pauvreté l'axe central des actions de développement du pays.

1. Situation

L'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté a estimé dans son rapport de 1999 que plus de la moitié de la population (55,2%) de la région de Kayes souffre de la pauvreté humaine, « c'est à dire des trois formes fondamentales de dénuement que constituent les déficits de longévité, dans le domaine de l'instruction et en termes de conditions de vie (accès à l'eau potable, aux services de santé et malnutrition des enfants de moins de 3 ans) ». Le même document a évalué l'Indice de Développement Humain (IDH) de la région à 0,340 en 1998 contre 0,333 pour l'ensemble du Mali. Par ailleurs le revenu moyen par habitant et par an est estimé à 166 462 F CFA pour la région.

En plus de cette proportion importante de la population démunie, la pauvreté touche de façon générale les groupes vulnérables comme les enfants en situation particulièrement difficile, les femmes responsables de famille, les personnes âgées, les handicapés et les personnes atteintes du VIH/SIDA.

a) Les enfants en situation particulièrement difficile

Ils sont constitués par les « Alimodu », les enfants apprentis, les enfants exerçant des petits métiers, les enfants domestiques, les enfants en conflit avec la loi et les enfants handicapés.

La région connaît de manière historique un développement de foyers religieux. Le nombre n'est pas connu. Toutefois, en 1999, une enquête menée dans la commune de Kayes a dénombré 1877 enfants en besoin de protection spéciale. Le sort des enfants en situation difficile reste préoccupant dans la région ; la grande majorité des talibés continue de vivre des situations dramatiques marquées par :

- ✓ une situation alimentaire et nutritionnelle inquiétante ;
- ✓ une situation sanitaire préoccupante ;
- ✓ un cadre de vie très précaire.

Les enfants en conflit avec la loi, les enfants orphelins et ceux ne bénéficiant pas de soutien familial vivent pour la plupart dans la rue et sont sujets à la délinquance. Cette situation nécessite des actions urgentes, mais bien ciblées à l'endroit de ce groupe particulièrement vulnérable.

b) Les femmes responsables de famille

c) Les personnes âgées

Les personnes âgées représentent 6% de la population totale de la région de Kayes, soit 82 459 habitants en 1998. Ce groupe connaît essentiellement des problèmes de prise en charge sanitaire liés à la vieillesse, de structures d'accueil et de manque d'occupation. Il existe un bureau des personnes âgées dans tous les cercles de la région.

d) Les personnes handicapées

La population handicapée dénombrée en 1998 (RGPH) s'élève à 86 475 personnes, soit 6,9% de la population régionale. Les malvoyants représentent 26,8% des handicapés et les infirmes des membres 20%. Au niveau des chefs-lieux de cercle de la région, il a été dénombré 735 handicapés en 2000 (tout handicap confondu).

Ce groupe rencontre des difficultés relatives à l'appareillage, à la scolarisation, à la formation professionnelle et à la réinsertion socio-économique.

e) Les personnes atteintes du VIH/SIDA

En l'absence de dépistage systématique, les porteurs du VIH/SIDA ignorant de leur maladie sont frustrés du droit de se l'approprier et de préparer leur départ, tandis qu'ils risquent de transmettre le virus à leur(s) conjoint(es) et à leurs jeunes enfants.

Encore les porteurs du VIH/SIDA déclarés sont-ils marginalisés, en l'absence de prise en charge médicale et psychosociale.

Le taux de prévalence régional de l'infection à VIH/SIDA est apparemment faible (3% en 1994). Or l'hôpital régional de Kayes observe une augmentation notable des cas de VIH/SIDA. Précisément, deux facteurs de propagation de la maladie ont été identifiés :

- ✓ les sites aurifères constituent des zones d'attraction économique et de concentration humaine avec la présence de groupes à haut risque ;
- ✓ la région est caractérisée par une forte migration externe, des jeunes en particulier, avec pour conséquence la banalisation de certains comportements sexuels à risque.

Aussi la pandémie menace-t-elle de se développer. Prévention, dépistage et prise en charge doivent être entrepris de front en vue d'enrayer l'épidémie.

2. Potentialités

Les mutuelles constituent un mécanisme de protection, de prévoyance sociale et une source de financement dont l'impact peut être décisif dans la lutte contre l'exclusion.

Suite au programme d'appui au développement de la mutualité au Mali entrepris en 1997, l'Union Technique de la Mutualité a été mise en place en 1998. Elle ambitionne de « regrouper, coordonner et animer sur le plan national les différentes mutuelles dans le but de renforcer la solidarité entre les groupements mutualistes par les missions spécifiques d'assurance ».

Un bureau régional a ouvert ses portes à Kayes fin février 1999. L'installation de cette antenne a été motivée par la présence dans la première région de la MME (Mutuelle des Maliens de l'extérieur). En 2000, la Mutuelle interprofessionnelle de Kayes (MIPROKA) a été créée. L'activité mutualiste se développant dans la région, d'autres mutuelles présentes au niveau national mais non dans la première région se sont implantées à Kayes et ont débuté une collaboration avec l'UTM. C'est le cas de la MUTAM (mutuelles des artisans) et dans une moindre mesure pour le moment de la MUTEK (mutuelle des enseignants).

C. Éducation et formation

En matière d'éducation et de formation, la région de Kayes présente une situation peu enviable par rapport aux autres régions du pays. En dépit de l'engagement de la population dans le domaine de l'éducation, l'ensemble du système est caractérisé par des déficits et contraintes persistant tant au plan des infrastructures, des équipements et capacités d'accueil qu'au plan du personnel de formation et d'encadrement. Le système présente également des disparités intra-régionales s'exprimant en termes de déséquilibre entre les cercles de la région de Kayes.

Un examen minutieux du système éducatif malien issu de la réforme de 1962 et les études récentes du PRODEC font apparaître que le système éducatif est caractérisé par :

- ✓ de faibles taux d'inscription et de scolarisation, présentant des disparités régionales entre centres urbains et zones rurales ainsi qu'entre sexes ;
- ✓ un rendement interne et externe bas ;
- ✓ une articulation des cycles et une cohérence interne déséquilibrées ;
- ✓ une insuffisance du personnel enseignant et de la capacité d'accueil de l'école ;
- ✓ une dégradation persistante du cadre de vie et des conditions de travail du personnel enseignant.

Depuis 1992 l'école malienne connaît un début de solution notamment sur le plan de l'amélioration du taux, il faudra cependant entreprendre des changements profonds pour pouvoir faire face à une demande sociale d'éducation croissante.

Au niveau de la région, plusieurs ordres d'enseignement sont présents :

- ✓ éducation préscolaire ;
- ✓ enseignement fondamental ;
- ✓ enseignement secondaire général ;
- ✓ enseignement technique et professionnel ;
- ✓ enseignement normal ;
- ✓ alphabétisation.

1. Éducation préscolaire

Les institutions préscolaires, au nombre de 16, sont réparties comme suit : 3 pour le Centre d'Animation Pédagogique de Bafoulabé, 1 pour Diéma, 7 pour Kayes Rive Gauche, 3 pour Kita et 2 pour Nioro. Les Centres d'Animation Pédagogique de Kéniéba, Yelimané et Kayes Rive Droite ne disposent d'aucune structure de cet ordre. Les jardins d'enfants existants souffrent de l'insuffisance de personnel qualifié et d'infrastructures adaptées.

L'éducation préscolaire est caractérisée par :

- ✓ un faible taux de couverture géographique ;
- ✓ une concentration des établissements dans les chefs-lieux de cercle et dans la ville de Kayes (44%) en 2000-2001.

2. Enseignement fondamental

a) Enseignement fondamental premier cycle

➤ Situation

Cette situation est résumée dans le tableau ci-après.

Tableau n°28 : situation des infrastructures, des effectifs et du personnel du premier cycle de l'enseignement fondamental

CAP	1998-1999			1999-2000			2000-2001		
	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel
Kayes R.D.							239	10 829	160
Kayes R.G.							343	25 460	374
Total Kayes	505	32 247	446	514	33 993	436	582	36 289	534
Bafoulabé	248	14 582	170	213	14 839	156	236	16 959	228
Diéma	82	5 055	59	81	5 280	55	111	6 576	85
Kéniéba	98	7 447	89	94	8 189	84	116	9 238	84
Kita	263	32 607	317	373	33 711	337	488	37 290	410
Nioro	107	5 959	81	110	6 259	74	114	6 517	87
Yelimané	102	5 558	68	107	5 945	54	118	6 263	73
Région	1 405	103 455	1 230	1 492	108 216	1 196	1 765	119 132	1 501

Source : AEK, 2001

L'analyse du tableau ci-dessus fait ressortir les constats suivants :

- ✓ une répartition inégale des infrastructures, des effectifs et du personnel entre les cercles de la région. Les cercles de Kita et de Kayes regroupaient plus de 50% des classes en 1998-1999 et plus de 60% des effectifs pendant la même période. En 2000-2001, la région de Kayes compte 426 écoles du premier cycle constituées de 1765 classes (dont 60,6% dans les cercles de Kayes et de Kita ; pour les effectifs les deux cercles totalisent 60,72% de l'effectif régional).
- ✓ Des disparités importantes entre villes et campagnes : à titre d'exemple, dans le cercle de Kayes la ville de Kayes compte en 2000-2001 37 écoles sur les 111 écoles du cercle, soit 33,33%.
- ✓ Une population scolaire et un personnel en croissance relative.
- ✓ Des ratios satisfaisants : en 2000-2001, on compte 63 élèves par classe (contre 73 en 1998-99) et 79 élèves pour un enseignant (contre 84 pendant la même période). Toutefois on constate des effectifs pléthoriques dans les zones urbaines allant souvent jusqu'à 150 élèves par classe.

L'enseignement fondamental mobilise de gros efforts et d'importants investissements dans le système éducatif du Mali. En 1998-99, la région abritait 385 écoles du premier cycle comprenant 1405 salles de classes accueillant 103 455 élèves dont 39 428 filles (soit 38,11% des effectifs) contre 426 écoles du premier cycle, 1765 salles de classes et 119 132 élèves en 2001.

L'enseignement fondamental inclut également les medersa et les écoles communautaires.

Seul le cercle de Kita dispose de Centres d'Éducation pour le Développement.

➤ Taux brut de scolarité (TBS)

Tableau n°29 : évolution du taux de scolarisation en premier cycle de l'enseignement fondamental par cercle dans la région de Kayes

CAP	1998-1999			1999-2000			2000-2001		
	Effectifs scolarisés	Effectifs scolarisables	TBS (%)	Effectifs scolarisés	Effectifs scolarisables	TBS (%)	Effectifs scolarisés	Effectifs scolarisables	TBS (%)
Kayes	32 247	57 501	56,08	33 993	59 316	57,31	36 289	60 879	59,61
Bafoulabé	14 582	30 915	47,17	14 839	31 890	46,53	16 959	32 730	51,81
Diéma	5 055	25 329	19,96	5 280	26 125	20,21	6 576	26 816	24,52
Kéniéba	7 447	23 772	31,37	8 189	24 522	33,39	9 238	25 168	36,70
Kita	32 607	54 050	60,37	33 711	55 755	60,46	37 290	57 225	65,16
Nioro	5 959	30 855	19,31	6 259	31 828	19,66	6 517	32 668	19,95
Yelimané	5 558	20 974	26,50	5 945	21 636	27,48	6 263	22 206	28,20
Région	103 455	243 396	42,50	108 216	251 075	43,10	119 132	257 692	46,23

Source : DRPS, 2001

Le taux brut de scolarisation de la région reste dans une dynamique de croissance continue, passant de 42,50% en 1998 à 46,23% en 2000. Ce niveau reste en deçà de la barre de 50% retenue par les objectifs de l'éducation pour l'horizon 2000.

Si les cercles de Kayes, Kita et Bafoulabé ont des taux bruts de scolarisation de plus de 50%, ceux de Kéniéba, Diéma, Nioro et Yelimané sont encore en-dessous de cet objectif.

Cette situation s'explique par les effets conjugués de l'insuffisance des infrastructures et du personnel, des pesanteurs socioculturelles et des déperditions dues aux faiblesses du système (classes à doubles vacations, niveau de certains contractuels).

➤ La scolarisation des filles

Tableau n°30 : évolution du taux brut de la scolarisation par sexe

Années	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Garçons	52,27	53,01	55,75
Filles	32,47	33,15	36,66
Ensemble région	42,50	43,10	46,23
Écart garçons-filles	19,80	19,86	19,09

Source : DRPS, 2001

À l'instar du projet « J'aime être comme les filles qui vont à l'école », la scolarisation des filles englobe les aspects du relèvement du taux de scolarisation des filles, du rétablissement de la parité garçons et filles et du maintien des filles à l'école. Au regard du relèvement du taux de scolarisation, on note une amélioration du taux passant de 32,47% en 1998 à 36,66% en 2000, soit un accroissement de 4,19 points.

L'évolution du taux de scolarisation des filles se fait sentir surtout dans les cercles de Kayes, Kita et Bafoulabé.

La discrimination entre filles et garçons perdure en dépit de la sensibilisation menée par l'ensemble des acteurs et partenaires de l'école. Plusieurs facteurs expliquent ce comportement :

- ✓ l'astreinte des filles aux tâches domestiques ;
- ✓ le refus des parents de laisser les filles fréquenter des écoles trop distantes du lieu de résidence et surtout en milieu rural ;

- ✓ la conviction des parents que la place de la fille est à la maison ;
- ✓ le mariage précoce des filles ;
- ✓ le poids de la religion.

b) Enseignement fondamental second cycle

➤ Situation

Tableau n°31 : situation des infrastructures, des effectifs et du personnel du second cycle de l'enseignement fondamental

CAP	1998-1999			1999-2000			2000-2001		
	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel
Kayes	92	4 232	151	103	5 150	132	114	5 708	199
Bafoulabé	27	1 237	53	27	1 623	66	35	1 793	73
Diéma	7	310	12	7	423	21	9	483	17
Kéniéba	12	602	21	15	760	40	20	849	30
Kita	63	2 887	111	65	3 260	112	75	3 951	127
Nioro	18	671	29	18	787	25	18	947	32
Yelimané	15	381	21	15	483	29	15	507	31
Région	227	10 320	398	250	12 486	425	286	14 748	509

Source : AEK, 2001

Le nombre d'écoles du second cycle de l'enseignement fondamental est passé de 63 en 1998-99 à 76 en 2000-2001. Pendant la même période, les effectifs sont passés de 10 320 élèves à 14 748, soit une augmentation de 43% en 3 ans. L'analyse du tableau donne les indicateurs suivants :

- ✓ ratio élèves/maître : de 26 élèves en 1998-1999 à 29 élèves en 2000-2001 ;
- ✓ ratio élèves/classe : de 45 élèves en 1998-1999 à 52 en 2000-2001 ;
- ✓ une répartition inégale des infrastructures, du personnel et des effectifs entre les cercles.

➤ Évolution du taux de scolarisation par sexe et par cercle au second cycle

Tableau n°32 : évolution du taux brut de la scolarisation du second cycle de l'enseignement fondamental par sexe

Années Cercles	1998-1999			1999-2000			2000-2001		
	TBS garçons	TBS filles	TBS garçons et filles	TBS garçons	TBS filles	TBS garçons et filles	TBS garçons	TBS filles	TBS garçons et filles
Kayes	23,56	10,43	17,21	27,50	13,14	20,57	31,25	16,39	24,06
Bafoulabé	15,04	5,14	10,08	19,72	6,26	13,00	21,52	6,33	13,91
Diéma	4,50	1,07	2,83	6,08	1,37	3,80	6,68	1,57	4,20
Kéniéba	11,10	2,94	7,11	13,60	3,82	8,81	14,63	4,24	9,54
Kita	18,60	6,52	12,81	20,75	7,08	14,20	24,64	8,05	16,68
Nioro	6,45	2,94	4,80	7,20	3,64	5,53	8,13	4,56	6,44
Yélimané	7,36	1,23	4,45	9,02	1,67	5,54	8,85	2,08	5,63
Région	14,57	5,48	10,20	17,18	6,64	12,10	19,44	7,87	13,84

Source : AEK, 2001

Il ressort du tableau ci-dessus que le second cycle se caractérise par de faibles taux de scolarisation présentant des disparités entre les cercles et entre les sexes. Entre 1998 et 2000, le taux de scolarisation du second cycle est passé de 10,20% à 13,84%, soit un gain

de 3,64 points pour les deux sexes. Pour la même période, le taux brut de scolarisation des garçons est passé de 14,57% à 19,44%, contre 5,48% à 7,87% pour les filles.

c) Les contraintes de l'enseignement fondamental

En dépit des progrès réalisés en matière de scolarisation, des contraintes existent :

- l'insuffisance :
 - ✓ de mobilier scolaire ;
 - ✓ de personnel et de personnel qualifié pour l'encadrement des enfants ;
 - ✓ de matériel didactique ;
 - ✓ d'infrastructures.
- Les difficultés de prise en charge nutritionnelle et sanitaire des enfants.

Malgré ces contraintes, l'école bénéficie d'atouts considérables :

- ✓ le regain d'intérêt des populations pour l'école ;
- ✓ la présence de certains partenaires et d'acteurs intervenant en faveur de l'école. Il s'agit entre autres de l'UNICEF, de la Fondation Paul Gerin Lajoie, du Plan International, du PRODEC, du GREF, des APE, des CGS, de l'association Autremonde, etc.
- ✓ La décentralisation impliquant petit à petit les communautés et les collectivités.

3. Enseignement secondaire général

L'enseignement secondaire général compte quatre établissements : les lycées de Nioro, Kita, Kayes et Bafoulabé. Le lycée de Kéniéba a ouvert ses portes en octobre 2001.

a) Situation

Tableau n°33 : infrastructures, effectifs et personnel des lycées

Lycées	1998-1999			1999-2000			2000-2001		
	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel
Kayes	35	1 439	47	40	1 528	42	40	1 491	45
Bafoulabé				6	97	11	12	232	11
Kita	10	561	20	12	686	19	10	745	27
Nioro	10	301	16	10	353	16	10	371	13
Total	55	2301	83	68	2664	88	72	2 839	96

Source : AEK, 2001

Les quatre établissements comptaient, en 2000/2001, 2839 élèves pour 72 salles de classe contre 2301 en 1998/99 pour 55 salles de classe. Le ratio élèves/classe est passé de 42 en 1998/99 à 39 en 2000. Ce ratio paraît satisfaisant mais cache des disparités entre les établissements. Ainsi à Kayes et à Kita les effectifs sont pléthoriques dans les classes et on a même recours au système de rotation des élèves dans les salles de classe.

L'effectif du personnel connaît une évolution, passant de 83 à 96 entre 1998 et 2000 grâce au recrutement de contractuels, toutefois il faut noter un déficit de professeurs dans toutes les disciplines.

b) Contraintes

En dépit des efforts menés par les autorités, des contraintes importantes pèsent sur l'enseignement secondaire général. Il s'agit de :

- ✓ l'insuffisance des infrastructures, des équipements et des outils pédagogiques (bibliothèques et laboratoires) ;
- ✓ la faible couverture de l'enseignement secondaire (tous les cercles ne disposent pas d'établissement d'enseignement secondaire) ;
- ✓ la vétusté de certaines infrastructures ;
- ✓ les mauvaises conditions d'accueil des élèves entraînant un taux élevé de déperdition (problèmes d'hébergement pour les élèves) ;
- ✓ le déficit de personnel enseignant ;
- ✓ l'instabilité de l'école ces dernières années ;
- ✓ l'insuffisance du personnel.

4. Enseignement technique et professionnel

Il existe dans la région trois écoles de formation professionnelle : l'Institut de Formation Professionnelle (IFP), le Collège Technique Moderne (CTM) et le Centre d'Apprentissage Agricole (réouvert pour la rentrée 2000-2001).

a) Situation

Tableau n°34 : infrastructures, effectifs et personnel de l'IFP et du CTM

Centres de formation	1998-1999			1999-2000			2000-2001		
	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel	Salles de classe	Effectifs	Personnel
IFP	13	707	21	13	823	21	16	912	30
CTM	8	154	23	10	251	27	9	241	25
Ensemble	21	861	44	23	1074	49	25	1154	55

Source : AEK, 2001

De 1998/99 à 2000/2001, les effectifs de l'enseignement technique et professionnel sont passés de 861 à 1154 élèves, soit une augmentation de 293 élèves en 3 ans ; les salles de classe sont restées stables pendant la même période.

b) Contraintes

Le secteur souffre de plusieurs difficultés :

- ✓ l'insuffisance et l'obsolescence des équipements et des moyens pédagogiques ;
- ✓ la faible capacité d'accueil des structures existantes (la rotation des élèves est pratiquée depuis plusieurs années) ;
- ✓ l'inadéquation entre la formation et l'offre d'emploi et la valorisation du potentiel économique régional ;
- ✓ la non-utilisation de l'outil informatique par les élèves dans les établissements ;
- ✓ une offre de formation dominée par le tertiaire, la section mécanique auto venant d'être introduite à l'I.F.P de Kayes ;
- ✓ l'inexistence de matériels informatiques ;
- ✓ l'insuffisance de centre de formation agricole ;
- ✓ l'absence de centre de formation de santé au niveau régional.

5. Enseignement normal

L'Institut de Formation des Maîtres compte 581 élèves maîtres dont 194 filles en 2000/2001. Ils sont encadrés par 38 professeurs dont 3 femmes. L'établissement ne dispose pas de laboratoire et de terrain de sport. Les bureaux sont insuffisants. Il n'existe pas de modèle de femme enseignante au niveau des centres ruraux.

6. Alphabétisation (enseignement non formel)

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, avril 1998) a estimé le taux d'alphabétisation à 11,3% dans la population âgée de 12 ans et plus (dont 6,5% pour les femmes). Il faut noter qu'avec le concours des ONG et des projets, plus de 700 centres d'alphabétisation fonctionnent dans la région. Ils ont encadré 9774 auditeurs en 2000, dont 34,44% de femmes, et 2353 néo-alphabètes, parmi lesquels 31,56% de femmes.

Le secteur souffre des contraintes suivantes :

- ✓ une insuffisance de matériel didactique ;
- ✓ la réticence des maris face à l'alphabétisation des femmes ;
- ✓ l'instabilité des animateurs ;
- ✓ le manque de communication des statistiques de l'alphabétisation par certains projets et ONG ;
- ✓ le manque de local pour abriter les cours d'alphabétisation.

D. Jeunesse et sports

En raison de l'importance de la tranche de la population qu'il mobilise (plus de 50% de la population de la région), le secteur de la jeunesse et des sports occupe une place importante et doit constituer une des priorités des collectivités locales. Dans le domaine du sport, on dénombre 17 clubs de football affiliés à la fédération nationale et 3 clubs de basket-ball. Les autres disciplines ne sont pratiquées qu'à travers le SIGUI (club régional de sport). Les besoins de la jeunesse sont très loin d'être satisfaits. La région est caractérisée par la pauvreté des infrastructures tant au plan quantitatif que qualitatif dans le domaine du sport ainsi que pour les autres activités culturelles, socio-éducatives et l'emploi des jeunes. On note également un déséquilibre entre le cercle de Kayes et les autres cercles de la région.

1. Situation

Tableau n°35 : répartition des infrastructures de jeunesse

Cercles Désignation	Kayes	Bafoulab é	Diéma	Kéniéba	Kita	Nioro	Yélimané	Total région
Stades	3				1	1		5
Athlétisme	1							1
Football	9	2	1	1	1	1	1	16
Basket-ball	6	1	1	1	1	1	1	12
Hand-ball					1			1
Boxe	1							1
Judo	2							2
Aïkido	2							2
Karaté (dojos)	3				1	1		5
Tennis de table	2							2

Source : DRJSAC, 2001

Sur le plan sportif, la région dispose d'un stade de hautes compétitions implanté dans la ville de Kayes et de terrains municipaux clôturés ou non et non équipés dans la plupart des chefs-lieux de cercle de la région. On note également l'existence d'aires de sport par endroit servant de terrains de football dans les villages.

En dehors du football, du basket-ball et des arts martiaux, les autres disciplines sont laissées au stade primaire en raison du manque de moyens et d'équipements.

Sur le plan des activités culturelles et socio-éducatives, on note l'inexistence de centres de formation à travers la région. Les infrastructures à vocation multi-fonctionnelle (théâtre, danse et spectacles) manquent d'équipements et de moyens logistiques (maison des jeunes et carrefour des jeunes).

L'insuffisance des infrastructures et des équipements n'a pas étouffé la dynamique des activités des jeunes. Les associations culturelles et sportives de jeunes s'organisent pour rehausser et perpétuer le fonds culturel de la région de Kayes et de ses différentes ethnies.

Il faut noter que la préoccupation fondamentale des jeunes de la région est de s'orienter vers des projets de développement porteurs d'emploi, d'autant que la région dispose d'importantes potentialités.

2. Contraintes

En plus des déficits en matière d'infrastructures et d'équipements, les blocages du secteur tiennent à d'autres facteurs :

- ✓ la faible scolarisation de toutes les zones de la région ;
- ✓ l'insuffisance de la formation professionnelle ;
- ✓ la faiblesse des revenus des populations ;
- ✓ la non prise en charge des jeunes dans les programmes de développement de la région ;
- ✓ l'inaccessibilité des jeunes aux financements des projets productifs ;
- ✓ les difficultés d'accès à la terre et à d'autres moyens de production.

E. Culture

Le patrimoine culturel de la région est riche et varié. Il est l'héritage exceptionnel d'un passé prestigieux. La région de Kayes recèle des potentialités inestimables dans le domaine culturel, mais leur valorisation demeure insuffisante.

1. Situation

Tableau n°36 : répartition des infrastructures

Cercles Désignation	Kayes	Bafou- labé	Diéma	Kéniéba	Kita	Nioro	Yélimané	Total région
Centre culturel	2				1			3
Bibliothèque (OLP)	1	1	1	1	1	1	1	7
Salle de spectacles	1	1	1	1	1	1	1	7
Cinéma	1				2			3
Foyer de jeunes/ maison de jeunes	1							1

Source : DRJSAC, 2001

La région de Kayes dispose de trois centres culturels et d'un centre de documentation. Les infrastructures de diffusion culturelle se résument essentiellement aux salles et aires de spectacles, aux bibliothèques, aux cinémas, aux foyers et aux maisons de jeunes, etc.

Si la ville de Kayes dispose d'une salle de spectacles (Théâtre Massa Makan Diabaté) et de foyers de Jeunes (carrefour des jeunes et Amicale), à l'intérieur de la région les maisons et les foyers de jeunes sont en mauvais état et manquent d'équipements adéquats entraînant ainsi une baisse des activités.

Toutefois les énormes atouts et potentialités existants peuvent impulser une dynamique culturelle très appréciable et faire de la région un centre de valorisation de notre tradition culturelle.

- Le patrimoine matériel

Il s'exprime à travers le bâti et traduit la richesse architecturale des édifices anciens (monuments témoins de l'histoire de notre société). Le recensement des sites et monuments de la région fait ressortir entre autres : le Tata de Koniakary, le fort de Médine, la mosquée d'El Hadj Omar à Nioro, les falaises de la Tambaoura, la Sainte Marie de Kita, etc.

Ce patrimoine se dégrade en l'absence d'une politique de protection, de réhabilitation et de stratégies efficaces de valorisation.

- Le patrimoine immatériel

Ce sont les traits spécifiques de civilisation des populations de la région : modes et arts de la vie, valeurs spirituelles, chants et danses des terroirs, etc. À l'exception des œuvres issues des semaines locales, régionales et biennales, il n'existe pas de base de données sur le patrimoine immatériel.

Du fait des agressions culturelles de toutes sortes et de l'inexistence de programmes de restauration et de conservation, il reste à craindre la déperdition totale des us et coutumes entraînant une perte de repères essentiels de notre société, particulièrement pour les jeunes.

- Les activités culturelles

Les festivals de Kita et de Khasso Niogo, bien qu'à leur première édition, restent des acquis dans la région. À ceux-ci s'ajoutent les fêtes traditionnelles, la Semaine de l'Amitié et de la FRaternité (SAFRA), le festival annuel Madi Kama Musodo et la tripartite Kéniéba (Mali)-Mali (Guinée) et Kédougou (Sénégal) et l'organisation des jeunes Mali-Guinée de Kita.

2. Les contraintes

Il existe plusieurs obstacles qui bloquent l'essor du secteur de la jeunesse et des sports :

- ✓ un faible niveau de financement de l'État et des collectivités locales ;
- ✓ une formation insuffisante des cadres et agents culturels ;
- ✓ une faible professionnalisation des acteurs ;
- ✓ une dégradation progressive du patrimoine faute de politique rigoureuse de conservation ;
- ✓ l'absence de centres culturels dans la région et dans les cercles ;
- ✓ une dégradation des infrastructures et équipements de jeunesse.

F. Urbanisme et habitat

La région de Kayes compte une population urbaine de 251 903 habitants pour une population totale de 1 374 316 habitants en 1998. La région a un taux d'urbanisation de 18,3%. L'armature urbaine reste dominée par la ville de Kayes, métropole régionale, qui détient 27% de la population urbaine totale. Les facteurs de la croissance urbaine sont entre autres l'électricité, les industries, les équipements collectifs, l'habitat et les services.

Les principaux centres urbains sont constitués par les chefs-lieux des cercles et leurs réseaux de centres semi-urbains d'appui.

1. Urbanisme

En matière d'urbanisme, la région connaît une situation spécifique caractérisée par un manque de schéma directeur pour la plupart des centres urbains. Le schéma directeur a pour objectif de fixer les orientations fondamentales du développement d'une ville sur une période donnée et de définir les relations entre la ville et son environnement immédiat et l'équilibre à maintenir dans l'exercice des différentes activités économiques. Cela afin d'éviter toute action anarchique d'aménagement dans l'aire d'étude susceptible d'influer sur le développement de la ville et ses environs. Ainsi l'urbanisation se pose en termes d'aménagement et de gestion spatiale.

Dans la région de Kayes, seules quatre villes disposent d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Il s'agit des villes de Kayes (1996), Kita (2000), Niore du Sahel (2000) et Kéniéba (2000). Les autres chefs-lieux de cercle sont programmés pour les années à venir : Yélimané, Bafoulabé et Mahina pour 2002 et Diéma pour 2003.

2. Habitat

Au Mali, la quasi-totalité des ménages vit dans des logements fixes. 89,2% des ménages de la région de Kayes sont propriétaires, contre 4,2% de locataires. Les logés gratuits représentent 6,3%.

Les matériaux utilisés sont de l'ordre de 82% composés de terre et de briques en terre et 8,9% seulement de béton ou de ciment pour le mur. Pour la toiture, les matériaux dominants sont les tôles en métal pour 35,3%, suivis de la terre pour 31,6% et les pailles/bois pour 31,3%. La toiture en béton dans la région ne représente que 1,8%.

Les statistiques d'autorisation de construire de la commune de Kayes sont estimées à 935 dossiers sur la période de 1998 à 2000, soit une moyenne annuelle de 312 dossiers. À noter que les constructions sans autorisation sont plus nombreuses en milieu rural et dans les petites agglomérations.

Le système d'habitat planifié (logement social) n'existe pas dans la région.

G. Alimentation en eau potable et assainissement

1. Alimentation en eau potable

La quasi-totalité de la population est alimentée en eau de boisson à partir du fleuve, des mares, des rivières, des puits, des forages et des adductions d'eau. En dehors de Kayes et de Kita, les autres adductions sont alimentées par des forages avec des débits faibles.

La répartition des ménages selon la source d'approvisionnement en eau de boisson dans la région se présente comme suit :

- ✓ 8,8% ont des robinets installés dans le logement ou dans la concession ;

- ✓ 23,6% des ménages sont alimentés à partir d'un robinet public extérieur ou forage ;
- ✓ 36,4% des ménages consomment l'eau à partir des puits protégés ;
- ✓ 31,2% s'approvisionnent en eau à partir des eaux de surfaces (mares, lacs, rivières) et des points insalubres.

Il faut noter que 73,1% des ménages sont situés à moins de 15 minutes de marche par rapport à un point d'eau.

Aussi, plusieurs contraintes sont signalées dans le système :

- ✓ capacités insuffisantes des réseaux de distribution ;
- ✓ coûts élevés des forages ;
- ✓ pannes fréquentes des forages ;
- ✓ problème de gestion.

2. Assainissement

Les problèmes de l'assainissement constituent aujourd'hui la plus grande préoccupation des villes de la région et se posent avec acuité. Ils sont relatifs à la collecte, à l'évacuation et au traitement des ordures ménagères et des eaux usées. Le système d'assainissement à l'égout est très peu développé dans la région. Actuellement, le taux d'accès à des systèmes d'évacuation des excréta se présente comme suit :

- ✓ 87,1% des ménages utilisent des latrines traditionnelles ;
- ✓ 4,4% des ménages ont accès à des toilettes fonctionnelles ;
- ✓ 8,5% ne disposent ni de latrines ni de toilettes.

▪ Ordures ménagères

En 2000, on dénombrait 130 dépôts sauvages dans la ville de Kayes. Les actions menées par les autorités communales ont permis d'identifier 18 dépôts de transit, 14 GIE et une douzaine d'associations féminines intervenant dans l'enlèvement des ordures ménagères. Ces acteurs n'ont pas de moyens adéquats pour l'accomplissement de leurs missions. Deux des quatorze GIE disposent de camions de ramassage et les autres de moyens rudimentaires. La mairie dispose de 5 camions chargés du transport des ordures de dépôts de transit vers la décharge finale et d'un Spiros.

▪ Eaux de ruissellement et eaux usées ménagères

À Kayes, le réseau de caniveaux est estimé à 15,63 km dont 3,9 km de collecteurs principaux, 7,06 km de caniveaux secondaires et 5,67 km de tertiaires. Le curage du réseau s'effectue en partenariat avec les populations, la mairie et la communauté d'agglomération Évry-Courcouronnes-Lisses-Bondoufle.

Le problème principal demeure la gestion des déchets liquides : l'absence de puisard chez la plupart des ménages entraîne le déversement des eaux usées ménagères dans les rues et/ou dans les caniveaux occasionnant la prolifération d'insectes (mouches, cafards et moustiques) vecteurs de maladies.

▪ Pollutions et nuisances

Les cas de pollutions et de nuisances sont de trois ordres :

- ✓ les eaux vannes qu'on déverse nuitamment dans les rues ;
- ✓ les gaz d'échappement des engins à moteur (moulins, motos, véhicules) ;
- ✓ les poussières soulevées par les véhicules.

Dans une moindre mesure, on relève les nuisances dues aux bruits des ateliers de menuiseries métalliques.

VI. LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Le développement régional met en relation plusieurs acteurs publics, privés et associatifs internes et externes. Toutefois on peut les classer comme suit :

A. État

Il a la charge des intérêts nationaux et veille à l'exécution des programmes sectoriels et à l'application correcte des lois et des textes en vigueur. Il appuie les collectivités dans l'élaboration et l'exécution des actions de développement initiées et met à leur disposition les services techniques déconcentrés. L'État est également le principal pourvoyeur de moyens financiers à travers ses programmes nationaux (PRODEC, PRODESS, PRODEJ, etc).

B. Collectivités locales

Depuis son accession à l'indépendance, le Mali s'est engagé dans un processus de décentralisation, conférant progressivement des pouvoirs aux populations afin de les impliquer dans la mise en œuvre des programmes de développement. Ainsi, la constitution du 22 septembre 1960 disposait en son article 41 que « les collectivités territoriales de la république sont : les régions, les cercles, les arrondissements, les tribus nomades, les communes, les villages et fractions. Ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus ». Aussi, la réforme de 1977 a permis de créer sur l'ensemble du territoire national des structures de participation où les programmes initiés à la base sont élaborés, financés et exécutés par les dites structures avec l'appui des techniciens de la région. Ces programmes avaient pour objectif la mise en place de projets régionaux dûment harmonisés entre eux et réellement intégrés au plan national.

Avec l'avènement de la démocratisation des institutions du pays en 1991 et la mise en œuvre du processus de décentralisation, les collectivités locales sont responsables de la conception, de la programmation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du développement économique, social et culturel de leur territoire.

À la faveur des élections du 2 mai 1999, 1827 conseillers communaux, répartis dans 129 communes, ont été élus dans la région sur la base de 7 partis politiques et de listes d'indépendants. Parmi eux, on dénombre :

- ✓ 23 conseillers régionaux ;
- ✓ 235 conseillers de cercles ;
- ✓ 8 conseillers nationaux.

Les élus, dans leur grande majorité, ont un niveau d'instruction relativement faible, les agriculteurs constituent la majorité et n'ont pas une bonne maîtrise des textes ; d'où des difficultés dans la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation et des programmes de développement. Au niveau de l'Assemblée Régionale et des conseils de cercles, les élus disposent d'une bonne expertise administrative, économique et politique leur permettant d'impulser le développement local. Le manque de personnel technique propre aux collectivités et l'insuffisance de la coopération avec les services techniques constituent le handicap majeur pour l'impulsion du développement local. Entre autres contraintes on peut signaler :

- ✓ l'absence de document de planification ;
- ✓ l'insuffisance de formation des élus dans la gestion des affaires locales ;

- ✓ l'insuffisance des ressources locales et les difficultés de leur mobilisation ;
- ✓ l'absence de locaux fonctionnels et équipés ;
- ✓ l'absence de personnel spécialisé pour aider à définir des perspectives et l'exécution des activités techniques ;
- ✓ l'insuffisance de la coopération décentralisée dans la région.

C. ONG et projets

Les ONG de la région de Kayes interviennent dans plusieurs domaines de la vie économique : santé, éducation, financement des activités productrices, promotion de la femme, etc.

Tableau n°37 : ONG et leurs domaines d'interventions, 2001

Dénomination	Domaines d'intervention	Zone d'intervention (cercle)
ACAUPED (Association pour la Coordination d'Actions Utiles aux Pays en Développement)	Santé	Ensemble de la région
ADR (Association pour le Développement Rural)	Agriculture, formation, hydraulique villageoise, aménagement rural	Yélimané
Afrique Verte	Approvisionnement des marchés céréaliers	Ensemble de la région
AIDEB (Action d'Appui aux Initiatives de Développement de Bafoulabé)	Hydraulique villageoise, vulgarisation agricole, renforcement des capacités, micro finance	Bafoulabé
AMADE (Association MALienne pour le Développement)	Santé, éducation, agriculture	Kayes
AMPPF (Association Malienne pour la Protection et la Promotion de la Familiale)	Santé de la reproduction	Kayes, Kéniéba et Diéma
APDF (Association pour la Promotion et la Défense des droits des Femmes)	Information, éducation et communication	Ensemble de la région
APPF	Santé de la reproduction	Kayes et Kita
Autre Monde	Bibliothèque	Kayes
AVRL (Association pour la Valorisation des Ressources Locales)	Formation à la citoyenneté, appui à l'apiculture, environnement	Kayes et Kéniéba
Église Norvégienne	Activités génératrices de revenus, santé, alphabétisation, hydraulique villageoise	Bafoulabé
Entente de Badoumbé	Crédit agricole, maraîchage, gestion des ressources naturelles, aviculture, élevage	Bafoulabé
GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural dans le tiers monde)	Développement local, développement rural, crédit et maraîchage	Ensemble de la région
Guamina	Promotion des fourneaux améliorés	Kayes
Jam Sahel	Santé, information et sensibilisation	Nioro
KARED Agence	Hydraulique villageoise, aménagement de pistes rurales, aménagement hydro-agricole, gestion des ressources naturelles	Nioro et Diéma
OMRI (Office Montreuillois des Relations Inter nationales)	Assainissement, hydraulique et hygiène	Yélimané
Plan International	Santé, éducation, micro-crédit	Kita
PADRK (Programme d'Appui au Développement de la Région de Kayes)	Appui aux collectivités, constitution de banques de données	Kayes, Bafoulabé, Yélimané et Kéniéba
Stop Sahel	Éducation, micro-crédit	Kayes, Nioro, Diéma et Kita

Ces actions ont un impact réel sur le développement des populations mais elles restent limitées par un manque de coordination et un déficit de collaboration avec les services techniques, les collectivités, les associations de développement et les partenaires techniques et financiers qui nuit à la cohérence du développement local.

À côté des ONG, de nombreux projets interviennent dans la région, couvrant les domaines de la santé, de l'éducation, du développement rural, du micro-crédit, du désenclavement, de la réduction de la pauvreté, de l'environnement, de l'hydraulique, etc.

À cette phase du démarrage des activités communales, il est attendu des ONG et projets intervenant dans la région :

- ✓ un appui à l'organisation de la commune et à la formation des responsables communaux, à la maîtrise des procédures administratives et financières de gestion et de négociation et de délégation de pouvoir ;
- ✓ une aide financière pour la réalisation d'infrastructures communales prioritaires ;
- ✓ un appui à la constitution d'outils de gestion et d'une politique fiscale propices à une planification pluriannuelle des investissements et des actions ;
- ✓ la formation à la citoyenneté : en promouvant un système de communication bien adapté, ces actions vont contribuer à l'identité communale constructive et à l'établissement de liens de confiance entre différentes personnes et institutions locales.

D. Associations

Les politiques d'ajustement structurel ont amené l'État à se désengager de certains domaines productifs au profit des communautés de base. Face à cette situation et en faveur de la démocratisation de notre pays, les populations urbaines comme rurales ont développé des mécanismes d'adaptation à travers les associations. La dynamique associative s'est développée dans tous les secteurs : économique, culturel, social, etc.

Il n'existe pas de village ne disposant pas d'une association de jeunes, de femmes, d'un groupement d'intérêts économiques ou d'une association de développement embrassant telle ou telle activité. Elles participent au développement local à partir de leurs ressources propres et des résultats appréciables ont pu être atteints dans les domaines de l'hydraulique, de la santé et de l'éducation.

Par ailleurs, la vie associative contribue largement à l'ancrage démocratique local et à la bonne gouvernance. Elle développe les réflexes citoyens et incite aux comportements civiques. Ces associations sont des espaces pour la promotion du développement de proximité avec l'avantage de cibler les besoins prioritaires des populations.

E. Les partenaires au développement

Ils sont divers et variés et apportent des appuis techniques et financiers aux dynamiques locales et régionales de développement. Ce sont les ONG internationales, les migrants, les partenaires de la coopération décentralisée, bilatérale et multilatérale.

Tableau n°38 : partenaires techniques et financiers et leurs domaines d'interventions, 2001

Dénomination	Domaines d'intervention	Zone d'intervention
Conseil Général Hauts de Seine	Hydraulique	Toute la région
Conseil Régional Île-de-France	Santé, micro-finance, éducation, formation, sécurité alimentaire, développement local	Toute la région
Conseil Régional Nord-Pas de Calais	Santé, micro-finance, éducation, formation	Toute la région
Coopération allemande	Santé, formation, hydraulique rurale	Toute la région
Coopération décentralisée entre ville française et village de la région	Éducation, Santé, Hydraulique, etc.	Toute la région
Coopération française	Maraîchage, désenclavement, éducation, santé, hydraulique, décentralisation	Toute la région
Coopération Mali-UNICEF	Santé, éducation	Toute la région
USAID	Santé, éducation	Toute la région

LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA RÉGION DE KAYES

I. TERRITOIRE RÉGIONAL

- Superficie de la région en Km².....120 760

- Superficies des cercles :

*Kayes	22 190 (18,38%)
*Bafoulabé	20 120 (16,66%)
*Diéma	12 440 (10,30%)
*Kéniéba	14 000 (11,59%)
*Kita	35 250 (29,19%)
*Nioro	11 060 (9,16%)
*Yélimané	5 700 (4,72%)

- Superficies cultivées en Ha (campagne 2000-2001) 288 907
dont céréales 203 867

- Superficies des forêts classées en Ha (2001) :

.Kayes	39 465
.Bafoulabé	49 000
.Kita	161 078
.Nioro	9 463

- Réserves de faune en Ha (2001) :

.Kéniéba (Bafing)	159 988
.Kita	448 102

Structures administratives :

Nombre de cercles	7
Nombre de communes rurales	117
Nombre de communes urbaines	12
Nombre de villages/quartiers	1 565

II. POPULATIONS - MAISONS - MÉNAGES

- Population région de Kayes en 2001 1 471 344
dont femmes 752 273

Population des cercles :

* Kayes	352 074
* Bafoulabé	178 553
* Diéma	151 478
* Kéniéba	157 953
* Kita	324 132
* Nioro	176 363
* Yélimané	131 157

- Population des principales villes :

* Kayes	72 608
* Kita	35 291
* Nioro	23 283
- Densité de la région habitants/Km ²	8,20
- Indice synthétique de fécondité (EDS II) 1996	6,90
- Age médian des femmes à la naissance du 1er enfant	18,50
- Taux de mortalité infantile (décès de 0-1 an pour 1000 naissances vivantes) 1996	134,9
- Taux de mortalité juvénile (décès de 1-4 ans pour 1000 hbts 1996	143,5
- Taux de Mortalité enfant-juvénile (décès de 0-4 ans pour 1000 hts 1996	259,00
- Taux d'accroissement moyen (%) en 1998	2,30
- Solde migratoire en 1993 (%)	(-3,13)
- Taux de masculinité (%)	48,90
- Rapport de masculinité (%)	96,00
- Moins de 15 ans (%) en 1998	49,64
- Proportion de 6 à 14 ans (%) 1998	26,00
- Proportion de 15 à 54 ans (%) en 1998	45,00
- Proportion de 55 ans et plus (%) en 1998	7,90
- Proportion de moins de 20 ans (%) en 1998	57,17
- Taux d'alphabétisation (%) en 1988 (pop de 12 ans et plus)	11,30
dont hommes	16,40
femmes	6,50
-Taux d'activités (%) en 1998	78,90
- Taux de chômage (%) en 1998	0,60
- Nombre de ménages en 1998	221 138
dont Kayes commune	10 240
Kita	4 896
Nioro	3 136
- Nombre moyen de personnes par ménage 1998	6,6
dont Kayes commune	6,6
Kita	6,8
Nioro	6,6

III. COMMERCE EXTÉRIEUR EN 2001**a) Importations et exportations de biens et services (en million de F CFA)**

- Importations (régimes de droit commun et d'exonération)	79 389,5
- Exportations de Biens et Services(y compris l'or)	153 902

b) Importations et Exportations de biens et services (en Millier de tonnes)

- Importation (R.D.C.E)	269
- Exportations de Biens et Services(y compris l'or)	493 128

b) Importations des Produits pétroliers (poids en Tonnes et volume en Litres)

- Produits pétroliers (en millier de tonne)	40
(en millier de Litres)	76 149

IV. PRODUCTION

- Production des céréales (2000-01) (Tonnes)	151 488
dont Riz	6 895
Sorgho	93 928
- Nombre d'abattages contrôlés par espèce et par tête en 2001	23 972
Bovins	17 900
Ovins	31 538
Caprins	

Camelins	4
- Production de viandes en 2001 (Tonnes)	3 772
- Production de cuirs (pièces)	23 972
- Production de peaux (pièces)	49 438
- Production brute d'électricité en milliers de KWH :	
. Exploitation de Kayes, Kita et Nioro en 2 001	16 733
. Production d'eau en milliers de m ³ exploitations de Kayes et Nioro	3 014
- Production industrielle en 2001	
* Boulangerie Kayes Commune	
. Pains (unités)	1 456 900
. Gâteaux (unités)	167 180
* Abattoir Kayes Commune	
. Viande (KGS)	1 381 459
. Cuirs (Pièces)	9 936
. Peaux (Pièces)	13 253
* Production d'or (Tonnes)	21,408
* Production d'huile brute (Tonnes)	867
* Production d'huile neutre (Tonnes)	890
* Production de coton CMDT :	
. Fibres (Tonnes)	3 253
. Graines (Tonnes)	4 212
* Production de tourteaux	2 953

V. EFFECTIFS DU CHEPTEL (ESTIMATION) 2001

. Bovins	999 800
. Ovins	641 991
. Caprins	766 500
. Équins	31 273
. Asins	80 633
. Camelins	1 596
. Volaille	2 000 000

VI. CONSOMMATION PAR TETE ET PAR AN DE CERTAINS PRODUITS

. Céréales (Kgs)	190,12
dont Riz (Kgs)	21,24
. Viande (Kgs)	12,40
. Poisson (Kgs)	2,92
. Lait et Produits Laitiers (Kgs)	0,92

VII. NOMBRE D'ETABLISSEMENTS PAR BRANCHE EN 2001

. Cimenterie	1
. Marbrerie	1
. Alimentation (Boulangeries)	5
. Pâtisserie	3
. Huilerie (HUICOMA)	1
. Usine d'égrenage	1
. Société Minière en exploitation	2
. Centrale énergétique (électricité)	4
. Hôtellerie	6
. Société de Transformation de Métaux	1

. Industrie de Matelas 1

VIII. TRANSPORT

- VOIE FERRÉE

- Réseau en Km	643
- Distance Kayes-Dakar en Km	738
- Distance Kayes- Mahina en Km	114
- Distance Kayes-Kita en Km	307
- Distance Kayes-Bamako en Km	492

- VOIE ROUTIÈRE

Longueur des principaux axes routiers en KM	
. RN1 Diboli - Kayes - Nioro - Gogui	418
. RN2 Bafoulabé - Kéniéba - frontière guinéenne	184
. RN3 Frontière 2ème Région - Nioro	210
. RR1 Kayes - Sadiola - Djibrouya	187
. RR2 Kayes - Aourou - frontière mauritanienne	136
. RR3 Kayes - Séro - Yélimané	136
. RR4 Kayes - Diamou - Bafoulabé	130
. Total Routes Nationales RN	812
. Total Routes Régionales RR	1 957
. Total Routes Locales RL	170
. Total Routes Non Classées	4 209
. Longueur totale des routes bitumées	193

- TRAFIC AÉRIEN EN 2001

. Nombre d'aéroports de la région	1
. Nombre total d'aérodromes de la région	6

IX. FINANCES PUBLIQUES

- Budget national 2001 en milliers de F CFA

. Recettes du Budget National : émissions	11 922 841
Recouvrement	11 534 254
. Résultats d'exécution des dépenses du budget national	5 294 150

- Budget régional 2001 en milliers de F CFA

. Recettes du budget régional : émissions	17 139
Recouvrement	17 139
. Résultats d'exécution des Dépenses du Budget Régional	1 042 712

X. SALAIRE - NIVEAU DE VIE EN 2001

- Salaires distribués en 2 001 (en millions de F CFA)	4 096
- Nombre d'agents de l'État en 2 001	3 467
- Nombre d'abonnés au téléphone	2 906
- Nombre d'abonnés au télex	7
- Nombre de cabines téléphoniques	67
- Nombre de demandes d'emploi enregistrées	1 933
- Nombre de placements effectués	399
- Offres d'emploi enregistrées	466
- Nombre de forages équipés de la région	2 396
- Nombre de châteaux d'eau	51
- Nombre d'abonnés en électricité (EDM)	5 030
- Nombre d'abonnés en eau (EDM)	6 195

XI. SANTÉ

- Nombre de médecins de la région en 2001	88
- Nombre de sages femmes	18
- Nombre de techniciens supérieurs / IDE	102
- Nombre d'infirmier du 1er cycle	70
- Nombre d'auxiliaires/Matrones	156
- Nombre d'habitants par médecin en 2001	16 720
- Nombre de consultations curatives effectuées en 2001	286 422
- Nombre de consultations prénatales effectuées en 2001	57 472
- Nombre d'accouchements assistés en 2001	15 698
- Vaccination DTCP3 (moins d'un an)	24 872
- Pourcentage de la population ayant accès au PMA 15 km	45%
- Planification familiale	29 058

XII. ENSEIGNEMENT

- Nombre d'élèves année scolaire 2000/2001	1 809
. Enseignement préscolaire	33 880
. Enseignement fondamental (classique)	119 132
1er cycle	14 748
2ème cycle	2831
. Enseignement secondaire général	1153
. Enseignement technique et professionnel	581
. Enseignement normal	
- Nombre d'écoles année scolaire 2000/2001	16
. Enseignement préscolaire	558
. Enseignement fondamental	482
dont 1er cycle	76
2ème cycle/cycle complet	4
. Enseignement secondaire général	2
. Enseignement technique et professionnel	122
. Medersa	1
. Enseignement normal	
- Ratios élèves/enseignant	24
. Enseignement préscolaire	67
. Enseignement fondamental	79
* 1er cycle	29
* 2ème cycle	
- Ratios élèves/classe	41
. Enseignement préscolaire	61
. Enseignement fondamental	62
* 1er cycle	52
* 2ème cycle	
- Taux de Scolarisation	48,99%
- Taux Brut de Scolarisation 1 ^{er} cycle (y compris les Medersas)	56,43%
* dont les garçons	40,75%
* les filles	15,96%
- Taux Brut de Scolarisation au second cycle	22,33%
* dont les garçons	9,22%
les filles	

XIII. INDICATEUR DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE (IDH) EN 1998

- IDH région de Kayes	0,340
- IDH Mali	0,333
- IPH (Région de Kayes)	55,2%
- IPH (Mali)	56,3%
- Espérance de vie à la naissance dans la Région de Kayes (ans)	63
- Revenu moyen par tête dans la Région de Kayes (F CFA)	166 462
- Revenu moyen par tête (Mali)	111 462

BIBLIOGRAPHIE

_ Cellule OMVS, *Rapport de synthèse du séminaire de sensibilisation sur le programme OMVS. Problématique et enjeux*, juin 1989

_ Comité Régional de Développement, *Diagnostic de la Région de Kayes*, mars 1985

_ Comité Régional de Développement, *Stratégie Régionale de Kayes*, septembre 1986

_ Comité Régional de développement, *Programme de conservation et de restauration des terres agricoles*, juillet 1997

_ Conseil Régional de Saint Louis, *Plan Régional de Développement intégré (PRDI) 2000-2005 (Tome 1, Diagnostic socio-économique régional)* ;

_ Conseil Régional de Saint Louis, *Plan Régional de Développement intégré (PRDI) 2000-2005 (Tome 2, Perspectives et stratégies de développement)*.

_ Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, *Recensement Général de la Population et de l'Habitat 1998 (Résultats Provisoires)*

_ *Enquête Démographique et de Santé*, 1995 -1996

_ Haut Commissariat, *Les ressources en eau de la région de Kayes*, juin 2001

_ Ministère de l'Économie, du Plan et de l'Intégration, *Actes de la Table Ronde sur le Développement socio-économique de la Région de Kayes*, février 1998

_ Mission de Décentralisation, *Esquisse du Schéma National et des Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire au Mali*, janvier 1977

_ Région de Kayes, *Rapport diagnostic. Actualisation du schéma directeur du développement rural*, août 1999